

DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Bulletin d'information
sur le développement social
Volume 5, numéro 1 • OCTOBRE 2004

NUMÉRO DOUBLE

L'Outaouais et LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Lutte contre la pauvreté et l'exclusion :

- un Plan d'action gouvernemental
- des points de vue

Québec 

DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Les partenaires du bulletin

La publication du bulletin est rendue possible grâce à la contribution financière de :

Le ministère de la Santé et des Services sociaux
L'Institut national de santé publique du Québec
La Table de coordination nationale de santé publique
Le ministère de l'Emploi, la Solidarité sociale et de la Famille
Le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration
Le Conseil de la santé et du bien-être
Le Conseil du statut de la femme
Le Conseil de la famille et de l'enfance
Le Conseil canadien de développement social (CCDS)
L'Office des personnes handicapées du Québec
L'Association des CLSC et CHSLD du Québec
Le Réseau québécois des Villes et villages en santé
L'Agence de développement de réseaux de services de santé et de services sociaux Mauricie et Centre-du-Québec
La Ville de Montréal
La Fondation Lucie et André Chagnon

Le bulletin compte aussi sur la participation de :

L'Association de santé publique du Québec
La Chaire de recherche du Canada sur le développement des communautés (CRDC)
La Fédération québécoise des municipalités
La Fédération des commissions scolaires du Québec
L'Observatoire montréalais des inégalités sociales de la santé
Le Regroupement québécois des intervenantes et intervenants en action communautaire (RQIAC)
Le Secrétariat à l'action communautaire autonome

La distribution du bulletin

Au niveau national, la distribution est assurée par :

L'Institut national de santé publique du Québec

Dans les régions, la distribution du bulletin est assurée par :

Les Conférences régionales des élus-élues

Les Directions de santé publique des Agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux

Les Tables de concertation ou Comités régionaux de développement social

Pour nous rejoindre : michel.morel@inspq.qc.ca

Une autre année

Encore des changements...

Cette cinquième année du Bulletin amène son vent de changements. Sur le plan organisationnel, de nouveaux partenaires et de nouveaux modes de distribution. Côté contenu, plus de rubriques et quelques nouveautés qui verront le jour dans les prochains numéros.

Et la continuité...

Mis sur pied en 1999 afin de donner suite aux forums tenus en 1997 et 1998, le Bulletin *DÉVELOPPEMENT SOCIAL* entreprend effectivement sa cinquième année d'existence. À l'origine, les responsables du bulletin voulaient, par une telle publication, rendre compte, pendant quelques temps, de ce qui se faisait dans les localités et les régions en développement social, un projet qui, selon eux, ne devait durer qu'un an ou deux.

Avec les années, il devient cependant évident que le Bulletin, malgré la modestie de ses ressources, répond à un besoin réel, soit celui d'informer et de soutenir ceux et celles qui, dans leurs milieux, interviennent en développement social. Et ils sont nombreux! Peut-être pas plus nombreux qu'ils ne l'étaient en 1997-1998, mais probablement davantage réseautés et, en conséquence, plus actifs et visibles. De fait, les travaux menés depuis maintenant plus d'un an par un Comité constitué de répondants régionaux en développement social (des CRD et, ensuite, des CRÉ) ont permis de dresser un bilan sommaire des réalisations régionales (le numéro de mars dernier présentait à cet effet un trop bref portrait). Or, à la lecture de ce bilan, il est plusieurs aspects qui retiennent l'attention. Ce qui frappe d'abord, c'est le fait que la préoccupation de développement social soit présente dans l'ensemble des régions du Québec, c'est aussi le nombre et l'originalité des projets menés sur le terrain, c'est également la diversité des structures d'action ou de concertation mises en place dans les régions,

et, enfin, c'est la vivacité de ces réseaux d'organismes qui, au fil des ans, ont réussi à imposer la question du développement social dans les priorités d'action locales et régionales de leurs milieux. Plus on observe les actions et projets en cours dans les localités et les régions, plus on mesure la richesse et l'originalité de ces interventions, plus on se rend compte aussi de la créativité et de la capacité d'innovation des intervenants et des organismes du milieu. Dès lors, de vouloir rendre compte de ce qui se fait devient une mission quasi impossible. À chaque numéro se posent au Comité de rédaction les mêmes angoissantes questions : que retenir? Comment, en quelques pages, rendre compte adéquatement de ces actions? Comment choisir parmi toutes ces initiatives intéressantes et originales?

Par ailleurs, il est d'autres besoins auxquels tente de répondre, bien modestement, le Bulletin. Les changements politiques sont nombreux depuis quelques années et ils sont survenus rapidement. Les organisations, tout comme les citoyens, n'ont eu que peu de temps pour accueillir ces changements, pour en identifier les impacts et les opportunités, non plus que pour débattre des enjeux qu'ils soulèvent. En ce sens, en donnant la parole à des acteurs du milieu, le Bulletin contribue, bien modestement, à la réflexion et au débat. C'est là un rôle fondamental pour le Bulletin et une avenue à consolider au cours des prochaines années. ■■■



photo : Jean Bruneau

Michel Morel, rédacteur en chef

Concernant la distribution du bulletin

Comme le Bulletin développement social est distribué par le biais de réseaux d'organismes afin de limiter les frais postaux, il peut arriver que des personnes, impliquées dans leur milieu, reçoivent plusieurs copies du Bulletin. Nous demandons à ces personnes de retourner les copies inutilisées auprès de l'organisme qui vous l'envoie, en lui demandant de remédier à la situation.

Par ailleurs, toujours pour favoriser une distribution plus efficace du Bulletin, pourquoi ne pas le faire circuler dans votre milieu une fois que vous avez terminé votre lecture?

De tels gestes contribueront à améliorer la distribution du Bulletin et à nous aider à mieux rejoindre les personnes et organismes impliqués en développement social. Nous vous en remercions.

La direction

Éditeur

Institut national de santé publique du Québec
945, avenue Wolfe
Sainte-Foy, Québec, G1V 5B3
www.inspq.qc.ca

Comité directeur

Michel Morel, rédacteur en chef
Institut national de santé publique du Québec

Roch Bernier, Fondation Lucie et André Chagnon
Réal Boisvert, Régie régionale de la santé et des services sociaux Mauricie
et Centre-du-Québec
Marc Boucher, Ville de Montréal
Ève Desmarais, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Hélène Harvey, Conseil du statut de la femme
Sylvain Larouche, Association des CLSC et CHSLD du Québec et Regroupement
québécois des intervenantes et intervenants en action communautaire (RQIAC)
Marcel Lauzières, Conseil canadien de développement social
Claire Milette, Ministère de la Santé et des Services sociaux
Réal Morin, Institut national de santé publique du Québec
Marie-Josée Ouellet, Secrétariat à l'action communautaire autonome
Odette Plante, Conseil de la famille et de l'enfance
Louis Poirier, Réseau québécois des Villes et villages en santé
Lionel Robert, Conseil de la santé et du bien-être
Louise St-Pierre, MSSS, Table de coordination nationale de santé publique
Michael Watkins, Office des personnes handicapées du Québec

Comité de rédaction :

Michel Morel, rédacteur en chef
Réal Boisvert
Michael Watkins

Ont collaboré à ce numéro :

André Bergeron, Normand Bissonnette, Réal Boisvert, Sylvain Deschesnes,
Sylvie Desjardins, Ève Desmarais, Chantal Doucet, Pierre Durocher, Patrick
Duguay, Lise Émond, Sarah Girouard, Vivian Labrie, Julie Levasseur, Claudine
Mompoin, Anne O'Sullivan, Marie-Josée Ouellet, Jacques Savard, Annie
Toutant, Pierre-André Tremblay, Hélène Valentini, Michael Watkins.

Conception et impression :

ACOR

Politique éditoriale :

Le bulletin DÉVELOPPEMENT SOCIAL vise à rendre compte de ce qui se passe dans les
communautés et les régions en matière de développement social, de poursui-
vre la promotion du développement social ainsi que la sensibilisation des ac-
teurs locaux, régionaux et nationaux, par la diffusion de textes présentant des
enjeux de développement social.

Conformément aux objectifs définis, les articles publiés doivent s'inscrire dans
une perspective d'information des lecteurs et lectrices et de promotion de la
préoccupation du développement social. Les textes publiés sont sous la res-
ponsabilité de leur signataire et n'engagent aucunement les partenaires du
bulletin.

Les textes publiés dans le bulletin peuvent être reproduits, à condition d'en
citer la source.

Veillez prendre note de nos nouvelles coordonnées :

Michel Morel, rédacteur en chef
Institut national de santé publique du Québec
500 René-Lévesque Ouest, bureau 9.100
Montréal (Québec) H2Z 1W7
Courrier électronique : michel.morel@inspq.qc.ca
Téléphone : (514) 864-1341 Télécopieur : (514) 864-1616

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec, Bibliothèque nationale du Canada ISSN 1488-6499

Le mot de la rédaction 1

Encore des changements...

Éditorial 3

*Plan d'action gouvernemental de lutte contre la
pauvreté et le développement social*

Dossier : Lutte contre la pauvreté et l'exclusion 5

*Une synthèse du Plan d'action
Le point de vue de Vivian Labrie*

Réflexion 16

*Développement social au Québec :
quelques expériences locales et régionales*

Réflexion 19

*Un système de compensation équitable
pour les personnes handicapées*

Dossier : L'Outaouais et le développement social 22

*Des entrevues
Des points de vue*

Entrevue avec Louis Favreau 39

Dossier : 43

*L'intérêt des français
pour le développement social au Québec*

Les échos des régions 51

Nouvelles brèves 56

Vient de paraître 63



Michel Morel
Rédacteur en chef

Le développement social et le Plan d'action gouvernemental de lutte contre la pauvreté

Le Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, annoncé par le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, M. Claude Béchar, en avril dernier, a suscité diverses réactions. Certains y voyant «un pas en avant», d'autres faisant preuve de cynisme, qualifiant même de racoleurs certains passages du document.

De fait, il n'est pas simple de porter un jugement sur un document de cette nature. D'une part parce qu'il présente de nouvelles mesures et des projets qui viennent apporter des modifications substantielles à ce qui existait. Or, de telles mesures sont complexes et leur entrée en vigueur se fera graduellement. Comment, à ce moment-ci, présumer des effets concrets de ces différentes mesures ? Certaines organisations actives dans ce dossier ont fait leur analyse et peuvent, beaucoup mieux que nous, avancer une opinion éclairée sur le sujet. À cet égard, dans le présent bulletin, Mme Vivian Labrie, du Collectif pour un Québec sans pauvreté, signe un texte sur le projet de loi 57 (projet de loi qui vient modifier la loi actuelle sur l'aide sociale).

Le Plan d'action gouvernemental s'articule autour de 4 axes :

1. Améliorer le bien-être des personnes en situation de pauvreté.
3. Prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale.
4. Favoriser l'engagement de l'ensemble de la société.
5. Assurer la cohérence et la constance de l'action.

Un Plan d'action qui mise sur le développement social

Plus spécifiquement concernant l'axe Favoriser l'engagement de l'ensemble

de la société le document gouvernemental mentionne : «Cette orientation s'inscrit en droite ligne avec la volonté du gouvernement de *faire confiance aux régions*. Le développement social, comme toute autre forme de développement, doit d'abord être fondé sur leur propre dynamisme»¹. Ainsi le document amène-t-il l'idée d'une *approche territoriale intégrée* : «Dans le cadre d'une stratégie visant l'engagement de tous les groupes de la société pour faire reculer la pauvreté et favoriser l'inclusion de l'ensemble des femmes et des hommes du Québec, le développement d'une approche territoriale intégrée s'avère un enjeu important. Cette approche se caractérise par une concer-

► *Dans le cadre d'une stratégie visant l'engagement de tous les groupes de la société, le développement d'une approche territoriale intégrée s'avère un enjeu important.*

tation des intervenants, une intervention intersectorielle qui place l'amélioration de la situation des membres de la communauté au centre d'une action globale et qui améliore la capacité d'agir tant des collectivités que des individus qui la composent. Elle contribue à une meilleure synergie entre le développement économique et le développement social, et un meilleur arrimage des différentes stratégies sectorielles

visant l'amélioration des conditions de vie des milieux défavorisés. L'approche territoriale constitue l'ancrage concret sur le terrain de la *Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*. Elle s'appuiera sur les stratégies concertées des régions, établies sous le leadership des Conférences régionales des élus autour des priorités d'action et des territoires défavorisés à privilégier»².

À cet égard, on se doit de reconnaître que les intentions annoncées dans le document gouvernemental rejoignent, dans leurs grandes lignes, les stratégies de développement social qui ont cours dans les milieux depuis plusieurs années :

- miser sur le renforcement du potentiel des personnes,
- soutenir l'action locale, les milieux de vie, les organisations intervenant auprès des personnes et les lieux de solidarité les plus proches des personnes,
- favoriser l'arrimage des actions mises en œuvre par les différents organismes intervenant dans un même territoire,
- miser sur la mobilisation des acteurs et sur l'action intersectorielle,
- rapprocher le développement économique et le développement social.

Mais plusieurs questions demeurent : d'abord concernant les CRÉs

Si tous conviendront facilement de la pertinence de mobiliser l'ensemble des acteurs sociaux et de miser sur la capacité des régions d'agir sur les situations vécues sur leur territoire, une question majeure demeure : celle de la capacité réelle des CRÉs d'assumer un tel rôle de mobilisation des acteurs de leurs milieux.

Dans une entrevue qu'il nous accordait en août dernier (voir page 39), Louis Favreau décrit bien la situation pour le moins complexe dans laquelle se retrouvent ces différentes organisations à la suite des changements apportés par la Loi 34. Comment imaginer que des organisations, encore en pleine tourmente à la suite des changements structurels récents, puissent arriver à se mobiliser efficacement pour intervenir adéquatement dans la mise en œuvre d'un plan d'action aussi ambitieux? La situation dans laquelle on risque de se retrouver dans certaines régions sera délicate. Suite à la mise en place des CRÉs, on retrouve, d'un côté, des acteurs de la société civile qui, impliqués depuis des décennies pour l'amélioration des conditions de vie des personnes et des familles, ont développé une expertise certaine pour agir sur des enjeux comme la pauvreté et l'exclusion, mais qui se retrouvent sans voix au chapitre, relégués au rang d'observateurs. Et, de l'autre côté, des élus, qui, dans la majorité des cas, ne disposent pas de l'expertise pour agir sur de tels enjeux, mais qui se retrouveront chargés de mener dans leur milieu respectif des actions en vue de participer à l'effort collectif visant à contrer la pauvreté. C'est là un contexte qui pourrait s'avérer particulièrement difficile.

Concernant l'approche territoriale

Concernant l'approche territoriale, il est certains commentaires importants à formuler. Tous conviendront, là encore, de la pertinence d'une telle approche. Mais, comme l'expérience le démontre, l'approche territoriale demande du temps, des énergies, des ressources et de la récurrence. Une approche territoriale intégrée telle que décrite dans le document gouvernemental, i.e. misant sur la concertation des intervenants, sur l'action intersectorielle, sur une action globale qui vise une synergie entre développement économique et développement social et un meilleur arrimage des différentes stratégies sectorielles, tout ça ayant comme objectif l'amélioration de la capacité d'agir des collectivités et des individus, voilà qui n'est pas mince tâche ! C'est autrement plus complexe que de mettre en place un programme défini par les fonctionnaires d'un ministère ! Il s'agit malgré tout d'une pers-

pective susceptible de réjouir ceux et celles qui interviennent en développement social. Mais plusieurs inquiétudes demeurent quant aux conditions dans lesquelles se mettront en œuvre les actions régionales et locales. Est-ce que les plans d'action régionaux et locaux pourront s'inscrire dans la durée ? On le sait, les interventions en développement social demandent du

► *Nous ne pourrons vraiment « briller parmi les meilleurs » que lorsque tous les moyens possibles de faire reculer significativement la pauvreté et l'exclusion sociale auront été déployés.*

temps pour fournir des résultats tangibles, ce qui se concilie mal avec la recherche de « résultats immédiats quantifiables ». Est-ce que dans les plans d'action régionaux et locaux seront prévus les moyens pour fournir aux acteurs impliqués les ressources nécessaires pour mener les actions prévues ? C'est aussi un fait connu que l'intervention en développement social requiert un minimum de ressources, des ressources plus significatives que des formes de soutien ponctuel. Est-ce que les acteurs locaux susceptibles de mener sur le terrain les actions nécessaires pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion seront « partie prenante » de l'élaboration de ces plans régionaux ? Cela s'avère une condition essentielle pour la réussite de l'entreprise.

Concernant le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS)

S'il y a lieu de se réjouir de la mise en place d'un tel fonds, plusieurs interrogations demeurent concernant son fonctionnement, les organisations susceptibles de pouvoir s'en prévaloir, les critères d'admissibilité, de même que

les nécessaires liens avec les différents responsables des plans d'action régionaux de lutte contre la pauvreté. Ces derniers auront-ils voix au chapitre ? Pourront-ils jouer un rôle dans les décisions relatives à l'attribution des fonds dans leur région ?

L'importance du message gouvernemental aux régions

L'automne qui vient verra se mettre en place les premières actions concrètes de ce plan d'action gouvernemental, dans un contexte de rapports encore imprécis entre les élus dirigeants des nouvelles CRÉs et les acteurs de la société civile. Contexte difficile peut-être, mais en même temps, ne s'agit-il pas là d'une opportunité intéressante pour faire émerger une nouvelle forme de solidarité entre les élus et les organisations de la société civile ? Chose certaine, s'il est un enjeu important pour les localités et les régions, c'est bien celui de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Il est également clair qu'il s'agit d'un enjeu suffisamment rassembleur pour mobiliser les acteurs de la société civile. Dès lors, dans chacune des régions, c'est l'attitude des élus dirigeants des CRÉs qui sera déterminante. De leur capacité à mesurer l'importance de ces enjeux pour leur milieu et l'importance d'établir des partenariats avec les acteurs de la société civile dépend la réussite des actions régionales.

Il faut donc souhaiter qu'au moment de lancer cette mobilisation, le gouvernement invite les dirigeants des CRÉs à profiter de l'expertise des acteurs de la société civile et à favoriser le travail concerté. L'objectif mérite certainement que nous y participions tous. Nous ne pourrons vraiment « briller parmi les meilleurs » que lorsque tous les moyens possibles de faire reculer significativement la pauvreté et l'exclusion sociale auront été déployés. ■■■

¹ *Concilier liberté et justice sociale : un défi pour l'avenir*, Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, Gouvernement du Québec, avril 2004, p. 69.

² Ibid p. 69.

Plan d'action en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

par Eve Desmarais, en collaboration avec Anne O'Sullivan,
Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille

Concilier liberté et justice sociale : un défi pour l'avenir

Le 2 avril 2004, le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, M. Claude Béchar, présentait le *Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*. Cette annonce constituait l'aboutissement d'une démarche gouvernementale visant à trouver des moyens efficaces et durables pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Cette démarche a débuté au printemps 2001, alors que, dans son discours inaugural et dans celui du budget, le gouvernement indiquait sa volonté d'adopter un plan de lutte contre la pauvreté. À l'été de la même année avait lieu le lancement du document d'orientation *Ne laisser personne de côté!* Au printemps 2002, le gouvernement rendait publique sa stratégie gouvernementale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans un document intitulé *La volonté d'agir, la force de réussir*. En juin de la même année, il déposait son projet de loi n°112 visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, en plus d'annoncer la tenue d'une commission parlementaire sur ce projet de loi.

Lors de la commission parlementaire, à l'automne 2002, 165 mémoires ont été déposés et ont fait l'objet de discussions. Puis, le 13 décembre 2002, l'Assemblée nationale adoptait, à l'unanimité, la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, dont la majorité des articles sont entrés en vigueur le 3 mars 2003. Le projet de loi prévoyait notamment un plan d'action visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, plan qui fut rendu public le 2 avril 2004.

Un engagement social porteur d'avenir

Le développement social et le développement économique sont intimement liés.

Toute société doit compter sur sa richesse humaine pour tirer son épingle du jeu, dans un contexte où les capitaux sont mobiles et où les échanges sont planétaires. Ce défi du développement social est l'un des défis majeurs de l'État québécois, celui qui, en bout de ligne, justifie le questionnement sur nos façons de faire.

L'aide accordée aux prestataires de l'assistance-emploi est majorée. Les engagements de la Loi à leur égard sont réalisés. L'accès à un logement abordable est mieux assuré grâce, entre autres, à des investissements substantiels dans le développement du logement social. Le revenu des travailleuses et des travailleurs à faible revenu est amélioré, ce qui leur permet de sortir progressivement de la pauvreté. Le soutien aux familles à faible revenu est renforcé. L'action en amont est intensifiée, de la petite enfance jusqu'aux jeunes adultes, pour favoriser le développement du potentiel des personnes. Les initiatives locales et régionales sont soutenues. L'émergence de stratégies locales de lutte contre la pauvreté est favorisée.

D'autres enjeux pourront trouver des voies de solution lors des discussions avec le gouvernement fédéral pour augmenter les fonds en provenance du Compte d'assurance-emploi jusqu'au niveau permis par la Loi et assouplir les règles d'utilisation de ces fonds. Ces fonds doivent mieux soutenir l'insertion dans un emploi des personnes en chômage de longue durée.



Eve Desmarais

En révisant le régime de sécurité du revenu pour le simplifier et le rendre plus incitatif à l'emploi, on tentera de mieux répondre aux besoins des personnes qui peuvent difficilement espérer recouvrer leur autonomie financière par l'insertion dans un emploi.

Les quatre grands axes du plan d'action

Le *Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale* comprend 47 mesures, qui se déploient autour de 4 grands axes :

- Améliorer le bien-être des personnes en situation de pauvreté.
- Prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale.
- Favoriser l'engagement de l'ensemble de la société.
- Assurer la cohérence et la constance de l'action.

Améliorer le bien-être des personnes en situation de pauvreté

Le plan d'action offre des solutions aux personnes qui, bien qu'elles travaillent, ne réussissent pas à échapper à la pauvreté. Ainsi, dès janvier 2005, les revenus de travail seront soutenus par une prime au travail accessible, simple et qui incite les personnes à accroître leur effort de travail. De plus, le salaire minimum progressera régulièrement tout en préservant les emplois et la compétitivité de notre économie.

Les personnes sans emploi recevront une aide active comprenant notamment un accompagnement et des mesures adaptées à leurs besoins, dans le respect de leur dignité, en valorisant leurs efforts et en combattant les préjugés à leur égard.

À ces priorités, il faut ajouter l'accès à un logement décent à coût abordable. Trop de personnes consacrent une trop grande part de leurs revenus pour se loger. Con-

trer la pénurie de logements abordables et mettre en œuvre des projets qui jumellent habitation et services sociocommunitaires contribueront à diminuer la pauvreté.

Prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale

Prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale, c'est d'abord s'attaquer à leurs causes et aux inégalités qui nuisent au développement du potentiel des personnes. La prévention a son point de départ dans la famille, puis à l'école, et est intimement liée aux conditions qui favorisent la santé et le bien-être. Les mesures de ce plan d'action axées sur l'amélioration du niveau de vie des personnes à faible revenu et celles visant particulièrement à favoriser le développement du potentiel des personnes et des collectivités contribueront de façon importante à réduire ces inégalités.

L'action préventive auprès des enfants en situation de pauvreté et de leur famille leur assure une meilleure égalité des chances. Cette action peut s'appuyer sur des partenariats novateurs et une vision globale des besoins des familles. Ainsi, la mise en place du nouveau soutien aux enfants, dès janvier 2005, prendra la forme d'une allocation universelle permettant d'améliorer le revenu disponible des familles à faible revenu.

L'action auprès des jeunes favorise leur réussite. Ceux qui éprouvent des difficultés dans leur transition vers l'âge adulte et l'emploi doivent pouvoir compter sur une continuité d'aide et de service pour cheminer vers leur insertion socioprofessionnelle. Un meilleur arrimage des réseaux et des mesures, jumelé à des ressources spécifiques dans les milieux plus défavorisés, fera en sorte de maximiser leurs chances de réussite. Les jeunes adultes qui doivent recourir à l'aide de l'État bénéficieront d'une aide active et adaptée à leurs besoins, offrant une solution de rechange à l'assistance-emploi. L'engagement de tous les acteurs leur permettra de cheminer vers l'autonomie.

Favoriser l'engagement de l'ensemble de la société

La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale interpelle non seulement le gouvernement, mais aussi tous les groupes de la société, y compris les personnes en

situation de pauvreté. Elle doit s'incarner concrètement partout au Québec, particulièrement dans les territoires où la pauvreté est davantage présente. Une approche territoriale intégrée favorisant le partenariat, la concertation, la mobilisation et l'engagement des acteurs régionaux pour faire reculer la pauvreté, sous le leadership des conférences régionales des élus et avec le concours des municipalités régionales de comté (MRC) et des villes, s'avère un enjeu important.

Le gouvernement épaulera les milieux locaux, les villes et les régions qui auront convenu d'actions pour améliorer le sort des populations en situation de pauvreté : intensification des efforts déjà consentis, initiatives diverses redonnant aux

les et avec l'ensemble des politiques gouvernementales. Elles devront être soutenues dans le temps et reposer sur une forte synergie entre les partenaires.

Le plan d'action fera l'objet d'un suivi annuel. Les progrès accomplis seront mesurés et le chemin à parcourir sera estimé. Il s'agit d'un engagement durable et d'un effort solidaire, s'appuyant sur la conviction que la justice sociale est une valeur fondamentale pour assurer le progrès.

Lutter contre la pauvreté, c'est l'affaire de tous

La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale est un défi de société, que le gouvernement du Québec ne peut relever seul : la solidarité, l'engagement de partenaires décidés à faire reculer la pauvreté chez nous sont les premières conditions de succès.

Le plan d'action mise d'abord sur l'engagement des personnes dans leur milieu de vie. Il favorise « l'approche territoriale intégrée », c'est-à-dire une démarche de concertation et de collaboration des quartiers, des villes, des villages, des MRC et des régions, là où la solidarité peut se manifester.

Déjà l'on observe, à des degrés divers, des collectivités qui, par des moyens adaptés à leur environnement, ont suscité l'arrimage de ressources existantes et l'émergence de nouveaux types d'interventions afin d'améliorer la situation des membres moins favorisés de leur communauté.

Dans une perspective de développement, les territoires pourront également stimuler le partenariat avec les entreprises de leur milieu. Ces dernières pourraient, de diverses façons, participer à l'effort collectif de leur communauté aux prises avec des problématiques de pauvreté et d'exclusion sociale.

Enfin, compte tenu de l'importance du regard et de la contribution de la société civile dans l'évolution de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale au Québec, la mise sur pied prochaine du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, dont les membres proviendront de plusieurs secteurs de la société civile, comptera parmi les gestes importants du gouvernement visant la solidarité et la coopération à tous les paliers. ■■■

*Concilier liberté et justice sociale :
un défi pour l'avenir*



Plan d'action gouvernemental
en matière de lutte contre la pauvreté
et l'exclusion sociale

Québec ■■■

personnes la capacité d'agir sur leur milieu de vie, etc. Le Fonds québécois d'initiatives sociales servira de catalyseur à ces initiatives, auxquelles chacun devra apporter sa contribution.

Dans la même optique, le gouvernement entend mettre en place des partenariats avec des grandes entreprises, des fondations et d'autres paliers de gouvernement. Ces partenariats déboucheront sur des approches novatrices pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Assurer la cohérence et la constance de l'action

Pour être efficaces, les actions visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale devront être cohérentes entre el-

C'EST VOUS QUI LE DITES!

Les opinions formulées ici sont celles du signataire et n'engagent en rien le bulletin Développement social et ses partenaires. La rédaction.

Vers un Québec sans pauvreté ou «Back to the future» ?

Le projet de loi 57, un retour inacceptable à l'aide sociale d'avant 1969

par Vivian Labrie, Collectif pour un Québec sans pauvreté

Le 13 décembre 2002, l'Assemblée nationale du Québec adoptait à l'unanimité et avec beaucoup de fierté la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*. Cette loi visait et vise toujours à engager le gouvernement et la société québécoise à «tendre vers un Québec sans pauvreté». Deux ans plus tard, où en sommes-nous ?

Une partie seulement de la loi a été mise en vigueur le 5 mars 2003, juste avant le déclenchement des dernières élections. L'autre partie attend toujours. Le plan d'action requis dans les soixante jours de la mise en vigueur n'a été publié par le gouvernement suivant que le 2 avril 2004, pratiquement onze mois plus tard. Ce plan d'action a apporté quelques changements positifs, surtout pour les familles, beaucoup de statu quo... et des reculs. Il ne répond que très partiellement aux exigences spécifiques qui lui sont faites par la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, par exemple en abolissant les pénalités pour refus de mesures ou d'emploi. Sur plusieurs aspects, il y contrevient, notamment en programmant l'appauvrissement structuré des personnes les plus pauvres au Québec, soit les personnes assistées sociales sans contraintes à l'emploi. En effet le plan d'action stipule qu'on n'indexera désormais que partiellement les prestations des personnes assistées sociales jugées sans contraintes sévères à l'emploi. Rappelons que nous parlons ici de personnes qui doivent vivre avec une prestation de 533 \$ par mois.

Voilà maintenant que le ministre dépose un projet de loi, le *Projet de loi 57 – Loi sur l'aide aux personnes et aux familles*, qui viendrait remplacer la loi actuelle sur l'aide sociale, supposément pour la conformer au plan d'action publié en avril. En réalité, le projet de loi empire la situation : le programme d'assistance-emploi actuel, rebaptisé programme

d'«aide sociale», deviendrait une sorte de programme par défaut, désinvesti¹, pendant qu'on créerait des programmes particuliers autour. En classant les personnes avec contraintes sévères à l'emploi dans un programme différent, dit de «solidarité sociale», on renforcerait, avec un traitement distinct, la division pourtant fortement décriée entre «aptes» et «inaptes». Le programme Alternative jeunesse, un programme d'aide à l'emploi pour les jeunes de 18 à 25 ans, deviendrait un programme d'aide financière distinct, volontaire, mais sans droit de recours. Une quatrième catégorie de programmes, les «programmes spécifiques», permettrait au ministre de mettre en place, à son bon vouloir et selon les normes qu'il établirait, toutes sortes de programmes particuliers, destinés à des «clientèles» et des situations spécifiques, sans droits de recours pour les participantEs.

Ce projet de loi ramènerait ainsi directement à l'arbitraire des régimes particuliers dénoncés par le rapport Boucher en 1963. Ces régimes éparpillés, comme la loi sur les mères nécessiteuses ou la loi sur les aveugles, ont été consolidés par la première loi sur l'aide sociale en 1969 dans un régime unique fondé sur les droits et la couverture des besoins, deux notions désormais disparues du projet de loi 57. Ajoutons l'orientation «réingénierie» tout à fait perceptible dans le projet de loi 57, qui ouvre la porte à des formes de sécurité du revenu privée : les besoins spéciaux ou les allocations de participation défrayées par un

partenaire, groupe, entreprise, société, personne, pourraient être considérés comme payés au titre de la loi ! Ces allocations pourraient aussi ouvrir la porte à une



Vivian Labrie

main d'œuvre «bénévole» pour des entreprises ou des groupes. Face à ces défauts structurels importants, le fantôme de la saisie des chèques pour non paiement de loyers exhumé des débats de la réforme de 1998 et vastement repris par les radios démagogiques lors de la sortie du projet de loi en juin dernier, pourrait bien n'être qu'une distraction face à un ensemble de reculs moins sensationnels, mais tout aussi périlleux.

La seule vraie amélioration apportée par le projet de loi en question, est son article 49 qui abolit les pénalités mentionnées plus haut. Hormis cet article, le projet de loi ne répond pas aux exigences faites à la loi sur l'aide sociale par la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*. Pour le reste, ou bien le projet de loi maintient les incohérences du régime actuel, ou bien il introduit des reculs dans les protections et garanties assurées.

Le Collectif pour un Québec sans pauvreté considère qu'il faut changer la loi actuelle sur l'aide sociale et que le gouvernement ne s'y prend pas de la bonne façon. Pour bien le faire, il faudrait une loi fondée sur la réalisation effective des

(suite en page 9)

Le Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire est lancé

par Marie-Josée Ouellet, Secrétariat à l'action communautaire autonome

Attendu depuis plusieurs mois, le *Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire* a été rendu public par le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, M. Claude Béchar, le 17 août dernier. Le plan d'action gouvernemental énonce la volonté du gouvernement du Québec de mieux accompagner les organismes communautaires en fonction de trois critères : cohérence, rigueur et transparence.

Le plan d'action couvre la période de 2004 à 2006, ce qui permet de poursuivre la mise en œuvre de la politique gouvernementale en matière d'action communautaire, de procéder à l'évaluation des actions engagées par les ministères et, au besoin, de réajuster le tir.

Rappelons que la politique gouvernementale proposait l'introduction de trois modes de soutien financier dans l'appareil gouvernemental, soit le soutien financier en appui à la mission globale, le soutien financier pour des ententes de service et le soutien financier pour des activités particulières ou des projets ponctuels.

Les mesures gouvernementales projetées dans le plan d'action portent sur la reconnaissance de l'action communautaire, les dispositifs de soutien financier, l'approfondissement des connaissances en action communautaire et, finalement, les orientations en matière de soutien à l'action bénévole.

1. Reconnaître : pour une nouvelle relation

D'entrée de jeu, le plan d'action confirme le maintien du Comité interministériel de l'action communautaire, composé majoritairement des ministères qui soutiennent les organismes communautaires. Ce comité appuiera le Secrétariat à

l'action communautaire autonome du Québec dans la conduite des différents mandats gouvernementaux liés à l'action communautaire et à l'action bénévole.

Au chapitre de la reconnaissance, il est prévu que les programmes de soutien financier soient adaptés afin de tenir compte du *Cadre de référence en matière d'action communautaire*. Le cadre de référence énonce des critères de défini-



tion qui sont respectueux des fondements des organismes. Le cadre de référence intègre également des mécanismes de reddition de comptes qui considèrent de la nature des activités et qui sont axés tant sur la transparence que sur les principes d'une saine gestion.

De plus, afin d'assurer la transparence de l'information relative au soutien financier gouvernemental, différents documents seront mis en ligne sur le site Internet du ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille.

D'ailleurs, afin d'accroître le rôle des organismes communautaires dans la définition des politiques publiques, chacun des ministères devra maintenir ou créer, selon le cas, des mécanismes de concertation donnant voix aux organismes communautaires au moment de l'élaboration de politiques ministérielles ou de programmes, ou pour tout autre sujet d'intérêt.

Il est également prévu que le Secrétariat à l'action communautaire du Québec s'associe à la réflexion entreprise par le ministre des Finances sur la révision du cadre légal appliqué aux organismes sans but lucratif afin que la nouvelle loi destinée aux associations personnifiées réponde également aux besoins des organismes communautaires et soit compatible avec les caractéristiques de leur action.

2. Soutenir : des dispositifs harmonisés

Le plan d'action gouvernemental réaffirme la responsabilité des ministères au regard du soutien financier des organismes communautaires de leur secteur d'activité. Il propose également de poursuivre l'opération de concentration du soutien financier en appui à la mission globale au sein d'un seul ministère. Cette concentration allège le fardeau administratif des organismes communautaires en leur permettant de faire une seule demande de soutien financier en appui à la mission globale à leur ministère d'attache.

Dans une perspective de cohérence et afin d'offrir davantage de stabilité aux organismes communautaires, le plan d'action gouvernemental confirme l'attribution du soutien financier en appui à la mission globale sur une base pluriannuelle d'au moins trois ans. Il tend également à présenter une vision harmonisée du soutien gouvernemental au

milieu communautaire. Pour ce faire, les ministères devront concevoir une approche de financement qui permet de soutenir les organismes communautaires, tout en respectant la capacité financière de l'État.

3. Connaître : recherche et développement en milieu communautaire

Afin de contribuer au rayonnement de l'action des organismes communautaires et de mobiliser les collectivités, il est prévu de mieux documenter et de faire connaître les retombées de l'intervention des organismes communautaires. Afin d'y arriver, des profils régionaux de l'action communautaire seront élaborés en tenant compte, notamment, des organismes soutenus par le gouvernement du Québec, du soutien financier qui leur est accordé et des caractéristiques de la population.

Dans la perspective de faire valoir l'action des organismes communautaires, le gouvernement entend également mieux outiller les acteurs en matière d'autoévaluation, de recherche et d'innovation sociale, de transfert des expertises en ces matières. Le gouvernement prévoit également soutenir les activités liées à la formation et au perfectionnement.

4. Promouvoir : appuyer l'engagement bénévole

Que ce soit pour leur gestion ou leur prestation de services, les organismes communautaires comptent largement sur l'engagement bénévole. Afin de soutenir cet engagement, le gouvernement du Québec souhaite promouvoir l'action bénévole et encourager la formation et la concertation du milieu bénévole.

Le Cadre de référence en matière d'action communautaire

La réussite de ce plan d'action gouvernemental repose en grande partie sur l'application du *Cadre de référence en matière d'action communautaire* par l'ensemble des instances gouvernementales. Le cadre de référence vise à simplifier le fardeau administratif des organismes communautaires en harmonisant les règles au regard du soutien financier destiné aux organismes communautaires.

Le cadre de référence est avant tout un guide d'interprétation qui vise une plus grande cohérence dans l'intervention gouvernementale à tous les paliers. De plus, ce document prévoit un meilleur suivi de l'utilisation de fonds publics, une plus grande transparence au regard de l'attribution du soutien financier et un appui aux ministères lorsqu'ils ont des programmes à mettre en place.

Le cadre de référence est composé de trois parties :

- La première partie porte sur l'interprétation des principes directeurs relatifs aux relations entre les instances gouvernementales et les organismes communautaires.
- La deuxième partie traite des dimensions opérationnelles de l'application des orientations gouvernementales en matière de soutien financier. Elle traite, entre autres : de la classification des organismes communautaires; des paramètres qui guident l'octroi des fonds publics; des dispositions sur l'harmonisation des pratiques administratives, notamment au regard des demandes de soutien financier et des exigences en matière de reddition de comptes.
- La troisième partie porte sur l'interprétation des critères qui s'appliquent aux organismes visés par la politique, soit l'ensemble des organismes communautaires, les organismes associés à l'action communautaire autonome et les organismes en défense collective des droits. ■■■

Ces documents sont disponibles sur le site Internet du ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille à l'adresse suivante : <http://www.messf.gouv.qc.ca>.

Vers un Québec sans pauvreté ou «Back to the future» ?

suite de la page 7

droits reconnus, explicitement préoccupée de couvrir les besoins essentiels, qui viserait à établir une prestation de base, commune à toutes et tous, pouvant éventuellement s'intégrer à la fiscalité. Pour sortir de l'impasse créée par le projet de loi 57, le Collectif propose une démarche en trois points : le retrait du projet de loi 57, des amendements à la loi actuelle de l'aide sociale pour la conformer à la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* et pour assurer qu'elle couvre les besoins essentiels dans la dignité, sans distinction par rapport à l'aptitude présumée au tra-

vail¹, suivis par l'ouverture d'un débat public, mettant à profit l'expertise citoyenne, y compris celle des personnes en situation de pauvreté, en vue d'imaginer et d'élaborer le régime de garantie du revenu qui devrait remplacer le régime actuel d'aide sociale pour faire un vrai saut qualitatif en direction d'un Québec sans pauvreté. Le Collectif demande aussi que soit rendu public l'examen d'impact requis par l'article 20 de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* pour le projet de loi 57 et tout projet de loi qui le remplacera.

Il invite toute personne et tout organisme partageant cette position à la faire connaître aux autorités concernées et à agir selon leurs possibilités pour lever les préjugés défenseurs des inégalités et pour baliser le chemin vers le futur meilleur contenu dans le rêve partagé d'un Québec sans pauvreté. ■■■

¹ Inclut pour les personnes de 55 ans et plus la perte de la garantie dans la loi de leur accès à l'allocation pour contraintes temporaires à l'emploi.

² Voir l'analyse, la campagne de mémoires et la position détaillée du Collectif sur son site Internet au www.pauvrete.qc.ca.

Le Centre Léa-Roback : un centre de recherche sur les inégalités sociales de la santé de Montréal

par Marie-France Raynault, avec la collaboration de Karine Souffez

Qui était Léa Roback?

Léa Roback était une militante montréalaise de toutes les causes : syndicalisme dans les usines de textile, conditions des femmes, accès des filles à l'éducation, conditions de logement, etc. D'origine juive, ayant grandi à Beauport, parfaite trilingue, quelle belle figure emblématique pour un centre de recherche sur les inégalités sociales de la santé de Montréal!

Né des efforts conjugués de la CACIS (Chaire sur les approches communautaires et les inégalités sociales) et de l'OMISS (Observatoire montréalais des inégalités sociales et de la santé), ce nouveau centre de recherche est financé par l'Institut de la santé publique et des populations dans le cadre d'une initiative stratégique des Instituts de recherche en santé du Canada pour la création de centres de développement de la recherche. Un centre similaire a aussi été créé à Toronto.



Un centre de recherche de plus dans une ville assez bien dotée, était-ce vraiment nécessaire?

L'OMISS avait, depuis quelques années, identifié un nombre assez important de chercheurs dans cinq universités montréalaises (Université de Montréal, Université McGill, INRS-Urbanisation, culture et société, UQAM et Université Concordia), dont plusieurs qui étaient aussi chercheurs dans les organisations de santé publique. Selon leurs intérêts, ces chercheurs venaient aux rencontres de l'OMISS et participaient aux discussions. Plusieurs s'étaient même associés dans des projets de recherche communs interuniversitaires. Ces ef-

forts méritaient d'être soutenus, encouragés et si possible, concertés.

Les objectifs

Les objectifs du Centre sont de répondre à quatre questions :

Comment les inégalités sociales se transforment-elles en inégalités de santé ?

Par exemple, comment se fait-il que les gens pauvres souffrent davantage de diabète que les autres ? La réponse se décline en plusieurs modes : vulnérabilité biologique acquise dès la grossesse, fruits et légumes quasi absents de l'offre alimentaire des dépanneurs qui sont nombreux dans les quartiers défavorisés, manque d'activités physiques pour les enfants en milieu scolaire, etc.

Comment diminuer ces inégalités sociales?

C'est tout le domaine de la lutte à la pauvreté, autant dans ses composantes politiques publiques que dans ses approches communautaires. Le Centre peut s'enorgueillir de la participation de politologues, de sociologues et d'urbanistes. Malheureusement, les économistes se font rares. Avis aux intéressés !

Comment diminuer l'impact des inégalités sociales sur la santé ?

Il est souvent facile pour les chercheurs d'identifier les causes d'un problème, moins facile pour les décideurs de mettre en place les solutions. Les dernières études longitudinales québécoises sur les enfants identifient des périodes particulièrement vulnérables de la vie. Il serait donc opportun pour nos sociétés de protéger particulièrement les enfants dans ces moments fragiles, l'objectif premier restant, cependant, de combattre les inégalités à la source.

Comment diminuer l'impact des problèmes de santé sur l'accroissement des inégalités sociales ?

Bien qu'il soit acquis que ce sont surtout les conditions de vie qui rendent les personnes malades, il n'en reste pas moins que des accidents de travail, par exemple, peuvent entraîner une dérive sociale conduisant à une plus grande pauvreté si des mesures de protection adéquates ne sont pas prises.

Comment justifier le choix de Montréal alors que les inégalités sociales sont universelles ?

Il nous a semblé que Montréal, avec ses contrastes, quartiers riches, quartiers pauvres, quartiers multiethniques et quartiers plus homogènes, constitue un terrain d'étude fertile. De plus, les liens avec les décideurs et plusieurs intervenants communautaires sont établis. Enfin, dans le domaine des politiques publiques, les comparaisons internationales sont essentielles et le Centre Léa-Roback veut se joindre au réseau des villes européennes où les inégalités sociales de la santé ont été étudiées. La portée des recherches et des activités de formation du Centre débordera, nous l'espérons, les limites de Montréal.



Marie-France Raynault

Qu'est-ce que le Centre offrira concrètement?

Pour permettre aux chercheurs de se concentrer sur la recherche, le Centre leur donnera un soutien concret, comme une assistance technique pour la rédaction des fastidieux curriculums vitae de recherche (ceux d'entre vous qui ont déjà rempli un CV

(suite en page 12)

Des projets, des actions...

LE BOULOT VERS...

20 ans à meubler des vies!

Entrevue : Michel Morel, Texte : Annie Toutant

Boulot vers... est une entreprise qui a comme mission de favoriser l'insertion socioprofessionnelle de jeunes en difficulté, des jeunes de 16 et 25 ans qui sont potentiellement des décrocheurs sociaux.

Depuis 1983, dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, le *Boulot vers...* reçoit une centaine de jeunes par année pour un stage de quatre à six mois. Qu'offre-t-on aux jeunes? À qui s'adressent les stages de *Boulot vers...*? D'où vient l'idée? Qu'advient-il des jeunes qui sont passés par *Boulot vers...*? Ce sont quelques-unes des questions que nous avons posées à Mme Jeanne Doré, directrice générale de l'organisme depuis 1995.

Qu'est-ce que *Boulot vers...*?

« La mission de Boulot vers..., c'est l'insertion sociale et professionnelle de jeunes en difficulté. On le fait à travers un médium qui est la production de meubles. Dans le fond, le médium est un prétexte. On aurait pu le faire à travers n'importe quoi! ».

Boulot vers... est un atelier de menuiserie qui offre 33 stages à des jeunes en difficulté. On y fabrique des meubles pour des clients qui viennent d'aussi loin que New York et la Californie. L'atelier a fabriqué plus de 2000 unités de meubles pour environ 750 centres de la petite enfance, des garderies, des logements sociaux, de même que pour l'Armée du salut. Outre les jeunes stagiaires, l'atelier emploie également quatre ébénistes professionnels expérimentés qui supervisent, entraînent et enseignent. Une demi-douzaine d'autres postes d'encadrement structurent l'organisation. Afin de maximiser le nombre de stages disponibles, il y a un quart de jour et un de soir. Le travail implique tout le processus de création du meuble, parfois même la livraison et l'installation. On compte aussi trois postes de commis de bureau. Le travail de commis n'a pas forcément un lien avec l'industrie de meuble parce que chez *Boulot vers...* « les

meubles ça constitue un pourcentage de notre activité, dans le fond, notre activité principale, c'est les jeunes! ».

D'où vient l'idée de *Boulot vers...*?

L'idée est venue de jeunes gens du quartier Hochelaga-Maisonneuve à une époque où les grandes industries étaient en difficulté, alors que les garderies populaires n'avaient pratiquement pas de financement. Patrice Rodriguez, âgé d'environ 30 ans, s'est retrouvé chômeur après avoir été employé par la Vickers où il était soudeur. « Il s'impliquait dans la lutte contre les inégalités, pour la justice sociale, par toutes sortes d'engagements militants, syndicaux et politiques. »¹ Il a rencontré Guy Pépin, un gars du quartier, à la garderie que fréquentaient leurs enfants. Celui-ci, fin de la vingtaine, s'était lancé en affaires en ouvrant un petit atelier d'ébénisterie. À la garderie on lui demandait de participer aux tâches : « On réparait toutes sortes d'affaires »². Guy donnait aussi des cours d'initiation au

bois à des enfants de 9 à 12 ans au centre culturel et sportif de l'Est. C'est là qu'il est mis en contact avec Élyse Benoit psychoéducatrice et bénévole à la Fondation Ressources-Jeunesse. Ils travaillent ensemble sur le projet *Tirelire* (embaucher des jeunes à la sortie des centres d'accueil pour réaliser des tirelires en bois). De là est née l'idée de faire fabriquer par les jeunes des meubles dont les garderies avaient grandement besoin.

« Portés par l'enthousiasme, Guy et Patrice tracent rapidement la première esquisse de leur projet : d'une part, proposer aux groupes communautaires, (les garderies, les centres communautaires, les diverses associations de défense des droits) de construire du mobilier et des aménagements à prix modique ; d'autre part, offrir une première expérience de travail aux jeunes du quartier Hochelaga-Maisonneuve qui ont de la difficulté à s'intégrer dans le marché du travail. »³ Grâce à l'appui des organismes de la communauté, à la députée locale, Mme Louise Harel et à la Fondation Ressources-Jeunesse, en 1983 une subvention de 45 000\$ est accordée au projet. Ainsi naît le *Boulot vers...*



Les subventions viennent à manquer. Certains des dirigeants, qui ont des contacts avec le milieu des affaires, proposent aux autres fondateurs d'aller chercher de l'aide de ce côté. Les autres avaient des réserves. « On avait l'impression de céder au pouvoir et

d'être récupéré». Une première réunion s'organise, le président d'un cabinet comptable avait invité ceux qui allaient former en octobre 1984, le conseil d'administration provisoire, des gens d'affaires de divers secteurs d'activité (Banque Royale du Canada, Entreprises McDougall-Chartrant, Johnson et Johnson,...). Pour les administrateurs, les fondateurs de l'organisme formaient une belle équipe. «*Ils étaient des gens intenses dotés d'une vision, des entrepreneurs sociaux. Des gens qui se foutent un peu des règles parce qu'ils sont convaincus de leur idée et rien ne les arrêtera. Des gens dont le but est de maximiser non pas le profit individuel, mais le bien-être de ceux qu'ils veulent servir*»⁴. C'est ainsi que *Boulot vers...* a pu prendre son envol, grâce à de jeunes gens généreux qui voulaient aider leur quartier et leur communauté.

À qui s'adressent les stages de *Boulot vers...* ?

« On aide les jeunes de 16 à 25 ans. Moi ça fait 9 ans que je suis ici comme directrice générale et la moyenne d'âge des jeunes se situe toujours entre 20 et 22 ans. Il y a 20 ans, les jeunes qu'on aidait avaient davantage un profil de décrocheur scolaire, quelqu'un qui n'avait pas complété son secondaire 5, qui arrivait à l'âge de 20 ans et qui n'avait pas eu l'occasion de travailler. Puis à travers les années, la situation de ces jeunes s'est détériorée. S'il y a 20 ans, c'était au moment du secondaire 4 ou 5 où les jeunes décrochaient, main-

tenant c'est quasiment avant la fin du primaire que le décrochage s'opère. Ces jeunes sont non seulement des décrocheurs scolaires, mais aussi des décrocheurs sociaux, avec de graves difficultés en matière de formation, ce sont souvent des jeunes qui sont analphabètes, qui n'arrivent pas à lire, à compter. Or, en usine, c'est important de savoir compter. Nous, on leur donne de la formation, on a une entente avec la Commission scolaire de la Pointe de l'île. Le vendredi, on fait de la formation (en mathématique et en français) avec les jeunes».

Les jeunes n'arrivent pas à la porte de *Boulot vers...* pour demander un stage. « *Ils sont référés, soit par le réseau institutionnel officiel des centres locaux d'emploi ou encore par le réseau institutionnel communautaire comme Carrefour Jeunesse-emploi ou d'autres organismes qui oeuvrent dans différents points de Montréal*».

Quelles sont les sources de financement ?

« On a trois sources de financement : la première vient des meubles, de la vente de nos propres produits, la deuxième est l'événement bénéfice qu'on tient tous les ans et finalement, la troisième, ce sont les subventions ». Les subventions constituent la moitié des revenus de *Boulot vers...* L'autre moitié se répartit entre les profits de la vente de meubles, environ 30%, l'événement bénéfice, environ 20%. Chaque année, on tient un important événement bénéfice, on organise un specta-

cle auquel la communauté des affaires est invitée à participer. Des artistes comme Claude Léveillé, Jean-Pierre Ferland et Diane Dufresne ont déjà participé. Le reste des revenus provient de divers dons.

Après 21 ans de fonctionnement, quels sont les résultats ?

D'après nos données, 49 % des jeunes ont trouvé un emploi après leur stage. 13,7% ont fait un retour aux études. D'autres ont ouvert une petite entreprise, avec ou sans rapport à l'industrie du meuble. *Boulot vers...* assure un suivi de deux ans après les stages. Les jeunes se font conseiller, soit pour la rédaction du CV, pour trouver un emploi, pour créer leur entreprise et même, pour passer à travers une peine d'amour.

On retrouve sur les murs de l'organisme de nombreuses photos de jeunes qui témoignent de leurs réussites à la suite de leur passage à *Boulot vers...*, dont celle d'un bébé ! Deux jeunes qui se sont rencontrés lors du stage sont maintenant sur le marché du travail, de leur union est née une jolie petite fille. C'est vrai que *Boulot vers...* meuble des vies ! ■■

1 Mottet, Anne-Marie.- *Le Boulot vers... 20 ans à meubler des vies*. -Montréal : Boréal, 2003, p.10

2 Idem. p.10

3 Idem. p.11

4 Idem. p.24

Le Centre Léa-Roback (suite de la page 10)

commun canadien savent de quoi je parle). Une agente de recherche a été engagée pour monter des bases de données, non seulement sur la littérature inhérente aux inégalités sociales de la santé, mais aussi sur un répertoire d'interventions pour réduire ces inégalités. D'autres agents de recherche travailleront sur les systèmes d'information géographique qui sont si utiles quand il est question de transmettre visuellement l'information aux décideurs. Des plans sont faits pour développer une enquête longitudinale avec des éléments d'information sur les différents milieux montréalais.

Les échanges d'idées et de méthodes seront favorisés par une programmation

scientifique qui, notamment, tirera parti de tout ce qui bouge intellectuellement dans le domaine et qui s'aventure à Montréal. À titre d'exemple, nous avons reçu, au mois de septembre, la visite de Mme Kim Raine du Centre for Health Promotion de Calgary, dans le cadre de la série « Visiteurs de passage ». Elle nous a parlé des différentes hypothèses environnementales expliquant le gradient socio-économique en obésité. Les chercheurs du Centre seront à leur tour des ressources privilégiées de formation.

L'originalité du Centre vient certainement de l'accent mis sur les communications avec tous ceux qui seraient à même d'améliorer la situation des personnes pauvres. Une agente de communication profession-

nelle a donc été engagée. Elle animera, non seulement les activités habituelles de l'OMISS, mais aussi des programmes spéciaux visant des décideurs dans des domaines précis.

Tous ceux qui s'intéressent à la recherche sur les inégalités sociales sont les bienvenus dans les colloques méthodologiques. Et, bien sûr, tous les intervenants qui travaillent à la réduction de ces inégalités sont invités aux colloques plus généraux de l'OMISS.

Pour plus de renseignements sur le Centre Léa-Roback et pour vous inscrire aux activités, veuillez consulter le site de l'OMISS (www.omiss.ca). ■■

Des projets, des actions...

SAINT MICHEL

Un vaste chantier de revitalisation de quartier pour contrer la pauvreté

Par André Bergeron, Direction de santé publique de l'ADRLSSS de Montréal,
avec la collaboration de Pierre Durocher, coordonnateur du Chantier.

Le Bulletin DÉVELOPPEMENT SOCIAL présentait en juin 2003 la démarche de concertation de Saint-Michel et posait les défis que ce quartier devait affronter pour son développement. La démarche a pris un tour nouveau depuis l'an dernier, alors que le quartier s'est associé à une initiative canadienne appelée « Vibrant Communities ». Cette initiative vise à mettre en réseaux des villes et des communautés qui souhaitent s'engager concrètement dans la réduction de la pauvreté.

Saint-Michel est un quartier de Montréal où l'on retrouve l'une des plus importantes proportions de personnes pauvres. De plus, sur le plan de l'environnement, on observe une forte dégradation en raison de la présence de l'autoroute métropolitaine et de deux anciennes carrières qui occupent plus de 40% du territoire. Ces carrières ne sont plus en opération mais elles ont causé de grandes nuisances pendant longtemps, notamment par la transformation de l'une d'elles en site d'enfouissement des déchets (le 2^e plus grand en Amérique du Nord). Aujourd'hui, il faut réhabiliter ces sites, d'autant plus qu'ils produisent des divisions physiques du territoire, posant un obstacle à la circulation des personnes et, subséquentement, à la création des liens sociaux. Finalement, l'état du logement laisse beaucoup à désirer dans de larges portions du secteur.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent deux initiatives majeures qui vont permettre de relancer la démarche de revitalisation du quartier.

Un vent de renouveau

Comme on l'a déjà vu (BDS, juin 2003), la concertation a une histoire dans Saint-Michel. Depuis 1991, date à laquelle le quartier adhère au mouvement des Villes en santé sous le nom de « Vivre Saint-Michel en santé », une table de concertation réunissant la plupart des acteurs du milieu compte plusieurs réalisations à son actif. Toutefois, comme dans toute concertation, on constate un essoufflement. De plus, malgré d'importantes améliorations, la pauvreté et l'exclusion sociale persistent.

En 1994, la venue du Cirque du Soleil dans le quartier apportait un nouvel es-

poir. Le siège social du Cirque s'est en effet installé sur le pourtour du Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM), l'ex-carrière et site d'enfouissement. Cette entreprise, avantageusement connue de par le monde, désirait participer activement à la réhabilitation du CESM. Depuis, elle a continué d'investir dans le quartier en construisant un centre d'hébergement pour artistes et en créant la Cité des arts du cirque, la TOHU, qui joue un rôle important dans la revitalisation du quartier. (voir encadré)

L'autre initiative, que l'on pourrait qualifier de « porteuse » pour Saint-Michel, est constituée par le mouvement

« Vibrant Communities », appelé « Collectivités dynamiques » en français. Inspiré d'une expérience mise sur pied en Ontario, « Collectivités dynamiques » est une initiative pan-canadienne gérée



André Bergeron

par le Tamarck Institute en partenariat avec le Caledon Institute of Social Policy et la Fondation McConnell. Elle vise spécifiquement la réduction de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Quinze villes canadiennes sont présentement associées au mouvement et, au Québec, on retrouve le quartier Saint-Michel et un autre projet à Trois-Rivières. L'adhésion à « Collectivités dynamiques » s'est faite à l'automne 2003 et la démarche s'est mise en branle durant l'hiver suivant.

La démarche du chantier de revitalisation

Le chantier de revitalisation du quartier Saint-Michel s'inscrit dans la « mouvance » de la revitalisation urbaine qui a cours dans diverses municipalités du Québec. Toutefois, l'objectif premier n'est pas d'abord de revitaliser la trame urbaine mais surtout de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. En ce sens, il s'apparente plus au développe-

ment social qu'à la rénovation urbaine. Le projet est ambitieux : c'est toute l'image du quartier que l'on veut modifier également, faire « un Saint-Michel positif et nouveau » selon les mots du maire d'arrondissement, monsieur Tamburello.

Pour en arriver là, il faut prendre les grands moyens et mobiliser la communauté. On a d'abord mis en place un comité de planification stratégique, relevant de la table de concertation de quartier et regroupant des représentants des milieux institutionnel, communautaire, culturel et des affaires. Les citoyens et citoyennes du quartier sont étroitement associés à la démarche depuis le début; un sondage a rejoint un échantillon de 300 personnes, des « focus-groups » ont réuni 25 personnes et deux grands « rendez-vous » ont rassemblé une centaine de citoyens à chaque fois. La communauté, c'est aussi les gens d'affaires, les membres des groupes communautaires, les représentants des institutions locales, etc. Ces personnes ont participé aux deux rendez-vous ainsi qu'à une séance de travail spéciale destinée aux « décideurs » du quartier.

Cette mobilisation de la communauté s'est effectuée à travers une série d'activités et d'événements qui se sont échelonnés de mars à juin 2004.

10 mars : lancement public du Chantier
près de 80 personnes assistent au lancement public de la démarche par le président de VSMS et le maire de l'arrondissement.

30 mars : 1^{er} Grand rendez-vous
près de 200 citoyens et intervenants participent au « diagnostic » du quartier. On y présente un portrait socio-économique ainsi que les résultats du sondage auprès de la population.

22 avril : atelier de travail
une cinquantaine de décideurs locaux et régionaux participent à un atelier de discussion avec des « experts » externes en revitalisation urbaine.

Mai : groupes de discussion avec les résidents
3 groupes de discussion réunissent

une trentaine de citoyens et citoyennes, selon un échantillonnage précis, pour échanger sur les améliorations souhaitées et les créneaux de développement du quartier.

16 juin : 2^e Grand Rendez-vous
encore une fois, près de 200 personnes se réunissent sous le chapiteau



Photo, courtoisie du journal communautaire Le Monde

De gauche à droite, Johanne Maxwell, résidente du quartier; Daniel Duranleau, coordonnateur de Vivre Saint-Michel en santé; Chantal Grandchamp, Centraide Montréal; Gabriel Houle, résident du quartier; Pierre Durocher, coordonnateur du Chantier.

de la TOHU pour valider le diagnostic, adopter une « vision » du quartier et identifier des créneaux de développement.

Lors du dernier rendez-vous, les personnes présentes ont indiqué trois pistes d'intervention à privilégier pour lutter contre la pauvreté. Ce sont la question des **revenus**, la situation du **logement** et l'accessibilité à des **services** diversifiés et de qualité. Ces priorités ont trait aux conditions de vie des citoyens, ainsi qu'à la qualité du milieu de vie. Un 3^e rendez-vous est prévu à l'automne afin d'adopter un plan d'action pour les trois prochaines années, qui aura été préparé par des comités de travail durant l'été.

Le soutien à la démarche

Le chantier de revitalisation est appuyé par de nombreux acteurs locaux et il bénéficie d'un large soutien. La démarche relève de la structure générale de « Vivre Saint-Michel en santé » et elle est pilotée par un comité de planification stratégique regroupant des partenaires tant locaux que régionaux. Elle est ap-

puyée par la Ville de Montréal, dans la perspective éventuelle d'un projet de revitalisation urbaine intégrée, à l'instar des 3 quartiers déjà engagés dans ce programme, ainsi que par Centraide Montréal qui fait le lien avec d'autres ressources régionales et nationales.

Le financement provient de plusieurs sources; il y a d'abord l'initiative « Collectivités dynamiques » qui a accordé un budget de démarrage, ainsi que le partenaire montréalais de cette initiative, Centraide, qui l'appuie financièrement. La Ville de Montréal et l'arrondissement Saint-Michel/Villeray/Parc-Extension apportent également une contribution financière. Enfin, une entreprise privée du secteur culturel, le Cirque du Soleil,

contribue au soutien financier; offrant ainsi une certaine caution en vue de la recherche de bailleurs de fonds pour les futurs projets de développement.

Les clés du succès

Lors de l'atelier de travail d'avril 2004 avec les décideurs, l'un des experts invités, Gérard Divay, directeur de l'INRS Urbanisation, a proposé trois clés pour obtenir du succès dans un tel projet. La première consiste à définir une **vision** du développement souhaité et à l'appuyer sur une planification stratégique. La deuxième concerne la **mobilisation** des citoyens et des divers groupes de la communauté. Le tout doit finalement être pris en main par des **leaders** et bénéficier d'une bonne organisation. D'autres conditions de succès ont été énumérées au cours de cet atelier, mais elles viennent pour la plupart étayer ces trois grands éléments.

Le Chantier s'est donné une vision lors du 2^e Grand rendez-vous. Cette vision a été définie par le comité de planification stratégique et elle a été entérinée par les 200 personnes présentes à l'événement. Le rêve des citoyens et des intervenants est de faire de Saint-Michel « *un quartier agréable à vivre, propice à la vie familiale et aux échanges multiculturels, une communauté active et solidaire, qui se prend en mains et*

qui contribue à l'essor de Montréal ». Cela semble relever de l'utopie quand il s'agit d'un tel quartier mais les participants se donnent 10 ans pour y arriver.

En ce qui concerne la mobilisation, on a pu voir qu'elle est bien amorcée. Il s'agit maintenant de la consolider et de la poursuivre. Il sera important que chacun des projets et activités qui découleront du plan d'action soient pris en mains par des citoyens et des citoyennes et non seulement par des intervenants. C'est l'une des clés du succès qui a été observée dans d'autres démarches de revitalisation en cours ailleurs au Québec et qui a été fortement soulignée par les experts de l'atelier du 22 avril.

Quant au leadership, c'est un élément auquel il faudra s'attaquer sérieusement car c'est l'une des faiblesses constatées dans le diagnostic du quartier. Le leadership, ce n'est pas nécessairement une personne mais c'est un groupe d'individus qui prend en main l'organisation de la démarche et qui en assure la continuité et le développement. Elles doivent nécessairement être des personnes « dédiées à la cause », qui y consacrent temps et énergie afin que les objectifs soient atteints. Cela signifie aussi l'injection de ressources humaines et financières qui forment un

« noyau dur » autour duquel se bâtit l'organisation.

Saint-Michel demain...

De quoi aura l'air Saint-Michel demain? Pourra-t-on faire de ce secteur « un quartier où il fait bon vivre »? Saura-t-on convaincre les gens de s'y établir à demeure plutôt que d'aller chercher ailleurs sa résidence? Pour cela, sera-t-il possible de développer le sentiment d'appartenance au quartier? Car c'est là l'un des principaux problèmes : on ne peut développer une communauté si celle-ci n'existe pas d'abord. Le taux de mobilité dans le quartier est très élevé (près de 50% en 1996) et presque un tiers des personnes interrogées lors du sondage pensent le quitter dans les 2 prochaines années.

Pour trouver des solutions à ces problèmes, cette « collectivité dynamique » s'est mobilisée et elle est en train de se doter d'un plan d'action à moyen et long terme. Elle peut compter sur un partenariat très large ainsi que sur l'appui de partenaires régionaux et nationaux importants, ce qui constitue une « valeur ajoutée » à la précédente concertation. La dynamique du milieu ayant changé depuis 10 ans, on peut escompter qu'elle continuera à évoluer pour le mieux au cours des 10 années à venir et que l'on pourra faire de Saint-Michel un quartier plus attrayant. ■■■

Le Cirque du Soleil et la TOHU

Le Cirque du Soleil a installé son siège social sur la 2^e avenue dans le quartier Saint-Michel, plus précisément sur le site du Complexe Environnemental de Saint-Michel (CESM), en 1994. Il occupe un espace de 120 000 mètres carrés, 1 200 employés y travaillent. Il a également construit en 2003, en face de son emplacement, un centre d'hébergement pour artistes.

En 1999, le Cirque du Soleil s'est associé à l'École nationale de cirque et En Piste (regroupement national des artistes et des professionnels en arts du cirque) pour créer la TOHU, la Cité des arts du cirque, un organisme à but

non lucratif. La TOHU a trois « missions » :

- faire de Montréal l'une des capitales internationales des arts du cirque;
- participer activement à la réhabilitation du CESM;
- contribuer à la revitalisation du quartier Saint-Michel.

L'édifice de la TOHU, un exemple d'architecture « verte » utilisant des matériaux recyclés, a été inauguré en juin dernier.

La TOHU et le cirque du Soleil sont partenaires du Chantier de revitalisation depuis le début. D'ailleurs, le 2^e Grand

Rendez-vous s'est tenu sous le grand chapiteau temporaire de la TOHU et a bénéficié de ses ressources.

Bien qu'implantée depuis peu, la TOHU apporte déjà des bénéfices au quartier et à la ville : spectacles d'été gratuits pour les Montréalais ; un certain nombre de spectacles réservés aux citoyens de Saint-Michel; formation et embauche de jeunes du quartier; etc.

Le leadership du Cirque du Soleil pour l'implantation de la TOHU offre un bon exemple du rôle social d'une entreprise.

par Julie Levasseur,
Conseil de la santé et du bien-être

De nombreux acteurs locaux et régionaux se sont mobilisés autour du projet global de développement social à la suite du Forum national sur le développement social tenu en 1998. En 2002, le Conseil de la santé et du bien-être a entrepris une étude afin de mieux connaître certaines initiatives régionales et locales en la matière. Cet article se penche sur des expériences des conseils régionaux de développement (CRD) et quelques projets de développement social.

Par cette publication, nous ne visons pas à prendre position sur l'évolution du rôle des municipalités, des municipalités régionales de comté (MRC), des centres locaux de développement (CLD), des instances régionales ou nationales, ni sur les récentes orientations gouvernementales en matière de décentralisation et d'organisation des institutions chargées de soutenir le développement économique et social. L'objectif est plutôt de rendre compte des expériences des CRD et de quelques projets de développement social. Pour ce faire, nous exposerons les principaux messages tirés d'une analyse des informations fournies par différents acteurs. Nous souhaitons ainsi apporter un reflet de leurs connaissances communes et encourager la poursuite de l'innovation dans ce domaine crucial pour le développement du Québec.

Méthodologie

Afin de collecter des informations au sujet d'actions régionales en développement social, une enquête fut entreprise à l'été 2002. Un questionnaire fut élaboré et acheminé dans tous les CRD. Ces derniers ont complété le questionnaire qu'ils nous ont par la suite retourné.

De plus, intéressés par les projets locaux en développement social, nous avons demandé aux CRD d'identifier quelques projets de leur territoire. Nous avons

choisi d'effectuer dix-huit entrevues, c'est-à-dire deux entrevues dans la moitié des régions du Québec. Ces dernières étaient représentatives des régions ressources et des régions centrales, en plus de Montréal et de la Capitale nationale. Parmi les projets soumis par les CRD, nous avons dû effectuer une sélection en prenant soin de retenir des projets diversifiés touchant plusieurs secteurs d'activité. La grande majorité des projets étudiés étaient mis de l'avant par des organismes communautaires.

► *Le manque de contrôle régional sur les leviers du développement ou encore les ministères qui imposent des orientations de développement constituent, parmi d'autres, des obstacles nuisant au travail en développement social.*

Bien qu'elle nous fournisse une information éclairante sur les expériences de développement social, il faut cependant mentionner certaines limites de la recherche effectuée. La démarche de travail exclut certains acteurs institutionnels en développement social comme les directions de santé publique, les CLSC, les CLD, les municipalités, les MRC et autres instances de développe-

ment socio économique communautaire. Elle prend en compte un échantillon limité de projets locaux (18) proposés par les CRD. On ne connaît pas

les critères de sélection des projets. On ne connaît pas non plus la nature des relations entre les CRD et ces projets. Bien qu'il s'agisse de projets forts pertinents, on ne sait pas dans quelle mesure les projets retenus sont réellement représentatifs des régions ou des territoires locaux dont ils font partie.

La première partie de l'article est consacrée aux actions régionales et aux CRD. La seconde porte sur les actions locales et certains projets de développement social.

Les actions régionales et les conseils régionaux de développement

De l'ensemble des informations recueillies auprès des CRD, certaines retiennent particulièrement l'attention puisqu'elles sont en lien avec les conditions favorables et les obstacles au travail en développement social. Afin de rendre intelligibles les éléments identifiés par ces instances régionales, nous avons repris un tableau utilisé dans le rapport *L'appropriation par les communautés de leur développement*². Premièrement, ce tableau classe les conditions favorables et les obstacles au développement selon qu'ils sont endogènes ou exogènes aux CRD et à la région qu'ils desservent. Deuxièmement, on distingue les éléments en fonction de facteurs



Julie Levasseur

spatiaux, sociaux, économiques et normatifs. Les facteurs spatiaux sont en lien avec le territoire ou encore avec les limites géographiques attribuables aux CRD. Les facteurs sociaux réfèrent aux personnes et aux relations qu'elles entretiennent. Les facteurs économiques sont constitués des ressources pécuniaires, mais également des ressources plus techniques du milieu. Enfin, les facteurs normatifs, ou encore institutionnels, font référence aux structures, aux règles, aux lois ou aux procédures permettant d'agir ou non en développement social. Il importe de mentionner que ces catégories ne sont pas hermétiques puisque, parfois, un élément peut se classer dans plus d'une catégorie à la fois. Cependant, un choix est fait en fonction de l'accent sur lequel les répondants ont particulièrement insisté.

Des informations tirées des questionnaires complétés par les CRD, on retiendra le principe suivant, à savoir que les structures, ou normes, sont les éléments ayant le plus d'influence sur le travail en développement social et ce, tant au niveau des facteurs favorables que des obstacles.

D'abord, en ce qui a trait aux conditions favorables, il fut noté que les facteurs endogènes, beaucoup plus qu'exogènes,

► *La mise sur pied de projets de développement social présuppose une prise de conscience de l'existence d'un problème particulier d'une part, et l'identification des moyens de le pallier, d'autre part.*

nes, favorisent le travail en développement social. En d'autres mots, les moyens provenant du milieu même sont ceux qui, de façon générale, contribuent

à soutenir le travail dans le domaine. Plus précisément, les structures internes que se donnent les CRD sont celles qui possèdent le plus d'influence dans la mesure où elles permettent l'action en donnant un cadre, une manière de fonctionner. Par exemple, les plans d'action incluant le développement social, les différentes commissions, la permanence des structures, l'identification de dossiers ou encore la présence d'une politique de développement durable, sont autant de facteurs favorisant le travail en développement social. Cependant, il ne faut pas oublier que ces structures n'existeraient pas sans la volonté des personnes œuvrant au sein des CRD. Ainsi, les facteurs sociaux sont également primordiaux pour les instaurer. Viennent ensuite les facteurs spatiaux et économiques. En ce qui concerne les facteurs exogènes, ils se retrouvent presque essentiellement en lien avec les structures, ce qui confirme l'importance de ces facteurs pour faciliter le travail en développement social.

Ensuite, à l'opposé des conditions facilitant le travail en développement social, il existe des obstacles le rendant plus difficile. De l'enquête menée, il ressort le nombre plus élevé de facteurs exogènes constituant des obstacles au travail en développement social par rapport aux conditions favorables. Une fois de plus, ces facteurs sont principalement concentrés au niveau des normes et des structures. Par exemple, le manque de contrôle régional sur les leviers du développement ou encore les ministères qui imposent des orientations de développement sans égard aux approches et aux priorités définies par les régions constituant, parmi d'autres, des obstacles nuisant au travail en développement social. Ils sont suivis des obstacles de nature économique et sociale. En ce qui a trait aux facteurs endogènes constituant des obstacles au travail en développement social, arrivent ex æquo les facteurs normatifs et structurels et les facteurs sociaux. Ils sont suivis, loin derrière cependant, par les facteurs spatiaux et économiques.

Les actions locales et certains projets de développement social

À l'été 2002, nous avons procédé à des entrevues avec des personnes mettant

en œuvre des projets de développement social. Trois principaux messages sont ressortis de ces rencontres.

Premièrement, les personnes en charge des projets de développement social désirent une reconnaissance gouvernementale des approches prises par le milieu. Ce dernier, dit-on, est capable de mettre en œuvre des initiatives et de les coordonner dans la mesure où on lui donne les moyens nécessaires de le faire.

Dans la vaste majorité des cas étudiés, les personnes à la source des prises de conscience de problèmes à résoudre sont les personnes directement en charge des projets, ou plus précisément, des personnes provenant du milieu communautaire, ce qui démontre la capacité d'appropriation du milieu. En effet, la mise sur pied de projets de développement social présuppose une prise de

► *Les personnes en charge des projets de développement social désirent une reconnaissance gouvernementale des approches prises par le milieu.*

conscience de l'existence d'un problème particulier d'une part, et l'identification des moyens de le pallier, d'autre part. Dans son rapport intitulé *L'appropriation par les communautés de leur développement*, le Conseil affirme que pour qu'il y ait appropriation, il doit se réaliser un processus qui conduit une communauté à « prendre conscience de ses problèmes et de sa capacité (ou de son incapacité) à les résoudre; à resserrer les liens sociaux de base afin qu'émerge une nouvelle organisation sociale axée sur le partenariat et; à maîtriser de plus en plus les outils collectifs de développement »³. Aussi demande-t-on au gouvernement une plus grande reconnaissance

de cette expertise développée par les gens travaillant directement sur le terrain.

L'importance que revêt la reconnaissance des approches prises par le milieu fut également soulignée pour le travail en intersectorialité. Cet élément se trouve en lien avec une certaine décentralisation puisque l'on sous-entend que les milieux locaux sont capables de mettre en œuvre les projets et de les coordonner avec l'aide d'acteurs locaux provenant de divers secteurs. Bref, on se prononce en faveur de voir les actions prises au niveau où se déroulent les événements ou, en d'autres mots, on se dit pour la prise en charge du milieu afin de pouvoir offrir les services au plus bas niveau possible. La notion de support dans les démarches est importante pour des personnes rencontrées.

Deuxièmement, on insiste sur le fait que l'État doit continuer à jouer un rôle dans l'élaboration des grands objectifs à atteindre, des grandes stratégies à mettre de l'avant.

Selon la majorité des personnes interrogées, on demande au gouvernement des orientations politiques claires (ex. :

► *Deuxièmement, on insiste sur le fait que l'État doit continuer à jouer un rôle dans l'élaboration des grands objectifs à atteindre, des grandes stratégies à mettre de l'avant.*

dans *La politique de la santé et du bien-être*, entre autres). En effet, on souhaite obtenir de grandes orientations du niveau central, mais sans oublier le fait que l'identification des besoins précis sur le terrain doit être exécutée par les gens qui se trouvent le plus près possible de ces réalités.

Troisièmement, on souhaite, voir alléger les programmes que l'on considère trop rigides d'une part, et ceux qui requièrent que les projets soient performants dès le départ d'autre part. Cela met en évidence l'importance que revêt la notion de temps. En effet, cette notion est essentielle dans la mesure où, note-t-on, l'atteinte de résultats en développement social relève du long terme. De plus, la notion prend toute sa signification lorsque l'on aborde le sujet du financement. La récurrence dans l'attribution de ressources financières apparaît comme une condition au bon fonctionnement des projets et à l'atteinte de leurs objectifs.

Tout d'abord, les programmes sont jugés inflexibles alors qu'ils sont souvent compartimentés et ne sont pas toujours cohérents les uns avec les autres. Le fonctionnement en silo fait en sorte que les interventions peuvent difficilement être structurées. Les processus sont lourds par rapport aux modestes montants financiers qui peuvent être accordés.

De plus, les normes des divers programmes imposent plusieurs critères de performance dès le départ. Les personnes rencontrées souhaitent que le gouvernement prenne conscience que les projets de développement social ne se réalisent pas nécessairement à court terme et qu'il doit laisser une chance au processus de donner des résultats également à long terme. Les gens voudraient que l'État favorise le bien-être plutôt que la performance à tout prix.

Enfin, l'importance de la récurrence du financement fut mentionnée à plusieurs reprises au cours des entretiens. Il fut dit qu'elle assurerait une certaine stabilité des instances, ce qui inciterait davantage les gens à s'y impliquer. Cela permettrait également d'engager des ressources humaines permanentes pouvant travailler à garder vivantes des entités multisectorielles, souvent menacées en raison du manque de fonds. Les personnes rencontrées misaient également sur la stabilité du financement des projets, puisque plusieurs ont avoué consacrer énormément de temps et d'énergie à la recherche de ressources financières pour soutenir leur démarche.

► *Troisièmement, on souhaite, voir alléger les programmes que l'on considère trop rigides d'une part, et ceux qui requièrent que les projets soient performants dès le départ d'autre part.*

En définitive...

Que retenir des expériences présentées en ce qui a trait aux conditions pouvant encourager le travail en développement social ? Les aspects structurels (à savoir : les normes, règles, lois ou procédures permettant d'agir ou non) demeurent des outils privilégiés pour encourager le développement social selon les acteurs régionaux consultés, et l'abaissement d'obstacles à ce niveau pourrait avoir des répercussions positives pour l'action en développement social. De plus, au niveau local, les personnes rencontrées souhaitent de l'État : qu'il reconnaisse les approches prises par le milieu, qu'il continue de jouer un rôle dans l'élaboration des grands objectifs à atteindre et des grandes stratégies à mettre de l'avant et enfin, qu'il allège les programmes trop rigides et ceux qui requièrent la performance dès le départ.

En terminant, nous tenons à exprimer toute notre reconnaissance envers les personnes ayant participé à cette étude pour leur généreuse collaboration. Nous leur disons toute notre admiration pour leur détermination à améliorer les conditions de vie de leurs concitoyens et concitoyennes. ■■■

1 Cet article reprend les grandes lignes d'un rapport d'étude réalisé en 2002 intitulé *Des expériences locales et régionales en développement social au Québec*. Ce dernier, réalisé par le Conseil, dresse un portrait plus complet de l'étude menée auprès des CRD et de projets de développement social à l'été 2002.

2 Conseil de la santé et du bien-être, *L'appropriation par les communautés de leur développement*, 2001.

3. *Ibid*, p. 11.

Par François Blais, Département de Sciences politiques, Université Laval

Daniel Gardner, Faculté de Droit, Université Laval

André Lareau, Faculté de Droit, Université Laval

Depuis la création de l'Office des personnes handicapées en 1978 et la proclamation de l'année internationale des personnes handicapées en 1981, beaucoup de chemin a été fait au Québec pour favoriser l'épanouissement et l'intégration des personnes ayant une incapacité. Des sommes importantes sont investies de façon récurrente : programmes d'aide sous forme de services ou de fournitures d'équipements, allocations monétaires directes, mesures fiscales, les programmes et mesures d'aide se comptent par centaines. Pourtant, le niveau de vie des personnes handicapées demeure inférieur à la moyenne québécoise, l'offre de services réussit difficilement à répondre à la demande et varie considérablement selon la cause de l'incapacité, l'âge, le lieu de résidence, etc. À la demande de l'Office, les signataires de ce texte se sont penchés sur la question, avec l'objectif de proposer des solutions qui, tout en étant économiquement viables, permettraient de mettre en place un système de compensation plus équitable pour les personnes handicapées. Ils ont récemment déposé un rapport de plus de 400 pages dont voici les grandes lignes. L'Office compte utiliser ce rapport pour alimenter les réflexions et poursuivre la recherche de solutions.

Un constat : les mesures actuelles génèrent des iniquités

Les personnes handicapées et les intervenants qui oeuvrent auprès d'elles constatent chaque jour que le système actuel génère des iniquités. La fragmentation des programmes et la multitude

des sources de financement expliquent en bonne partie la situation. Telle personne aura droit à de l'assistance à domicile alors qu'une autre, dont les besoins sont aussi pressants, sera abandonnée à elle-même parce que le budget du CLSC de son territoire de résidence a été établi en fonction de priorités différentes. Par ailleurs, alors que le programme d'adaptation de véhicule automobile fonctionne sans délai important, il faut plusieurs années pour que des travaux soient réalisés pour adapter le domicile d'une personne handicapée : c'est à croire que l'automobile est plus importante que le toit!



Daniel Gardner

Cela ne signifie pas que toutes les différences de traitement constituent autant de sources d'iniquités. Que les personnes devenues handicapées à la suite d'un accident de la route ou du travail soient mieux indemnisées que les autres est explicable : ce ne sont pas les impôts de tous qui financent ces régimes d'indemnisation mais bien les contributions de ceux et celles qui créent un risque particulier (automobilistes

et employeurs). La SAAQ et la CSST sont des compagnies publiques d'assurance qui exigent des contributions préalables de personnes soucieuses d'éviter une éventuelle poursuite devant les tribunaux civils. Les indemnités plus élevées et la couverture plus adéquate en services et en équipements qui en résultent ne peuvent être égalées lorsque l'incapacité



François Blais

résulte d'une maladie, où personne ne peut être poursuivi et où l'État n'a d'autre incitatif que la solidarité sociale pour offrir des mesures d'aide adéquates.

En revanche, comment justifier que la victime d'un acte criminel soit mieux indemnisée par l'État (en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels*) que celle ayant été frappée par la bactérie mangeuse de chair lors

d'un séjour à l'hôpital? Dans les deux cas, ne s'agit-il pas d'un coup du sort, où la victime s'est trouvée au mauvais endroit, au mauvais moment? L'État n'est pas davantage responsable, civile-

► *Les personnes handicapées et les intervenants qui oeuvrent auprès d'elles constatent chaque jour que le système actuel génère des iniquités.*

ment parlant, dans un cas que dans l'autre : les principes de la solidarité sociale sont à la base de l'aide accordée à ces deux victimes. Pourquoi les traiter différemment?

Par ailleurs, comment expliquer qu'un montant mensuel supplémentaire de

250 \$ soit accordé à la personne handicapée qui bénéficie de l'aide sociale et est reconnue comme ayant des contraintes sévères à l'emploi, que des crédits d'impôts soient offerts à celui qui a suffisamment de revenus pour justifier le paiement d'un impôt alors que la personne handicapée placée entre ces deux situations n'a droit à aucune aide monétaire directe? Approche globale et simplification des processus d'indemnisation constituent les fers de lance de nos propositions.



André Lareau

Une réorganisation des allocations monétaires

Lorsque l'État agit à titre d'administrateur et de seul bailleur de fonds d'un régime, la recherche de la compensation équitable pour les personnes ayant une incapacité passe à notre avis par l'instauration d'un régime unifié et cohérent d'indemnisation. Ce régime devrait être basé sur l'idée de l'octroi d'une allocation monétaire fixe et, dans une large mesure, sans égard aux revenus antérieurs ou futurs de son bénéficiaire. En effet, l'idée n'est pas ici d'instaurer un régime de remplacement du revenu, mais plutôt de tendre à l'égalité des chances en permettant aux personnes ayant une incapacité de bénéficier de mesures visant à favoriser leur pleine participation à la vie sociale. Un régime unifié permettrait également d'éliminer les iniquités résultant de l'existence d'une multitude de définitions du degré d'incapacité donnant droit à telle ou telle mesure de compensation. Enfin, le régime fiscal n'atteint pas sa cible puisque sa complexité est telle que plusieurs personnes ne profitent pas des mesures existantes. De plus, les dispositions fiscales profitent en priorité aux payeurs d'impôt, de sorte que les personnes handicapées qui sont trop pauvres pour payer un impôt sont carrément écartées de leur application. Tout ceci milite en faveur d'une certaine défiscalisation de cette allocation.

Notre proposition implique le remplacement de plusieurs programmes existants d'indemnisation (victimes d'actes criminels, d'actes de civisme ou

de l'application d'un programme d'immunisation), de mesures fiscales (crédit d'impôt pour déficience mentale ou physique, une partie des crédits d'impôt pour personne à charge ou pour aidant naturel), sans oublier les allocations et prestations pour enfants handicapés (programmes québécois et fédéral) et pour assistés sociaux ayant une contrainte sévère à l'emploi. La mise en place de ces programmes

s'est échelonnée sur plus de trois décennies, de la fin des années 60 jusqu'en 2003, ce qui explique en partie le caractère hétéroclite de cette liste. À notre avis, il est temps de revoir l'ensemble de ces régimes pour lesquels l'État consacre annuellement plus d'un demi milliard de dollars, dans un contexte global de transferts aux personnes handicapées.

Notre proposition d'allocation pour personne handicapée se veut un transfert monétaire direct plutôt que fiscal. Il prendrait la forme d'une allocation mensuelle non imposable versée aux personnes handicapées jusqu'à l'âge de 65 ans (à partir de cet âge, certaines mesures

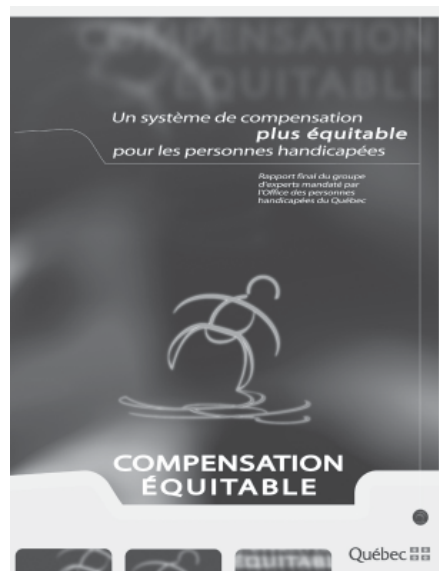
simple puisqu'il existe déjà un programme similaire, l'allocation pour enfant handicapé, qui est administré par la Régie des rentes du Québec mais dont le financement est assuré entièrement par les revenus de l'État. La somme versée aux familles est la même pour tous et elle n'est pas imposable. Nous proposons donc d'étendre cette mesure jusqu'à l'âge de 65 ans, tout en uniformisant son montant. L'administration continuerait d'être confiée à la Régie des rentes du Québec.

► Notre proposition d'allocation pour personne handicapée se veut un transfert monétaire direct plutôt que fiscal.

Le montant mensuel ne pourrait être inférieur à 250 \$, soit le montant actuellement accordé en surplus de l'allocation de base aux personnes handicapées ayant des contraintes sévères à l'emploi (bénéficiaires de l'aide sociale). Plusieurs scénarios, qu'il serait trop long d'exposer ici, peuvent être envisagés pour minimiser l'injection d'argent neuf tout en assurant un partage plus équitable des sommes disponibles. Ce montant peut sembler modeste, mais il s'agit d'un premier pas permettant à la fois d'améliorer le sort des personnes handicapées inactives (qui perdent actuellement leur supplément lorsqu'elles accèdent au marché du travail) et des travailleurs les plus pauvres (qui ne peuvent bénéficier de l'actuel crédit d'impôt).

Une approche globale en matière de services

Les mesures publiques et universelles actuellement offertes aux personnes ayant une incapacité ont plusieurs mérites du point de vue de l'équité. Cependant, elles connaissent aussi un certain nombre de ratés, relatifs notamment à la régionalisation des services, à l'existence de nombreuses listes d'attente



dont le supplément fédéral du revenu et le crédit d'impôt en raison de l'âge remplissent déjà, en partie, le rôle de l'allocation monétaire). La mise en place d'un tel régime au Québec devrait être assez

explicites et implicites et à la présence de programmes qui sont parfois placés en situation de concurrence négative. Dans un contexte où la demande de services dépasse l'offre réelle, l'État devra s'assurer à l'avenir que certains objectifs relatifs à une plus grande équité soient atteints. Voici certaines propositions visant à renforcer l'équité générale dans la gestion collective des services pour les personnes handicapées :

- Mieux évaluer les besoins en mettant en place un plan de services individuel : tout processus de compensation devrait débuter par une évaluation complète des besoins de la personne afin de pouvoir la diriger ensuite vers les ressources appropriées, que celles-ci soient publiques, privées ou encore communautaires. L'approche individualisée doit être retenue, car elle met la personne handicapée au centre des préoccupations, tout en maximisant l'efficacité des mesures adoptées.
- Mieux informer les clientèles des services auxquels elles ont droit par une mise à jour continue des services disponibles. La situation actuelle, où les demandeurs doivent généralement faire eux-mêmes les démarches pour identifier les services existants, entraîne des frustra-

► *Dans un contexte où la demande de services dépasse l'offre réelle, l'État devra s'assurer à l'avenir que certains objectifs relatifs à une plus grande équité soient atteints.*

tions, mais aussi des occasions d'iniquités très importantes entre les citoyens. Le droit à l'information est une condition préalable à la réalisation de l'équité.

- Mettre en relation continue les organismes qui dispensent des services. Il n'est ni possible ni même pertinent que l'on puisse mettre en place un ministère géant chargé d'administrer tous les services pour cette clientèle nombreuse et diversifiée. La tendance visant à confier la gestion de programmes particuliers à un organisme spécialisé doit être encouragée, dans la mesure du possible. Une telle séparation du travail exige cependant une coordination accrue de la part d'une instance qui pourrait s'occuper de voir à ce que les différentes clientèles soient traitées rapidement.
- Mieux définir les besoins socialement nécessaires : l'État doit s'engager avec ses partenaires, notamment les organisations qui représentent les intérêts des personnes handicapées, dans la définition d'une offre équitable de services. Si ce travail n'est pas fait en amont et validé par la suite, le risque est grand que chaque groupe travaille pour l'amélioration de son propre sort, au détriment de l'équité générale.
- Prioriser si nécessaire afin de faciliter l'accès aux services. La solidarité sociale commande de couvrir les besoins spéciaux des personnes handicapées, mais cela ne doit pas se faire sans limite. L'État doit s'assurer de respecter l'équité entre tous les citoyens et il doit prendre en compte sa capacité de payer et les autres missions qu'il doit réaliser.

► *Une grande majorité des Québécois acceptent le fait que la solidarité sociale justifie l'injection de sommes importantes visant à venir en aide aux personnes handicapées.*

Conclusion : une solidarité sociale renforcée par des mesures plus équitables

On dit souvent que l'on peut juger du niveau d'avancement d'une société par le sort qu'elle réserve à ses membres les plus démunis. Une grande majorité des Québécois acceptent le fait que la solidarité sociale justifie l'injection de sommes importantes visant à venir en aide aux personnes handicapées. Les mesures d'aide actuelles, dont l'objectif est de tendre à l'égalité des chances entre tous les citoyens, doivent toutefois être revues afin que les sommes consacrées soient réparties de façon plus équitable entre les citoyens concernés. ■■■



DOSSIER

Le développement social en Outaouais

par Daniel Fortin, Agent de développement,
Conférence régionale des élus de l'Outaouais (CRÉO)

La présentation du portrait régional en développement social, constitue la conclusion du plan d'action 2003-2004 de la Table régionale de développement social initié, en 2001, par le Conseil régional de développement de l'Outaouais (CRDO). Amorcée lors des travaux entourant la dernière planification stratégique régionale, la démarche en développement social s'est articulée autour de cibles stratégiques prioritaires. La jeunesse, la pauvreté et l'amélioration de la qualité de vie par le loisir et le sport ont été retenues. La mobilisation des décideurs et des intervenants est au cœur de la stratégie proposée afin de réduire, par des projets structurants, les inégalités, la pauvreté et le cercle de l'exclusion. La promotion de l'action intersectorielle et la mise en place d'instances de concertation au niveau régional et des quatre territoires de municipalités régionales de comté (MRC), constituent la perspective d'actions à privilégier.

L'expérience du développement social en Outaouais

La mobilisation des acteurs du développement économique et social dans le processus entourant l'élaboration de la planification stratégique à conduit, en juin 2000, à la signature de l'entente cadre de développement de la région de l'Outaouais 2000-2005. Le développement social figure parmi les quatre axes prioritaires de développement régional. La volonté de concertation des acteurs locaux et régionaux en développement social, représente l'un des principaux enjeux identifiés. Le Conseil régional de développement de l'Outaouais donne l'impulsion et procède à la création de la Table régionale de développement social. La table regroupe dès lors, plus de vingt organismes des divers réseaux associés au développement social en Outaouais. Les organismes issus des réseaux de la santé, des services sociaux, de l'emploi, de la sécurité du revenu, du ministère des régions, de l'éducation, de l'Université du Québec, de Centraide, de l'Unité régionale des loisirs et des sports, des Centres locaux de développement (CLD), de la ville de Gatineau, de la

Coopérative de développement économique communautaire, de l'économie sociale, des Carrefours jeunesse emploi, des Maisons de jeunes, d'organismes du secteur des femmes, des jeunes, des familles, des personnes à mobilité réduite, des organismes de services communautaires et des organismes de défense des droits sociaux ont été associés directement aux travaux de la Table régionale. Le bilan provisoire des interventions et des résultats obtenus a été présenté dans le dernier numéro du bulletin *Développement social*, en avril dernier.

À l'intérieur de son mandat la Table a proposé, dans les territoires de MRC, une démarche de réflexion afin de préciser d'une part, les enjeux sur les cibles prioritaires jeunesse et pauvreté et d'autre part, évaluer avec les partenaires, les mécanismes de concertation à privilégier en développement social. Conséquemment, des journées d'échanges et de mobilisation sur la jeunesse et pauvreté ont été tenues dans les quatre MRC de la région. Ces journées ont permis de dresser dans ces territoires, un portrait des problématiques, des particu-

rités territoriales, des initiatives et des actions intersectorielles en cours. Chaque territoire a identifié un mécanisme de concertation en matière de développement social.

La Table d'actualisation jeunesse du Pontiac, le Comité de développement social du Centre local de développement des Collines, la Table de développement social de la Vallée-de-la-Gatineau et la Table du préfet de la MRC Papineau ont joué un rôle actif dans leur territoire respectif. Cette démarche de mobilisation des partenaires et des acteurs dans les territoires, regroupe plus de soixante organismes dans l'élaboration des actions en lien avec le développement social. Le bilan



Daniel Fortin

Photo : Mario St-Jean

Membres de la Table de développement social

Assemblée des groupes d'intervention régionale (AGIR)
Centraide Outaouais
Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Outaouais, Direction de la santé publique
Centre local de services communautaires de Hull (CLSC)
Centre de Santé du Pontiac
Conseil du statut de la femme
Carrefour Jeunesse Emploi de Papineau (CJEP)
Ministère des régions
Regroupement des organismes communautaires de l'Outaouais (ROCO)
Table ronde des organismes volontaires en éducation populaire (OVEP)
Logemen'Occupe
Table régionale de concertation sur la faim et le développement social

Regroupement des associations des personnes handicapées de l'Outaouais (RAPHO)
Emploi Québec
Sécurité du revenu
Unité régionale des loisirs et des sports de l'Outaouais (URLSO)
Université du Québec en Outaouais
Coopérative de développement économique et communautaire de Gatineau (CDEC)
Ville de Gatineau
Commission scolaire des Haut-Bois de l'Outaouais
Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais
Les Maisons de jeunes du Pontiac
Centre local de développement des Collines-de-l'Outaouais
Centre local de développement de Gatineau
Vallée Jeunesse
Les Centres jeunesse de l'Outaouais

sur l'impact des actions en développement social est actuellement en cours et sera présenté aux membres de la Conférence régionale, en novembre prochain.

Le développement social en Outaouais : à l'heure des choix

Les changements prescrits par la loi 34, ont modifié la représentation, le mandat et la structure de développement régional. La transition entourant le passage, en mars 2004, du Conseil régional de développement (CRDO) à la Conférence régionale des élus de l'Outaouais (CRÉO) a représenté, pour les acteurs en développement social, une occasion de promouvoir auprès des décideurs, des élus et des leaders, leurs réalisations. La venue, en mai dernier, de la délégation en provenance de la Fédération des Caisses d'allocations familiales (CAF) de Bretagne, a permis d'associer plusieurs partenaires régionaux au projet. Les échanges au niveau des connaissances et de l'expertise ont été des plus enrichissants. Des ententes de collaboration au niveau de la recherche

interuniversitaire ont été annoncées et la perspective d'un jumelage a été évoquée.

Par ailleurs, le Forum régional de consultation "Place aux citoyens", organisé par le gouvernement du Québec, a permis de dégager un portrait des tendances et des orientations en lien avec les enjeux de développement que propose le gouvernement. Lors de cet événement, le développement social a su retenir l'attention. Il représente toujours un des axes prioritaires à privilégier au niveau du développement régional. La lutte pour contrer le décrochage scolaire, la pauvreté et l'exclusion sociale sont déterminantes dans l'atteinte des résultats escomptés en développement économique et social en Outaouais.

En conclusion, l'émergence d'initiatives et de projets intersectoriels structurants dans les secteurs de l'habitation, du transport collectif, de la sécurité alimentaire, de l'éco-



nomie sociale, des loisirs, des sports et des services communautaires, témoignent du dynamisme qui caractérise le développement social en Outaouais. La légitimité et la

reconnaissance de la démarche régionale en développement social seront, au cours des prochains mois, l'objet d'un repositionnement stratégique. La Conférence régionale (CRÉO) tiendra, en octobre prochain, un colloque qui portera sur la définition de la nouvelle structure d'intervention en développement régional. La création d'une Commission régionale Santé et Développement social figure parmi les recommandations proposées. Les partenaires et les acteurs impliqués seront invités à participer à l'élaboration de cette nouvelle structure. Cette première étape du processus de planification régionale servira à amorcer officiellement les travaux entourant l'élaboration du prochain plan d'action régional de développement 2005-2010. ■■■

L'Outaouais : Principaux enjeux et processus d'affirmation régionale

par **Chantale Doucet**, Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités
et **Lise Émond**, Agence de développement de réseaux locaux de santé et de services sociaux de l'Outaouais

L'Outaouais : une région transfrontalière

Située au sud-ouest de la province de Québec, l'Outaouais se distingue par son caractère transfrontalier avec la province de l'Ontario et sa proximité avec Ottawa, la Capitale du Canada. Cette situation est à l'origine de plusieurs enjeux régionaux que nous évoquons rapidement dans le présent texte.

Une région d'accueil

Estimée à 315 546 habitants en 2001, la population outaouaise ne cesse de croître depuis plus de 30 ans principalement grâce à l'apport de nouveaux migrants en provenance du Québec, du Canada et dans une moindre mesure de l'international. Comme plusieurs études le démontrent, les facteurs économiques jouent beaucoup dans les décisions du migrant. Or, l'Outaouais et particulièrement la ville de Gatineau et Ottawa, située à proximité, offrent plusieurs emplois notamment dans la fonction publique fédé-

rale et dans les entreprises de haute technologie. À ce titre, l'Outaouais, qu'on pourrait qualifier de région d'accueil, bénéficie d'un potentiel humain inestimable. La population de l'Outaouais est d'ailleurs, dans son ensemble, plus jeune que celle du Québec.

Une économie tertiaire et dépendante

À première vue, les indicateurs économiques régionaux démontrent une région en santé (chômage, taux d'activité, d'emploi, revenus, etc...). Toutefois, sous ces indicateurs se cache une région que l'on pourrait qualifier de monoindustrielle. En effet, l'économie outaouaise est fortement tertiariée bénéficiant des emplois des grands services publics fédéraux qui constituent le moteur de l'économie. En 2002, l'Outaouais se classe au 1^{er} rang au Québec quant à la main-d'œuvre active oeuvrant dans ce secteur. Ce qui singularise davantage la dynamique de la main-d'œuvre outaouaise, c'est qu'une

grande partie des travailleurs traversent la frontière provinciale chaque jour pour occuper un emploi dans la province voisine, l'Ontario, un phénomène unique au Québec (près de 50% pour certaines municipalités). Il en résulte un entrepreneurship très faible en Outaouais et une économie avec peu de valeur ajoutée : les secteurs de la deuxième et de la troisième transformation sont sous-développés et ce dans tous les secteurs (secteur agricole, forestier, manufacturier, etc...).

Ces facteurs engendrent une dépendance économique pour le développement régional comme on a pu le constater entre 1995 et 1997 lors des importantes suppressions de postes dans la fonction publique qui ont fortement ébranlé l'Outaouais. Trop concentrée, l'économie reste donc fragile et le taux de chômage élevé chez les jeunes et la pauvreté qui affecte de plus en plus une partie de la population vient confirmer une précarité de l'emploi et un mal développement.

S'ajoutent de fortes disparités sur le territoire.

Une région de contraste

L'Outaouais est composée de cinq sous-régions. Formant un noyau urbain au sud de la région, la ville de Gatineau concentre près des trois-quarts de la population régionale. Les quatre autres MRC forment le milieu rural (MRC des Collines, MRC Papineau, MRC Pontiac, MRC Vallée-de-la-Gatineau). Depuis les dernières années, un large fossé s'est creusé entre l'urbain et le rural en Outaouais. L'exode des jeunes qui affecte la vitalité et la dynamisation des milieux ruraux est un bon exemple pour illustrer cette cassure. Des inégalités s'accroissent également entre les quartiers d'une même municipalité comme par exemple à Gatineau qui concentre des poches importantes de pauvreté.

Une offre de formation insuffisante et non adaptée aux besoins de développement

L'éducation est un autre enjeu de taille. L'Outaouais affiche une des pires performances québécoises en matière de scolarisation venant ainsi mettre un frein sérieux à son développement. Le taux de décrochage est élevé, l'offre de formation est insuffisante et n'est pas adaptée aux réalités régionales. Les besoins en main-d'œuvre et en formation dans la majorité des secteurs forts de l'économie régionale (industrie forestière, touristique, des technologies de l'information, culturelle et agro-alimentaire) sont criants. Mais la région se heurte à une incapacité de développer des programmes à l'image de ses besoins. De plus, le poids des institutions postsecondaires d'Ottawa pèse toujours lourdement sur le développement de l'infrastructure régionale en Outaouais.

Processus d'affirmation régionale

Or, pour faire face à l'ensemble de ces contraintes, la région a pris au cours des dernières années différentes avenues pour s'affirmer régionalement, pour diversifier et renforcer son économie. Certes, l'Outaouais est encore tributaire d'Ottawa à plusieurs niveaux, mais un vent d'autonomisation souffle depuis quelques années sur la région qui a pris un nouveau virage.

D'abord, l'affirmation régionale a touché les secteurs du commerce et de la santé qui ont accentué leur offre en Outaouais. Ensuite, comme dans l'ensem-



Repères statistiques Outaouais 2001

| | |
|--|------------|
| Population | 315 546 h. |
| Accroissement (1981-2001) | 30% |
| Taux de personnes âgées de 65 ans et plus | 10% |
| Taux d'activité | 68,2% |
| Taux d'emploi | 63,9% |
| Taux de chômage | 6,3% |
| Taux de chômage 15 à 24 ans | 11,3% |
| Revenus d'emploi | 31 853\$ |
| Transferts gouvernementaux | 11,7% |
| Familles vivant sous le seuil de faible revenu | 13% |
| Secteur primaire | 2,2% |
| Secteur secondaire | 13,3% |
| Secteur tertiaire | 84,4% |

Source : Statistique Canada

ble du Québec, une démarche régionale de développement renforcée a été mise en place en Outaouais avec des dispositifs publics et associatifs tels que le Conseil régional de développement de l'Outaouais (remplacé récemment par le Conseil régional des élus), les Centres locaux de développement, les Centres locaux d'emploi, le Conseil régional de la culture, le Conseil régional de l'environnement, l'Association touristique de l'Outaouais, etc. À travers une planification régionale commune (1994) et des planifications locales (1998), la région a développé une concertation plus grande et plus efficace entre les acteurs qui partagent aujourd'hui une vision de l'avenir. La volonté de travailler collectivement est palpable à travers le dynamisme et la mobilisation des décideurs et des intervenants et constitue l'une des principales clés du développement de l'Outaouais. Ainsi, une nouvelle approche de développement local a émergé qui conjugue davantage le développement social et le développement économique.

En outre, afin de répondre aux besoins urgents dans la région, plusieurs organisations ont vu le jour grâce à la volonté des acteurs du milieu : la Société de diversification économique de l'Outaouais (SDEO), la Coopérative de Développement régional de l'Outaouais et des Laurentides (CDROL), la Corporation de développement économique communautaire (CDÉC) de Gatineau, les Corporations de dé-

veloppement communautaire (CDC), les Carrefours jeunesse emplois (CJE) qui ont vu transposer leur expérience à travers le Québec, sans oublier la mise en place de plusieurs tables sectorielles locales et régionales et d'une table éducation Outaouais (TÉO), une première au Québec. Dans les dernières années, plusieurs entreprises d'économie sociale ont émergé. En 2002, selon des estimations préliminaires, l'Outaouais compterait au moins 332 entreprises d'économie sociale (organisations communautaires : 71% et coopératives : 29%) et ce dans de multiples secteurs : garderie, emploi, environnement, aide domestique, habitation, finance, agriculture, milieu scolaire, foresterie, etc.

Finalement, plusieurs nouveaux dispositifs de financement et d'accompagnement du développement sont nés : fonds régional de la FTQ, fonds des caisses populaires et d'économie, Fondation de la CSN, SOLIDE, CLD, etc.

Sans contredire l'Outaouais a pris en main son développement en se dotant de mécanismes pour agir dans son milieu afin de freiner le mal développement. Sous cette poussée, l'identité régionale s'affirme et se renforce. ■■



Sites de référence

Observatoire en économie sociale et en développement régional <http://www.uqo.ca/observer>
Agence de développement de réseaux locaux de santé et de services sociaux de l'Outaouais.
<http://www.rssso7.gouv.qc.ca/>

Références

COMEAU, Yvan, FAVREAU, Louis, LEVESQUE, Benoît et Marguerite MENDELL (2001). Emploi, économie sociale, développement local. Québec, Presses de l'Université du Québec, 336 p.
DOUCET, Chantale, sous la direction de Louis FAVREAU et de Martin ROBITAILLE (2004). Portrait de l'économie et de l'emploi en Outaouais et dans ses sous-régions, CRDC, Série Développement régional, no.5, UQO (à paraître).
DOUCET, Chantale sous la direction de Louis FAVREAU (2003). Portrait de l'économie sociale en Outaouais, CRDC, Série Développement régional no.3, UQO, 75 pages.
DOUCET, Chantale, sous la direction de Louis FAVREAU et de Martin ROBITAILLE (2002). Portrait démographique de l'Outaouais et de ses sous-régions, CRDC, Série Développement régional, no.2, UQO, 49 pages.
ÉMOND, Lise (2003). Recensement 2001. Les résidents de l'Outaouais, profil démographique social et économique. Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Outaouais. Direction de santé publique, 33 p. + annexes.

Entrevue

PAR MICHEL MOREL

Lucie Lemieux, Directrice de la santé publique

Agence de développement de réseaux locaux de santé et de services sociaux de l'Outaouais

BDS : Depuis quand remonte l'implication de la DSP, de l'Agence, ou encore de la Régie régionale, en développement social?

Cela remonte à la tenue du forum en développement social tenu en Outaouais. À la suite du forum, il y a eu un regroupement des acteurs régionaux pour continuer de se pencher sur la question de développement social. À partir de 1998, la Régie a décidé d'instituer un Fonds de soutien en développement social de 500 000\$ pour des projets, parce que l'on considérait extrêmement important, au plan des déterminants de la santé, de favoriser le développement des communautés.

Au niveau régional, il y a eu la table des décideurs qui réunissait les principaux représentants des ministères, des organismes régionaux et des organismes de la société civile. Cette table avait identifié jeunesse et pauvreté comme cibles prioritaires. On avait aussi retenu la définition du développement social proposée par la démarche du forum, définition qui fait référence à l'empowerment, au renforcement du potentiel des personnes et ce rapport entre l'individu et la communauté. C'est donc cet esprit qui fut à l'origine de la concertation et des actions menées en développement social en Outaouais.

BDS : Le Fonds de soutien en développement social existe toujours?

Oui, le Fonds existe, il a été reconduit par le Conseil d'administration et est maintenant inclus dans le Plan d'action régional de santé publique. De fait, notre Plan d'action régional comprend un chapitre sur le développement des communautés (le document est disponible sur le site web de la DSP). Pour nous, la réduction des inégalités sociales c'est un objectif très important en santé

publique parce qu'on sait que ces inégalités ont des effets sur la santé des personnes.

Ce fonds est vraiment un levier essentiel sur lequel nous pouvons compter pour construire notre action en développement social. Et nous devrions pouvoir publier cet automne une évaluation de ce fonds. Ce qu'on cherche à savoir c'est si le fonds, et les critères d'attribution que nous avons formulés, permettent de soutenir des projets qui construisent les communautés. Bref, est-ce que le fonds est un outil utile pour favoriser le développement des communautés.

Ce qui est remarquable, c'est qu'au tout début, nous ne recevions pas suffisamment de projets pour pouvoir accorder l'argent du fonds. Maintenant, on reçoit plus de projets que ce que nous pouvons effectivement subventionner. Le fonds est un outil financier à la disposition des organismes et il permet que se structurent des projets qui impliquent des citoyens.

Il y a aussi d'autres éléments de notre Plan d'action régional de santé publique qui vont dans le sens du développement social, je pense notamment à la dimension «information sur l'état de santé de la population», la dimension «diffusion d'enquêtes et d'activités de surveillance». Là-dessus, notre volonté de rendre disponible les informations sur la santé des populations a pour but d'aider les communautés à identifier les enjeux et les défis de santé qui les concernent et de les guider dans le choix des actions qui seront les plus profitables. On s'intéresse aussi aux politiques publiques qui ont un impact sur la santé.

L'autre enjeu, en tant que gestionnaire, c'est le fait que, souvent nous sommes

pris avec des commandes qui viennent d'en haut, alors que l'esprit même du développement des communautés veut qu'on travaille avec la communauté et

construire sur cette base. Finalement, il y a certaines choses dans notre Plan d'action régional qui sont beaucoup plus «top-down», mais qui demandent tout de même une implication de la communauté, notamment des projets du style «Naître égaux, grandir en santé» ou le Programme de soutien aux jeunes parents. Donc, dans ce genre de dossier, même si on travaille avec des objectifs plus précis et définis «d'en haut», il n'en reste pas moins qu'on travaille avec la communauté.

BDS : Après ces années d'implication en développement social avec différents autres acteurs dans votre région, avez-vous pu observer chez ces acteurs une évolution dans leur façon de concevoir le développement social?

Je pense que oui. En santé publique, nous avons organisé une journée thématique sur le développement social à l'intention des différents acteurs, cette journée a permis une réflexion importante. Les partenariats sont devenus plus faciles et je dirais même qu'ils vont de soi.

Le fait que le Fonds de développement social soit indépendant du pro-



Lucie Lemieux

Photo : Mario St-Jean

gramme de soutien aux organismes communautaires de l'Agence est un facteur facilitant. Cela permet de distinguer les projets. Concernant le Fonds de soutien au développement social, il y avait, chez plusieurs acteurs de la Table régionale, une volonté de mettre en commun les différents fonds. Nous, en santé publique, nous avions certaines réserves quant à une mise en commun, notamment parce que le Fonds de soutien au développement social, ce sont des sommes provenant du secteur de la santé et des services sociaux et nous en sommes directement imputables. Mais même si nous n'avons pas mis en commun les différents fonds, nous avons convenu de travailler ensemble afin de nous donner des outils comme un formulaire commun. Nous avons aussi, pour notre fonds, un comité d'analyse des demandes où se retrouvent plusieurs partenaires.

BDS : Dans votre région, quelle est la place des élus municipaux dans les actions en développement social?

Les élus s'impliquent peu à peu. Dans la grande ville, ça se fait à cause de la fusion, à cause de l'obligation qui leur est faite par la loi. La Ville de Gatineau a maintenu une commission Ville en santé après la fusion, commission qui n'existait auparavant que dans l'ancienne ville de Hull. La commission relève directement du Conseil municipal et elle est très active, elle a notamment favorisé la participation des partenaires et des citoyens au développement de la politique familiale et du plan stratégique. Quelques villages de l'Outaouais font également partie du réseau VVS. L'apport de VVS dans le développement des communautés est très intéressant et constitue une façon concrète pour des élus municipaux de favoriser ce développement. Dans les autres municipalités, ça varie beaucoup en fonction des élus. Mais déjà, quand nous avons rencontré des élus, en lien avec le Plan d'action régional de santé publique, ou encore en lien avec les Plans d'action locaux, on a pu constater un intérêt et, je dirais, une prise de conscience de l'effet sur la santé que peuvent avoir les politiques municipales. C'est encourageant et il faut partir de là.

BDS : Comment la question du développement social s'intègre-t-elle en santé publique?

Nous avons peu de ressources pour le dossier, néanmoins on arrive à impliquer d'autres professionnels. Par exemple quand nous recevons les projets pour le Fonds de soutien au développement social, on a mis en place un comité interne pour analyser les projets. De plus, toutes les questions de développement social, d'action intersectorielle, de développement des communautés, de projets École en santé nous ont amenés à entreprendre une réflexion sur la question des environnements favorables, sur les conditions à réunir pour ces environnements favorables, de même que sur les liens à faire avec notre plan d'action régional en santé publique. C'est là une réflexion que nous souhaitons poursuivre et sur laquelle nous voulons articuler notre pensée afin de soutenir notre action. Cette question des environnements favorables, même si elle est complexe, et peut-être étrangère à nos pratiques, je crois que c'est très important et qu'il faut développer notre action là-dessus.

BDS : Au cours de l'automne, on devrait assister à la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental de lutte contre la pauvreté. Si on se fie aux statistiques, la région de l'Outaouais semble privilégiée par rapport aux autres régions du Québec. Qu'en est-il vraiment?

Les statistiques cachent une autre réalité. En fait, même si les chiffres tendent à démontrer que la région est plus favorisée que les autres, quand on pousse plus loin l'analyse, on s'aperçoit que nous avons plusieurs secteurs pauvres dans nos milieux. On a certains de nos territoires qui sont parmi les plus pauvres au Québec. On a beaucoup d'écarts entre les riches et les pauvres. Cela fait partie des paradoxes de notre région. En fait, si on considère l'agglomération Ottawa-Gatineau, dans le côté québécois de cette agglomération, on a 30% de la population, mais on a aussi 60% des pauvres et des très pauvres. Et on ne peut pas se considérer autrement qu'en lien avec Ottawa, 50 000 personnes traversent la rivière chaque jour pour aller travailler. Par ailleurs, si on regarde la population des territoires de nos CLSC, on s'aperçoit qu'il y a des écarts importants dans les revenus. Et on sait que ces

écarts ont un impact sur la santé de la population. On a des taux de mortalité qui sont plus élevés ici qu'ailleurs au Québec, en maladies cardio-vasculaires et en maladies respiratoires. On a l'espérance de vie en bonne santé à peu près la moins bonne, si on exclut les régions nordiques. Par contre, on a des données socioéconomiques qui sont meilleures que plusieurs des régions du Québec. Nous sommes donc portés à penser que cela s'explique par le fait que la communauté de référence utilisée n'est pas la bonne. Les données nous concernant nous comparent aux autres régions du Québec, mais si on nous comparait à notre véritable région de référence, soit la région Ottawa-Gatineau, on constaterait des réalités fort différentes, on est vraiment les parents pauvres. Donc, les données socioéconomiques ne traduisent pas vraiment la réalité de l'Outaouais.

Un autre paradoxe intéressant, c'est le lien entre l'état de santé des nouveaux-nés et la situation des mères, au plan de la scolarité, du revenu, etc. Or, on a noté des différences entre deux territoires à prime abord également défavorisés. Dans le district du CLSC des Forestiers, 40,8 % des naissances sont chez des mères de 11 ans et moins de scolarité, et dans le district du Pontiac, c'est 39,6 % des naissances (pour tout l'Outaouais, le pourcentage comparable est de 25,4 % et pour le Québec, 26,5 %). Or, les caractéristiques des nouveaux-nés du Pontiac sont les meilleures de tout l'Outaouais, alors que le territoire des Forestiers fait beaucoup moins bonne figure, surtout pour le faible et très faible poids à la naissance. On s'est interrogés là-dessus, et l'hypothèse à laquelle on est arrivés est que la situation est en lien avec le fait que le Pontiac étant une communauté où tout le monde se connaît, la cohésion sociale y est peut-être plus élevée. Dans cette communauté, les gens se connaissent et ce que nous disaient les infirmières du CLSC c'est ceci : «Ici, on connaît tout le monde, quand on s'aperçoit qu'une femme n'est pas là, on l'appelle». On trouve cela intéressant et on devrait chercher à en comprendre plus là-dessus, sur cette question de cohésion sociale. ■■■

Entrevue

PAR MICHEL MOREL, TEXTE MICHAEL WATKINS

Jean-Maurice Lafond, Président, Table du Développement social de l'Outaouais

BDS : Comment la mobilisation en matière de développement social s'est-elle orchestrée en Outaouais?

C'est à l'initiative du gouvernement que les CRD ont été appelés à élaborer une planification stratégique régionale, assortie d'une entente-cadre. Toute la région de l'Outaouais s'est mobilisée lors de rendez-vous régionaux pour identifier un certain nombre de problèmes auxquels on pouvait s'attaquer en région, notamment d'ordre économique et d'ordre social.

Près d'une vingtaine de partenaires se sont amenés autour de cette table. Nous avons d'abord dû nous entendre sur la définition à donner au développement social que nous avons ainsi résumée : « *mise en place d'une concertation et des actions structurantes pour permettre aux gens de développer leur capacité d'agir et de jouer leur rôle social* ». Nous avons convenu qu'il fallait d'abord outiller les individus afin de leur permettre de développer par la suite leur capacité d'agir au sein de leur communauté.

BDS : Quelles ont été vos priorités?

Nous avons vite réalisé que nous ne pouvions agir sur tous les fronts. Nous avons examiné le portrait social et les enjeux inhérents à notre région au plan social? Nous avons retenu deux grandes priorités à l'époque. La première, les jeunes.

Sur le plan démographique, l'Outaouais est une région jeune, une région qui se bâtit à partir des autres régions. Cela pose de grands défis : décrochage scolaire, social, intégration démographique. En milieu rural, on assiste à l'exode des jeunes et au vieillissement des populations. Les entrepreneurs se retrouvent en manque de main-d'œuvre spécialisée. Pour attirer des gens de l'extérieur, il faut une qualité de vie, des infrastruc-

tures. Il n'y a pas de transport. Il n'y a pas d'infrastructure économique, ou très peu. Il y a des milieux où il n'y a plus d'épicerie, plus de caisse populaire, plus rien, tout est parti.

L'Outaouais vit un grand paradoxe. La région connaît de bons résultats sur le plan du revenu, de la scolarité. On la décrit souvent comme une région extraordinaire, très belle, riche par rapport aux autres. Par contre, elle connaît des résultats parmi les pires dans les domaines de la santé mentale et de la détresse psychologique, de gros enjeux. Puis le niveau de pauvreté est élevé. Selon les données de Centraide d'Ottawa, entre 18 et 20% de la population vit sous le seuil de faible revenu. Dans certaines MRC, c'est jusqu'au tiers de la population qui vit de transferts gouvernementaux, que ce soit d'assurance-chômage, d'aide sociale ou de transfert de supplément de revenu. L'Outaouais a tout ce qu'il faut pour être une région riche et prospère et, d'un autre côté, plusieurs n'ont pas accès à cette richesse. Donc, deuxième priorité : la pauvreté.

BDS : Comment la table s'est-elle organisée?

Nous étions nombreux, vingt ou vingt-cinq, autour de la table. Au début, chacun y allait de son propre témoignage. Nous avons partagé expériences, connaissances, expertises et problèmes. Dans un deuxième temps, nous nous sommes entendus sur des projets spécifiques et des plans d'action plus précis pour lesquels nous avons mis en commun nos ressources et solutions. Nous sommes allés partout parler de développement social. Nous avons visité la ville de Gatineau et chacune des MRC pour les sensibiliser à leurs responsabilités par rapport au développement social. Nous avons travaillé le plus possible en concertation, mais sans vouloir à tout

prix élaborer la même formule partout. Pas question de faire de mur à mur lorsque les réalités sont aussi différentes d'un milieu à l'autre. Il importait, pour chacun des milieux, que la table ait des racines locales.

Parmi les aspects qui mobilisaient notre action, il y avait les fonds. Le problème n'était pas le manque de fonds pour le développement social, mais plu-

► *Définition du développement social de la Table de développement social de l'Outaouais: « mise en place d'une concertation et des actions structurantes pour permettre aux gens de développer leur capacité d'agir et de jouer leur rôle social ».*

tôt l'utilisation de ceux-ci. Il arrivait que des fonds non utilisés en région soient retournés à Québec parce qu'ils n'avaient pas été dépensés en région. Pour pallier cette situation, nous avons imaginé mettre en place un grand fonds régional regroupé avec des objectifs d'utilisation communs. Échec! Chacun tient à son autonomie.

Nous n'abandonnons pas l'idée de créer ce fonds. En attendant, nous tenterons d'arrimer nos actions. Chacun pourra gérer ses fonds de manière autonome, mais en tenant compte de ce qui se fait chez les autres. Nous avons malgré tout voulu que la table se structure en incluant des décideurs, des gens qui ont le contrôle de certains leviers, qui sont en mesure de mobiliser des ressources, d'appuyer des projets et de contribuer à l'avancement d'un développement social concerté de la région.

BDS : Et l'apport universitaire?

Il en va de même des chercheurs de l'Université du Québec qui doivent permettre un accès à leur information à toutes les MRC afin que chaque milieu connaisse bien la théorie du développement social et les approches qui donnent des résultats.

Certains ont prétendu que la table était trop grande. Je pense que lorsque l'objectif est la concertation, plus la table est grande, meilleur est le résultat, en autant qu'il y ait une permanence et un bon arrimage local. Que la table soit le lieu de partage des belles histoires et que des publications de toutes sortes servent à véhiculer l'information est souhaitable. Dans un tel contexte, le CRD était un partenaire de premier plan. C'est aussi le cas de l'Université. La Conférence régionale des élus nous amène à nous demander où nous en sommes rendus.

BDS : Quelle place fait-on au développement social dans la transition du CRD vers la CRÉ?

À la lecture du projet de loi sur la création des conférences régionales, il y avait lieu de se réjouir en constatant que le développement social se trouvait sur un pied d'égalité avec le développement économique. Une inquiétude, toutefois, celle de ne plus voir le champ de développement social dans la composition de la CRÉ. Pourtant, les premiers articles de la loi disent bien que la CRÉ doit se préoccuper du développement social. Ça devrait donc se retrouver également dans sa composition, non? En dépit de nos représentations, ce ne fut pas fait. Il appartient donc aux leaders du développement social de s'assurer que les gens qui composent la nouvelle CRÉ

adhèrent au concept de développement social. C'est ce que nous avons fait, avec un certain succès, en Outaouais.

Il faut, malgré tout, demeurer vigilants car la tendance des élus est à privilégier le développement économique avant le développement social, point de salut. En réalité, les deux devraient aller de pair.

Le groupe de suivi au rendez-vous des régions avait proposé un modèle de structure réservant une place importante à la société civile sur qui repose

► *Nous sommes convaincus qu'une participation importante de la société civile au sein de la CRÉ est essentielle.*

une grande part du développement social. Nous avons convenu de laisser travailler ensemble les élus qui sont imputables devant le gouvernement et par rapport aux fonds publics. Le genre de tribune privilégié par la société civile serait plutôt la commission régionale. Pour nous, la table de développement social prendrait la forme d'une commission. Maintenant, quel genre de commission? Développement social seulement ou, comme plusieurs semblent le souhaiter, un autre arrimage santé et social. Depuis le mouvement de redistribution de l'action communautaire selon la mission de chaque ministère, certains organismes font dorénavant leurs demandes de financement à Laval. En Outaouais, nous sommes régionalistes. Comme les plupart des régions, nous préférons que les choses se fassent chez-nous.

Nous sommes convaincus qu'une participation importante de la société civile au sein de la CRÉ est essentielle. Aussi, pour qu'il y ait interface entre les commissions et la CRÉ, il faut une

instance intermédiaire. Chaque commission a sa spécialité : développement social, développement économique, éducation. À un moment où l'autre, les dossiers sont interconnectés. C'est pourquoi nous recommandons ce modèle de décentralisation qui permet quand même aux gens de ne pas travailler en silo et de demeurer bien connectés sur les besoins de leur région.

BDS : D'autres régions ont choisi de miser sur des ententes stratégiques. Vous avez préféré construire la concertation?

Construire la solidarité. Faire de la concertation puis se mobiliser à l'égard de projets. Dans sa deuxième phase, notre table régionale en développement social est devenue davantage un promoteur de projets mobilisateurs de ressources financières. Nous ne souhaitons pas bureaucratiser le développement social ni l'enfermer dans des cadres trop rigides, mais il s'avère souvent compliqué de simplifier les structures. Nous souhaitons faire en sorte que les choses se passent localement, au rythme et à la façon des gens, et apporter notre support à l'ensemble des partenaires.

La structure des ententes gouvernementales est-elle la voie à emprunter? Il y a lieu de s'interroger. Il faut garder les portes ouvertes, mais il faut se questionner et ne pas acheter toutes les structures pour les structures, de crainte d'alourdir inutilement les démarches. Notre rôle doit être de faciliter l'action locale et de nous assurer que les ressources et opportunités régionales et provinciales soient connues de tous. Si le prix à payer est un peu de lourdeur et de rigueur bureaucratique, le jeu en vaut certainement la chandelle. C'est le rôle de la table de faire en sorte que les gens se prévalent de tous les programmes disponibles.

Les besoins sont criants, mais il y a lieu de croire que la conférence des élus va nous permettre de rapatrier plus de pouvoirs dans la région, de simplifier les modalités et de faciliter l'accès à la connaissance, aux ressources, aux expériences, aux succès de chacun et, à mon avis, les élus doivent compter sur des groupes de la société civile pour les alimenter. ■■■

Entrevue

PAR MICHEL MOREL, TEXTE ANNIE TOUTANT

Julie Sénéchal, Centraide Outaouais

Centraide Outaouais et développement social

BDS : Parlez-nous de Centraide Outaouais.

Pour déterminer ce qu'il nous faut faire avec l'argent recueilli d'un peu partout dans la communauté, on établit des priorités d'investissement en fonction d'un portrait social qui est refait régulièrement. Le dernier date de 2000. Cette année on en refait un à la lumière des statistiques de 2001.

Il y a aussi des consultations dans la communauté qui viennent valider nos orientations. On consulte beaucoup nos organismes membres, le milieu communautaire et les différents intervenants de la communauté.

Lorsque nous avons déterminé les dernières priorités sociales, la première c'était d'aider les personnes et les communautés qui sont aux prises avec des problèmes d'appauvrissement et de pauvreté. La deuxième, c'était de favoriser l'autonomie et le mieux-être des personnes et des familles. Ce sont les deux grandes priorités qui ont été établies en fonction de la mission de Centraide.

On croit que les effets à long terme sont plus intéressants et on respecte la dignité des gens. Ce concept-là, on veut le mettre en pratique par nos actions et aussi par les organismes qu'on finance. On s'efforce d'être cohérent entre nos programmes et les organismes financés. Nos ressources sont quand même limitées, c'est certain qu'on ne répond pas à tous les besoins des organismes, on finance à peu près 25% du budget des organismes.

On a aussi des bénévoles qui vont sur place afin de visiter des organismes et

de rencontrer des membres du conseil d'administration, des membres de la direction. On essaie de les sensibiliser à la façon dont on perçoit leurs actions dans la communauté. Dans certains cas, les organismes nous en apprennent beaucoup sur le développement social. Dans d'autres cas, nous essayons de générer chez certains organismes le réflexe de chercher à aller plus loin avec les gens que le simple dépannage.

Un des moyens qui est privilégié chez Centraide Outaouais, c'est la sécurité alimentaire, notamment à cause du visage de la pauvreté en Outaouais. On s'est donné comme priorité de soutenir les initiatives qui favorisent la sécurité alimentaire. Il y a, chez nous, certains organismes qui travaillent beaucoup à favoriser le passage du dépannage à l'autonomie, pour que les gens arrivent à répondre eux-mêmes à leurs besoins en passant par toutes sortes d'interventions, comme les cuisines collectives qui vont beaucoup plus loin que le dépannage.

BDS : Quelle est la situation de la pauvreté en Outaouais?

La plupart du temps, la pauvreté est cachée par les statistiques, tout comme, sur le terrain, elle est cachée par des murs, par l'organisation des quartiers dans l'urbanisme. Dans les plans d'urbanisme, à une certaine époque, on a décidé de cacher les HLM. On a, chez nous, de très vieux quartiers avec les logements qui sont de plus en plus insalubres où on a construit un parc d'habitation HLM. Il y en a un qui se trouve coincé entre l'autoroute et le boulevard St-Joseph.

Ce n'est pas tellement intéressant pour les enfants d'évoluer dans un milieu comme ça! Ce quartier, on ne le voit pas, ça ne dérange personne, on ne sait même pas qu'il est là. C'est très représentatif de la façon dont la communauté peut percevoir la pauvreté. On ne la voit pas, donc ça ne nous dérange pas, ça ne nous embarrasse pas. Centraide a donc là un effort de plus à faire pour sensibiliser les gens.

Si on regarde les statistiques, en Outaouais, on a un revenu moyen qui

► *La plupart du temps, la pauvreté est cachée par les statistiques, tout comme, sur le terrain, elle est cachée par des murs, par l'organisation des quartiers dans l'urbanisme.*

est excellent, tout a l'air de bien aller. Même en regardant dehors, l'environnement immédiat, c'est beau, on a des parcs, des pistes cyclables, pas trop de pollution... Mais il reste qu'il y a, chez nous, de la pauvreté et de la pauvreté extrême dans certains cas. Il y a maintenant des familles avec enfants qui sont itinérantes, ce qu'on n'avait pas auparavant. Évidemment les organis-

mes du milieu ont évolué pour tenir compte de ces réalités.

Auparavant l'image qu'on avait de l'itinérant, c'était souvent celle des personnes qui avaient des problèmes de toxicomanie, d'alcoolisme ou des problèmes de santé mentale, suite à la désinstitutionnalisation, et qui se retrouvaient dans la rue. Aujourd'hui, on remarque qu'il y a de plus en plus de femmes qui se retrouvent dans cette situation. Des femmes qui furent victimes de violence ou d'abus et qui, à un moment donné, pour sortir de leur situation se retrouvent dans la rue, sans logement, parfois avec des enfants.

BDS : Elles se logent où ces femmes?

Il y a certains gîtes qui les accueillent, mais actuellement, à cause des installations physiques, ce n'est pas approprié pour accueillir les familles. Il y a donc des organismes qui ont été mis sur pied pour fournir de l'hébergement d'urgence ou pour aider les familles à trouver un logement à prix abordable, ce qui est un défi ici, car la crise du logement, on la vit encore.

Souvent, les gens qui sont à l'aide sociale se retrouvent avec un chèque qui est vraiment insuffisant pour payer le loyer. Le nombre de personnes qui dé-

► **Le nombre de personnes qui dépensent plus de 50% de leur revenu pour le loyer est absolument faramineux.**

pensent plus de 50% de leur revenu pour le loyer est absolument faramineux. C'est très préoccupant dans la région.

Plusieurs de nos itinérants sont jeunes, des adolescents qui se retrouvent à la rue après des disputes avec leurs parents. Il y a des organismes qui tra-

vailent avec les parents. On a aussi d'autres organismes, en zone urbaine, qui ont développé un refuge pour ces jeunes, ou encore de l'hébergement transitoire avec un suivi pour permettre au jeune, soit de réintégrer sa famille, ou, si ce n'est pas possible, de l'aider à entreprendre une démarche vers l'autonomie. Le jeune est amené à chercher un emploi ou à envisager un retour à l'école. On s'organise pour l'aider à obtenir le soutien de l'aide sociale en attendant.

En milieu rural, il y a moins de problèmes de logement, mais il y a des problèmes sérieux de transport. Une mère monoparentale qui habite en campagne dans ce qu'on appelle un «rang

► **Pour nous, la lutte à la pauvreté ne peut pas se faire sans miser sur le développement social.**

isolé», et qui n'a pas d'auto, se retrouve très mal prise. Elle se retrouve isolée avec toutes les conséquences qui découlent de cette situation.

BDS : Et l'implication de Centraide Outaouais en développement social?

Pour nous, la lutte à la pauvreté ne peut pas se faire sans miser sur le développement social. Il y a d'autres gens et d'autres organisations qui s'occupent clairement du développement économique.

Le développement social passe par différents moteurs mais, chez nous à Centraide, on se considère comme un catalyseur de certaines actions. On est bien placé pour sensibiliser «monsieur et madame tout le monde» aux problèmes sociaux et aux solutions à apporter pour répondre à ces problèmes-là. C'est ce qu'on tente de faire, en essayant de ne pas présenter un dossier trop noir, en essayant plutôt de mettre l'accent sur les bonnes initiatives, sur ce qu'on peut faire ensemble pour lutter contre la pauvreté.

En ce qui concerne les personnes vivant en situation de pauvreté, on fait

► **Le développement social passe par différents moteurs mais, chez nous à Centraide, on se considère comme un catalyseur de certaines actions.**

beaucoup d'accompagnement avec les gens pour leur permettre de se réinsérer. On essaie de favoriser la mise en place de projets ou de services d'éducation, d'entraide et d'aide à l'emploi.

Centraide participe également à la table de développement social depuis le début. ■■■

Entrevue

PAR MICHEL MOREL, TEXTE RÉAL BOISVERT



Paulette Lalande, Préfet MRC Papineau

Active sur la scène de la politique municipale depuis plusieurs années, de même qu'au sein du Réseau québécois des Villes et villages en santé (RQVVS), Mme Paulette Lalande est mairesse de Plaisance et préfet de la MRC de Papineau.

BDS : Comment décririez-vous en quelques mots la MRC de Papineau ?

La MRC Papineau est composée de 24 municipalités rurales. C'est un avantage parce qu'on n'a pas de grosses villes centres, donc, dans chaque municipalité, on a sensiblement les mêmes problèmes. Puis, autre particularité, le développement de la MRC passe partout par trois axes : l'agriculture, le tourisme et la forêt. La plupart des municipalités se rejoignent là-dessus, d'autant que chacune d'elles est aux prises avec le vieillissement de sa population et qu'elle doit composer avec de moins en moins de jeunes.

BDS : Quelle serait votre définition du développement social ?

Le développement social pour moi, c'est s'organiser et tout mettre en place pour bien vivre dans une société. C'est simple et complexe à la fois. Il faut s'intéresser du moindre petit détail jusqu'au plus gros. Des dossiers majeurs nous interpellent comme le transport en commun ou l'accessibilité aux soins de santé. Mais à une plus petite échelle, le développement social c'est aussi se préoccuper des gens qui sont isolés à la maison. C'est se soucier des jeunes, contrer le vandalisme, lutter contre le décrochage, leur trouver une place dans la société, faire en sorte qu'ils soient capables d'assurer leur avenir, etc.

Plus particulièrement, j'ai été dans l'enseignement pendant 35 ans, je sais à quel point l'éducation et le fait d'évoluer dans un bon milieu de vie ça peut

être important. Les commissions scolaires ne doivent jamais oublier qu'un jeune, c'est bien de l'instruire, mais il faut aussi lui donner toutes sortes de moyens qui vont faire qu'il va demeurer à l'école.

BDS : Parlez-nous de la naissance de la table du préfet.

Ça c'est passé drôlement. On était en réunion. Tout le monde disait que les jeunes avaient besoin d'aide. Tout le monde disait qu'il fallait s'occuper du transport. Tout le monde disait qu'il fallait aider les personnes âgées. Tout le monde écoutait, acquiesçait, estimait qu'il fallait faire quelque chose, mais à la fin, personne ne fait rien. Alors, à la fin de la journée, je me suis dit, ça n'a pas de bon sens, faut pas avoir passé une journée ensemble pour rien faire... C'est ainsi qu'on a eu l'idée de créer la table du préfet. Une table où tous les intervenants devraient venir s'asseoir et dire ce qu'il faut faire et comment le faire. En premier lieu, j'estimais que les gens du CLSC devaient être là. Ils acceptent bien sûr. Tout à coup, il y en a un qui lève la main et qui dit : « Moi je veux être là », Un autre : « Moi aussi je veux être là ». On a commencé avec une quinzaine de personnes et maintenant on est quarante autour de la table.

Il y a les députés, des instances gou-

vernementales, des organismes parapublics, la Chambre de commerce, des organismes sans but lucratif, des regroupements associatifs, des PME et des entreprises, et j'en passe. La beauté de la chose, c'est que tout le monde s'est senti concerné, c'est ainsi que les choses ont commencé à bouger.

Au début on voulait contrer l'exode des jeunes. Puis les choses ont pris une tournure un peu différente. On s'est vite rendu compte que, dans le fond, cette question touche le développement de nos milieux dans son ensemble.

Un exemple. De gros entrepreneurs, comme le Château Montebello ou Lauzon, embauchent énormément. Mais il ne faut pas qu'ils le fassent au détriment de la formation des jeunes. Aujourd'hui le Château Montebello n'engage personne, à moins qu'elle n'ait un cours terminal.

Un serveur doit avoir suivi son cours à Buckingham. Un cuisinier aussi. J'aime citer ces employeurs en exemple. Mais il y en a d'autres. Prenez le cas des travailleurs de la forêt. Le jeune a 16 ans. Il commence son cégep. Il s'ennuie parce qu'il est loin de chez lui car on n'a pas de cégep ici. Il se trouve alors un emploi en forêt à Duhamel. Il laisse les études et s'en va travailler dans le bois à 8\$ de l'heure. Plus tard, il se rend compte qu'il ne peut pas vivre avec ça. Il nous faut donc le « raccrocher ». C'est beaucoup plus difficile. Avec notre table on est en train d'essayer de trouver des façons de faire qui tiennent compte du jeune, de son en-



Photo : Mario St-Jean

Paulette Lalande

vironnement, de ses ambitions, de son bonheur.

Un autre exemple : L'école secondaire Louis-Joseph Papineau s'est impliquée, son directeur en tête. L'école c'est un milieu de vie : en plus des cours, ça prend des activités, à l'heure du dîner, le matin, l'après-midi. En plus d'accueillir les élèves, il faut s'inquiéter de leur absence. Il faut développer un sentiment d'appartenance. C'est d'ailleurs en développant un sentiment d'appartenance à son école et à son milieu qu'on arrive à intéresser l'élève à la formation scolaire, et non l'inverse.

Autre chose, le rôle d'évaluation. Il y avait beaucoup d'écarts entre, par exemple, certaines municipalités, puis même à l'intérieur des municipalités. Je dis souvent à la blague que c'était à la discrétion de l'évaluateur, selon qu'il aimait telle ou telle personne ou ne l'aimait pas. Dans le premier cas l'évaluation était un peu plus basse; dans l'autre, un peu plus haute. Nous avons développé un système d'évaluation juste pour tout le monde. C'est toute la vie collective qui s'en trouve améliorée. Enfin, nous tous de la MRC nous avons développé une sensibilité particulière en ce qui concerne la gestion des fonds publics. Parce qu'on est près de la population. On sait qu'on a des pauvres, des riches et des gens de la classe moyenne. On a le réflexe de se mettre dans la peau de la dame qui est âgée, qui est seule dans sa maison, on sait qu'une simple augmentation de taxes de 50\$ va l'obliger de couper ailleurs. Probablement sur la nourriture. Cette attitude est plus difficile pour les gouvernements supérieurs, plus loin des gens, moins sensibles à leur réalité.

BDS : Si je vous comprends bien, la proximité des gens, la proximité de la population fait en sorte, selon vous, que les élus municipaux sont ceux qui sont les plus proches des besoins des personnes tout en étant imputables devant ces mêmes personnes qui sont des électeurs. Donc, selon vous toujours, cela les rend plus efficaces?

Oui, parce que si tu veux être réélu, ta première préoccupation, c'est d'essayer de t'assurer que ta population

soit bien. Comme je vous l'ai dit tout à l'heure, le développement social pour moi, c'est s'organiser et tout mettre en place pour bien vivre dans une société.

► *Le développement social pour moi, c'est s'organiser et tout mettre en place pour bien vivre dans une société.*

BDS : Avec le projet de loi 34, on est venu modifier le paysage au niveau du développement régional en mettant en place les conférences régionales des élus. Plusieurs ont exprimé des craintes, en se disant, que les élus municipaux allaient mettre le focus uniquement sur le développement économique de leur milieu, tout en laissant de côté la société civile. Comment vous réagissez?

Je ne suis pas d'accord du tout. Moi, je pense que le gouvernement a pris une très bonne décision. Je n'ai rien contre la société civile. Mais elle n'a pas, comme les élus, ce sentiment de responsabilité ou d'imputabilité pour tout ce qui touche les fonds publics. Elle ne voit pas toujours les conséquences monétaires de gestes qui sont posés. Et puis nous, les élus, on était dus pour être majoritaires à une instance décisionnelle qui touche le développement régional. On était dus parce que je pense que le Québec s'en allait sur la « bum ». Je comprends que le social est important, mais il faut s'assurer que notre population reçoive tout ce dont elle a besoin et qu'elle le reçoive au moindre coût. En ce sens, les élus sont les mieux placés pour prendre les décisions qui doivent être prises.

BDS : Ce que vous semblez dire, c'est que si on veut aller dans le sens d'une décentralisation, d'une territorialisation, le fait de se tourner vers les élus locaux et de renforcer leurs rôles et leurs responsabilités, c'est une excellente décision?

Excellente. Pour moi en tout cas. Et écoute,

tout ça est nouveau. Il y a des choses qui ne sont pas encore assez avancées. Mais donnez-nous un an ou deux et je crois que ça va être très, très bien.

BDS : N'y aura-t-il pas une période de flottement?

Oui sans doute. Mais d'ici un an les choses devraient se redresser. Et soyez certain que personne ne sera mis de côté, surtout pas les gens de la société civile. Tout ce que je dis c'est que la façon d'organiser les choses va être différente. Parce que, ce dont s'est rendu compte à un moment donné c'est qu'il y a des doublons. Il faut faire un ménage. Il faut s'assurer que nos gens, aient ce dont ils ont besoin, mais il ne faut pas non plus qu'il ait 3-4 organisations qui fassent la même chose.

Les gens de la société civile pilotent leurs projets et c'est correct. Mais nous autres, les élus, il faut avoir une vision de MRC. Ça prend des projets, pas seulement pour une petite communauté, mais pour toute la région. Voilà le genre de changement que nous allons apporter. Et puis aussi, nous sommes, si vous me permettez l'expression, des *donateurs* et non pas des *demandeurs*. On s'en va là pour apporter quelque chose et non pas pour en retirer. Pour trouver des solutions et essayer d'apporter notre expertise puis voir comment elle peut servir à la communauté. Je veux que cette mentalité-là soit maintenue.

BDS : En quoi un modèle comme la table du préfet peut-il, selon vous, influencer les autres membres de la table régionale en développement social?

Parce que la table du préfet a une dimension territoriale qui lui donne une meilleure portée. On peut apporter une expertise à une table de développement social en faisant valoir ce qui se passe sur le terrain, au niveau local. Tu ne peux pas faire du développement social si tu ne vas pas dans les milieux pour savoir c'est quoi qui se passe. Les besoins de la MRC Papineau, au niveau du développement social, sont différents de ceux de la Haute Gatineau et Pontiac. Et puis quand c'est le préfet qui demande aux gens de s'unir et de se concerter, cela a une portée différente, c'est plus efficace pour réunir les gens. ■■■

Des projets, des actions...

LE COMITÉ DES PARTENAIRES DU SECTEUR LE BARON

par Michel Morel

Le quartier Le Baron

Le secteur Le Baron correspond à la partie nord du district des Promenades dans le secteur Gatineau de la Ville de Gatineau. C'est un quartier assez isolé géographiquement, enclavé par de larges boulevards et des zones commerciales. Le quartier comporte deux parties : le vieux quartier, avec des indices de défavorisation élevés et un parc immobilier constitué majoritairement de logements locatifs à haute densité et de quadres. La population se caractérise par un taux élevé de familles monoparentales (31,1%) ainsi qu'un faible taux de scolarité. Un fort taux de mobilité caractérise aussi la population de ce secteur. L'autre partie du quartier, plus récente, s'est développée dans les années '90. Il s'agit d'un secteur plus familial où vit une population dont les revenus sont légèrement plus élevés. Deux écoles primaires accueillent les enfants du secteur : l'école *La Source* et l'école *Le Progrès*. Même si le taux d'inactivité de la population y est légèrement plus élevé que la moyenne, le quartier Le Baron en est un de travailleurs, des travailleurs à revenus modestes, généralement des revenus de 30 000\$ et moins.

Le quartier et ses problèmes...

Le quartier Le Baron était reconnu comme un secteur difficile, un quartier que les familles cherchaient à quitter afin de s'établir ailleurs. Le vandalisme et la délinquance, sous diverses formes, la vente et la consommation de drogues, les vols, de même que diverses formes de violence et d'intimidation étaient présents. Par ailleurs, le quartier se caractérisait aussi par un manque flagrant

d'infrastructures communautaires : absence d'activités pour les jeunes, absence d'organisations de loisirs ou d'activités culturelles, absence d'association de quartier, sentiment d'appartenance inexistant et méconnaissance des services par la population. Bref, le quartier Le Baron n'était guère facile. Souvent, les familles cherchaient à quitter le quartier pour aller s'établir ailleurs, ce qui explique le fort taux de mobilité.

À l'école *La Source*, la situation était semblable, avec des problèmes sérieux de vandalisme et de violence dans la cour d'école. Plusieurs élèves connaissaient des retards scolaires qui les menaient vers l'échec. *«Ce qui frappait, c'est que plusieurs enfants qui arrivaient en maternelle n'étaient pas prêts, et qu'à l'âge de 8 ans, 25% des jeunes étaient en échec scolaire»* mentionnent Monique Beaudoin, directrice de l'école *La Source* et Patrick Campeau, du CLSC/CHSLD Gatineau. L'école connaissait aussi un taux de mobilité important, soit 33%, ce qui signifie que le tiers des élèves changeait d'école en cours d'année. *«Bref, rappelle Monique Beaudoin, l'école avait une telle mauvaise réputation que les parents hésitaient à inscrire leurs enfants et certains enseignants faisaient des pieds et*

des mains pour obtenir des affectations dans d'autres écoles de la Commission scolaire des Draveurs».

L'intervention

Le facteur déclencheur fut vraiment la situation à l'école. Les intervenants du CLSC et la direction de l'école ont pensé qu'une intervention multidisciplinaire s'avérait nécessaire pour agir sur les problématiques vécues à l'école. L'objectif initial de l'intervention était de «favoriser l'apparition de comportements pacifiques, de contrer la violence» par une approche systémique. Un projet fut donc élaboré avec la direction de l'école, le CLSC et l'UQAH. Un projet comportant 4 volets : un volet d'intervention auprès des élèves de la deuxième année, des parents, des enseignants et du milieu école de même qu'un dernier pour la communauté. Les travaux du comité furent intéressants lors de la première année, mais sont devenus plus laborieux



Monique Beaudoin et Patrick Campeau

Photo : Mario St-Jean

par la suite en raison des nombreux changements d'intervenantes du CLSC associées au projet et du questionnement légitime de certains enseignants quant à l'impact réel de l'intervention proposée en milieu scolaire.

En ce qui concerne le volet intervention auprès de la communauté, le travail s'est poursuivi. D'abord un portrait du quartier a été produit afin de mieux connaître le quartier, ses résidents et leurs besoins. Puis, sur la base de cette connaissance du milieu, *«on a mobilisé différents organismes sur des projets concrets comme l'organisation de cuisines collectives et un club des petits déjeuners. On a également travaillé à ce que le quartier se dote d'une maison de jeunes, afin de donner aux jeunes un lieu de rassemblement. C'est sur la base de tels projets qu'un partenariat a commencé à se former. Au fur et à mesure où des petits projets comme les petits déjeuners et les cuisines collectives ont pris forme, on a assisté à une diminution des problèmes, tant dans l'école que dans le quartier».*

De l'intervention à un Comité de partenaires

Entre-temps, à la faveur de l'arrivée de plusieurs personnes, le comité a tenu une rencontre qu'on peut qualifier de charnière où étaient invités tous les partenaires, c'est-à-dire les organismes avec lesquels nous avons travaillé lors des différents projets, de même que des partenaires extérieurs. Cette rencontre fut importante car, en même temps dans la région, s'articulait la réflexion sur le développement social qui, elle-même, impliquait plusieurs partenaires et faisait la promotion de concepts comme l'action territoriale, la solidarité et l'action intersectorielle. Par ailleurs, la réforme scolaire en cours venait aussi faciliter l'établissement de liens entre l'école et la communauté. Le projet qui, au départ, ne comprenait que l'école La Source, comprend aussi, depuis 3 ans, l'École Le Progrès.

La table était donc mise pour que se formalisent les rapports entre les partenaires en constituant le Comité des partenaires du secteur Le Baron. Le Comité regroupait, dans un premier temps, le CLSC/CHSLD de Gatineau, la Ville de Gatineau (services des loisirs, des sports

et de la vie communautaire, la police communautaire et le conseiller municipal), les écoles primaires du quartier (La Source et Le Progrès), la Saint-Vincent de Paul Jean XXIII, deux Maisons de jeunes soit : la Pointe-aux-jeunes et Adojeune et le CPE La Gatinerie.

Pour penser l'action du Comité, on est repartis à neuf, on a identifié des cibles d'action et des projets. Le Comité s'est aussi donné un cadre de référence qui vient définir sa mission, sa philosophie, ses valeurs et ses objectifs. Le même document vient également préciser les processus de fonctionnement, autant ceux liés à la prise de décision, à la résolution de conflits que les processus de présentation de projets. Les objectifs du Comité des partenaires étaient de :

- travailler à améliorer la qualité de vie des enfants, des familles et de la communauté,
- développer les compétences transversales des élèves,
- créer un lieu d'appartenance à l'école,
- développer l'entraide dans la communauté,
- briser l'isolement social des parents et des familles.

Peu à peu, en se basant sur les informations recueillies tant lors de sondages que de rencontres de groupe, des projets ont vu le jour, portés par l'un ou l'autre des partenaires. *«Les partenaires ont appris à se connaître, à se faire confiance et à travailler ensemble. Maintenant, ce n'est même plus toujours nécessaire de réunir la table pour agir sur des problèmes. Nous avons choisi un fonctionnement par projet, ce qui implique que pour un projet donné, quelques partenaires peuvent travailler de concert, sans qu'il soit nécessaire de mobiliser l'ensemble des partenaires»*, mentionne Patrick Campeau, organisateur communautaire au CLSC. Un tel climat de confiance s'est installé au sein des partenaires que les collaborations sont devenues plus faciles, presque naturelles. Monique Beaudoin, directrice de l'école La Source, y va d'un exemple : *«Lors d'un début d'année on a réalisé qu'un certain nombre d'enfants ne disposaient pas d'espadrilles pour les cours d'éducation physique. Il m'a suffi de passer un appel au responsable de la Saint-Vincent de Paul pour que le pro-*

blème se règle en peu de temps». Elle continue : *«C'est magique pour tous ceux qui travaillent là parce qu'on a le sentiment qu'on avance, qu'on ne fait plus du sur-place et qu'on n'est plus seuls dans tout ça»*.

De par sa composition, ses objectifs et son fonctionnement, le Comité des partenaires du secteur Le Baron a mené des actions qui ont eu des retombées autant sur la qualité de vie des enfants, des familles et de la communauté.

Les réalisations

De fait, les réalisations furent nombreuses :

- la mise en place d'un Centre de la petite enfance de 60 places, où un certain nombre de places sont réservées à l'intention des futurs élèves de l'école éprouvant des difficultés, ces élèves sont référés par le CLSC ou par l'école (au coût de 1,2 M\$);
- une patinoire et un «Skate parc» animés;
- des démarches politiques qui ont mené la municipalité à construire un Centre communautaire (au coût de 1,2M\$);
- la mise en place d'une Maison de jeunes, dorénavant installée dans les locaux du Centre communautaire;
- le réaménagement du Parc Marcel Gladu et l'installation de jeux d'eau dans ce Parc à l'intention des familles (280 000\$);
- l'amélioration de la sécurité dans le Parc avec la collaboration du Service de police;
- le réaménagement de la cour d'école de l'école La Source;
- la mise en place de clubs de devoirs dans les deux écoles;
- la mise en place de programmations parascolaires dans les deux écoles et au Centre communautaire Le Baron;
- la mise en place d'un projet d'auto-animation par les élèves dans les cours d'école;
- Bref, des investissements en ressources humaines, matérielles et financières totalisant près de 3 millions de dollars pour l'ensemble des projets pour le quartier.

Par ailleurs, avec le soutien du CPSL, une association de quartier a vu le jour. Cette association qui, au fil des ans, fait preuve de dynamisme. Certaines de ses

actions ayant même mené à une amélioration significative de l'environnement physique, à une sécurité accrue et à promouvoir les activités disponibles pour les résidents et résidentes du quartier.

Pour illustrer le climat existant maintenant dans le quartier, Patrick Campeau y va d'un exemple éloquent : *«La Fête de quartier est l'exemple le plus frappant de la mobilisation qui existe au Comité des partenaires. En deux réunions, on a réussi à organiser une fête de quartier avec 40 bénévoles et à y recevoir 1700 personnes. Le tout s'est déroulé sans anicroche avec une diversité d'activités. C'était vraiment beau à voir».*

Pour ce qui est de l'école, Monique Beaudoin relate : *«Cette année, on a eu une seule vitre brisée. Par les années passées, c'était à toutes les semaines. On peut dire que cette année, il n'y en a pas eu de vandalisme et on a de moins en moins de violence dans la cour d'école, c'est magnifique. Tout ça, c'est parce qu'ensemble on a réussi à faire en sorte que les élèves se sentent chez eux, se sentent appuyés. C'est leur école et ils y ont des activités qui leur permettent de s'épanouir. Avec l'aide aux devoirs, avec les activités parascolaires, les ligues sportives, les sorties, les activités de quartier, la patinoire animée, avec le skate parc l'été, tout cela contribue à faire en sorte que l'école est un milieu de vie attrayant. Même quand les parents déménagent, ils nous demandent que leurs enfants puissent continuer de venir à l'école ici. Avant l'école avait la réputation d'être difficile, aujourd'hui, nous sommes loin d'être l'école la plus violente. On a pu observer une très nette diminution. On travaille avec les élèves sur la réparation. Les activités, les sports, la cour, travailler avec les parents, tout cela a permis de changer le climat et le contexte, de même que leur perception face à l'école, face à leur quartier».*

«École et quartier sont devenus source de fierté. Cette communauté qu'on a bâtie ensemble, entre partenaires, ça s'est fait en respectant les valeurs qu'on a négociées dans notre cadre de référence, des valeurs comme, la solidarité, l'entraide, la coopération, le respect, l'engagement, la transparence et l'ouverture. Cela a permis que naisse un climat de confiance qu'on voit rarement



Le Comité des partenaires du Secteur Le Baron

ailleurs. Cela a aussi permis que se développent des liens interpersonnels étroits : ce n'est plus la directrice de l'école qui parle à l'intervenant du CLSC, c'est Monique qui parle à Patrick. Cela a aussi permis l'implication de certains parents», continue Patrick Campeau. *«La force de ce comité-là, c'est l'engagement des personnes et des organisations, de même que la gestion par projet. Pour certains projets, c'est la municipalité qui a le leadership, pour d'autres c'est l'école. On n'a pas eu peur de faire autrement»* conclut-il.

Et à plus long terme?

La question de financement est très préoccupante. Patrick Campeau et Monique Beaudoin s'entendent : *«Les sources de financement nécessaires pour le fonctionnement sont rares. Nos sources de financement visaient à soutenir le démarrage du projet ou avaient une durée limitée. Nous en arrivons à la dernière année de ce financement et on se questionne pour l'année prochaine. C'est toujours une bataille pour faire vivre le projet. Le plus frustrant, c'est qu'on nous reconnaît, on reconnaît la pertinence de notre action et on nous cite toujours en exemple. On nous dit que nous sommes un peu la concrétisation locale de ce que devrait être le développement social (mobilisation de la communauté et des partenaires), mais il ne semble pas y avoir de source de finan-*

cement disponible afin de soutenir le développement que génère notre dynamique de quartier. Nous ne cadrions dans aucun Fonds.

En fait, nous avons besoin d'un financement de base d'environ 20 000\$ par année pour maintenir nos activités d'animation auprès des jeunes et des familles. Le reste des projets, ce sont les partenaires qui en assument la facture. Si on avait cette somme récurrente, on pourrait tenir le coup et continuer de soutenir l'ensemble des projets de la communauté.

Pour le CPSL, c'est là une somme ridicule si on considère les retombées bénéfiques pour l'école et le quartier, si on considère les sommes que l'on sauve lorsque l'on évite à un élève de doubler une année parce qu'il a eu la chance de régler son retard de développement avant son arrivée à l'école, que les enfants sont moins malades parce qu'ils ont accès à des activités physiques, qu'il y a moins de vandalisme et de méfaits car plusieurs alternatives sont disponibles pour intéresser les jeunes, que les enfants deviennent des citoyens responsables parce qu'ils ont accès à des modèles positifs, etc.

En terminant, si des lecteurs de cet article pensent pouvoir nous venir en aide, SVP contactez-nous!». ■■■

Des projets, des actions...

LE PROJET QUÉBEC EN FORME

Par Sylvain Deschesnes et Normand Bissonnette

Québec en Forme est un projet axé sur l'activité physique et le sport pour les enfants de 4 à 12 ans, et qui, en 2004-2005 :

- agit auprès d'un bassin de 33 000 enfants âgés de 4 à 12 ans (préscolaire et élémentaire) ;
- est actif dans 25 communautés locales où sont regroupés au sein de comités d'action locaux plus de 500 partenaires ;
- est présent dans six régions du Québec : Mauricie, Estrie, Montréal, Québec, Montérégie, Ouest du Québec (Outaouais et Abitibi-Témiscamingue) ;
- et compte parmi ses partenaires 150 écoles et 75 municipalités.

Le projet Québec en Forme : plus que l'activité physique et le sport...

Québec en Forme est un organisme à but non lucratif créé en 2002 grâce à un partenariat entre la Fondation Lucie et André Chagnon et le gouvernement du Québec. Chaque partenaire assume 50 % du budget de l'organisme. Les partenaires gouvernementaux sont le ministère de la Santé et des Services sociaux, le ministère de l'Éducation et le ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir.

La mission de Québec en Forme est de contribuer à l'amélioration de la santé

et l'autonomie globale des enfants de 4 à 12 ans, surtout les enfants vivant en milieu défavorisé. L'action principale de l'organisme consiste à soutenir la conception et la mise en place, par les communautés locales, de programmes durables de participation à des activités physiques et sportives.

Si Québec en Forme a choisi l'activité physique et sportive comme premier levier de soutien aux communautés loca-

QUÉBEC EN FORME
VIS TON ÉNERGIE



les, ce n'est pas pour devenir un simple organisateur d'activités. Par l'activité physique et sportive, Québec en Forme veut éventuellement toucher aux autres habitudes de vie, comme l'alimentation, le refus du tabagisme, la gestion du stress. Québec en Forme et ses partenaires sont par ailleurs fermement convaincus que ce travail auprès des enfants aura des effets bénéfiques sur la persévérance scolaire et la lutte au décrochage scolaire.

Dans ce sens, Québec en Forme, c'est à la fois un catalyseur de la santé et un agent de changement social.

Le comité d'action local : maître d'œuvre de la programmation d'activités

Québec en Forme n'organise pas les activités pour les enfants. Québec en Forme a choisi d'être un *catalyseur* et non un « *opérateur* » de programmations pour les jeunes. Cette caractéristi-

que est au fondement de la philosophie d'intervention de Québec en Forme. En fait, c'est le Comité d'Action Local (le CAL), formé de partenaires du milieu, qui est le véritable maître d'œuvre de la programmation des activités pour les enfants.



Normand Bissonnette

C'est le CAL qui identifie les besoins des enfants du milieu et qui élabore une programmation. Les partenaires qui s'impliquent

dans le projet, ce sont, par exemple : les municipalités, les municipalités régionales de comté (M.R.C.), les commissions scolaires, les unités régionales de loisir et de sport (U.R.L.S.), les directions de la santé publique, Kino-Québec, les associations régionales et locales de sport et de loisir, les écoles primaires, les centres et organismes communautaires, les C.L.S.C., ainsi que les établissements d'enseignement secondaire, collégial et universitaire.

C'est le CAL qui élabore la programmation annuelle d'activités, qui en assure la gestion et qui l'ajuste en fonction des besoins des enfants. Le comité d'action local a aussi la responsabilité de trouver des moyens pour assurer la durabilité du projet dans sa communauté. Québec en Forme apporte pour sa part une contribution financière, humaine et technique, ainsi qu'un soutien en matière de formation, d'évaluation et de communication.



Sylvain Deschesnes

Ni scolaire ni municipal, c'est un projet du milieu, un projet social

Un des objectifs importants de Québec en Forme est de rejoindre les enfants qui, pour toutes sortes de raison, ne participent pas ou qui participent peu aux activités physiques et sportives. Pour cela, le milieu a vite compris que la meilleure façon de rejoindre tous les enfants était d'établir un partenariat avec les écoles primaires.

Les comités d'action locaux ont donc impliqué les écoles du milieu dans leurs activités. C'est ainsi que plusieurs écoles ont ouvert leurs portes à Québec en Forme et que plusieurs activités proposées par les comités d'action locaux ont été intégrées par les équipes-écoles et les conseils d'établissement dans la *grille horaire*¹ des élèves. Cela permet de rejoindre presque tous les enfants d'un milieu. Cela se fait grâce à l'étroite collaboration et la participation active des enseignants.

Mais Québec en Forme n'est pas pour autant un programme scolaire. Plusieurs activités, même des activités intégrées à la grille horaire des enfants, se déroulent dans la communauté. Cela se fait grâce à la participation de centres communautaires de loisirs, d'organismes communautaires et de la municipalité. Et la programmation d'activités couvre non seulement les jours d'école, mais aussi le temps après les heures de classe, les fins de semaine, et durant les périodes de vacances, l'hiver et l'été.

Dans ce sens, Québec en Forme est un projet du milieu, un projet social, qui est rendu possible grâce à la collaboration et à la contribution des écoles, des organismes communautaires et des municipalités.

Québec en Forme en Outaouais et en Abitibi-Témiscamingue

Le projet Québec en Forme a vu le jour dans l'ouest du Québec (Outaouais et Abitibi-Témiscamingue), avec l'arrivée en novembre 2002 de l'agent de développement M. Sylvain Deschênes. En collaboration avec les acteurs régionaux qui sont devenus par la suite les membres de l'Intercal, l'Unité régionale des Loisirs et des Sports de l'Outaouais, Kino-Québec, le bureau régional du Ministère de l'éducation, les 5 commissions scolaires du territoire, le Conseil régional des élus (an-

ciennement le CRDO), une stratégie d'implantation dans la région de l'Outaouais fut élaborée.

► Le projet Québec en Forme est un exemple d'intervention communautaire fondée sur une vision globale des enfants de 4 à 12 ans et de leur santé.

Dès janvier 2003, nous avons procédé à la mise en place de 4 comités d'action locaux (CAL) 3 CAL dans Gatineau, dont 2 dans le secteur Hull et un CAL dans la région de Maniwaki. Cette mobilisation et cette concertation touchaient à ce moment là, 3 MRC, 9 municipalités, 16 écoles, plus de 45 partenaires locaux (direction d'école, organisateur communautaire, organismes communautaires, organismes de loisirs, les municipalités...). Toutes ces personnes avaient comme cible commune de faire bouger plus de 3,300 enfants âgés entre 4 et 12 ans et leurs parents, en préparant une programmation complète (scolaire, communautaire, durant les fins de semaine, les congés et l'été).

En septembre 2003, nous avons procédé au lancement des activités. C'est plus de 300 activités hebdomadaires qui furent proposées aux enfants. Ces activités pouvaient être de la psychomotricité, des animations lors de la période du dîner, après les heures de classe, des activités familiales, des samedis-enfants, des activités pères-enfants et des activités estivales. Grâce à une excellente équipe de coordination et d'animation jumelée à une très forte implication et une prise en charge accrue des membres des CALs, la mise en place d'un aussi vaste projet fut une réussite sur toute la ligne. Nous avons été à même d'observer :

- Un engouement et un intérêt marqué des enfants à participer activement aux différentes activités proposées.
- Une implication accrue des parents au fil de l'année.

- L'impact de la psychomotricité sur les autres sphères du développement de l'enfant (langage, comportement, règles de vie, routine, compréhension des consignes)
- Une collaboration et une intégration entre le communautaire et le scolaire

En janvier 2004, il fut recommandé par le conseil d'administration de Québec en Forme, de poursuivre le développement dans le territoire de l'ouest du Québec. C'est pourquoi la région du Pontiac (en Outaouais) et la région de la Vallée de l'Or (Val d'Or, Senneterre, Malartic et le Lac Simon) débutèrent la phase de développement de leur plan de CAL. L'enthousiasme, la collaboration, l'engagement des membres des CALs ainsi que la volonté de faire une différence pour ces enfants et leurs familles orienta grandement la mise sur pied d'une programmation concertée.

Dès septembre 2004, plus de 7 345 enfants seront touchés par le projet dans l'ouest du Québec, 4 MRC, 34 municipalités, 49 écoles, 92 partenaires locaux et plus de 42 partenaires régionaux. C'est grâce à cet engagement de tous et au fait de travailler en étroite collaboration les uns avec les autres que ce projet devient un projet de communauté pour les enfants et leur famille.

Conclusion

Le projet Québec en Forme est un exemple d'intervention communautaire fondée sur une vision globale des enfants de 4 à 12 ans et de leur santé. Bien qu'axé dans un premier temps sur la pratique régulière de l'activité physique et du sport, il vise à étendre son action à d'autres habitudes de vie comme la nutrition, le refus du tabagisme et la gestion du stress.

Québec en Forme et ses partenaires travaillent dans une perspective globale de prévention à long terme : prévention des maladies, prévention de l'obésité, prévention du décrochage scolaire, prévention de l'exclusion sociale et économique. C'est pourquoi leur action vise non seulement les enfants, mais aussi les parents et les familles. ■■

¹ Ne pas confondre avec la « grille matière ». Les activités ne sont pas insérées dans la grille matière de l'école, mais dans certaines périodes du temps non réparti sur le plan académique.

C'EST VOUS QUI LE DITES!

L'économie sociale au Québec et en Outaouais

par Patrick Duguay, Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides, Président de la Table régionale de l'économie sociale de l'Outaouais, Président du conseil d'administration du Chantier de l'économie sociale

Il semble de plus en plus admis que le développement des collectivités au Québec ne passe plus uniquement par la croissance économique. Les stratégies portées par l'ensemble des acteurs de développement doivent désormais prendre en compte et intervenir sur les conditions culturelles, environnementales et sociales qui sont de plus en plus reconnues comme des déterminants incontournables du développement des territoires.

Les approches mises de l'avant par les Conseils régionaux de développement (CRD), qui ont disparu au cours de la dernière année, par les Centres locaux de développement (CLD) et par les pouvoirs locaux et régionaux reconnaissent la nécessité d'intervenir globalement sur la qualité de vie des collectivités. Pour ce faire, ils doivent s'appuyer sur la contribution spécifique des acteurs de la société civile.

D'abord, on les a reconnus comme partenaires dans la gouvernance des organisations vouées à la planification et à la mise en œuvre des stratégies locales et régionales de développement, les organismes communautaires, les associations et les entreprises d'économie sociale ont vu leur contribution restreinte. Les choix politiques du Gouvernement du Québec au cours de la dernière année tentent de les confiner à la livraison des services.

Résolument engagées dans l'action, les entreprises collectives poursuivent le travail amorcé en restant à l'avant garde des pratiques innovantes dans la réponse aux besoins économiques et sociaux de leur milieu. Les pressions que leurs faits et gestes impliquent forcent le retour au dialogue et forcent à reconstruire des ponts entre la partie gouvernementale, le secteur privé et l'économie sociale.

Le rôle joué par les entreprises d'économie sociale, coopératives et OBNL, permet de soutenir une vision inclusive, équitable, durable, responsable et solidaire du développement économique et social des régions du Québec. Pour la première fois de son histoire, le gouvernement fédéral reconnaît l'économie sociale comme stratégie de développement économique et social au Canada et cite le modèle québécois en exemple. Le discours du Trône et la réponse de Paul Martin annonçaient des actions concrètes pour actualiser cette reconnaissance.

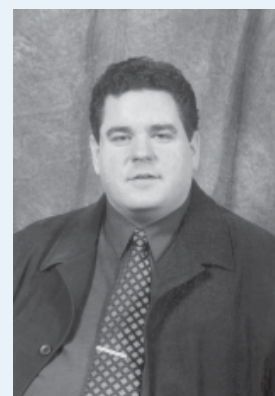
«C'est pour cette raison que nous entendons faire de l'économie sociale une composante clé du coffre à outils de la politique sociale canadienne. Pour la première fois, ces organismes auront accès à nos programmes pour les petites entreprises.»

(Adresse du Premier ministre en réponse au discours du Trône, 3 février 2004)

L'économie sociale est intégrée depuis longtemps dans le développement des collectivités au Québec. La nécessité a fait naître des initiatives collectives qui ont cherché à répondre aux besoins des gens de leur communauté en s'engageant à régler des problèmes.

En Outaouais, comme ailleurs au Québec, de nombreuses initiatives citoyennes sont venues marquer la vie de notre collectivité. L'habitation constitue un bel exemple de la contribution de l'économie sociale au développement des communautés. Autour des années 1970, la Coopérative d'habitation Reboul à Hull, allait procéder à l'achat d'immeubles dans l'Île de Hull pour préserver les logements menacés par la construction des édifices du gouvernement fédéral déportant des citoyens établis dans ce quartier depuis des générations. Leurs

efforts et leur esprit d'initiative ont permis de préserver le patrimoine ouvrier de l'Île de Hull en intervenant directement sur la qualité de l'habitat au centre-ville.



Patrick Duguay

Les entreprises d'économie sociale jouent, plus que jamais, un rôle de premier plan dans les stratégies de développement local et régional. Par exemple, les nombreux défis de la gestion des matières résiduelles trouvent des éléments de réponse alors que naissent des ressourceries qui vont valoriser les déchets recueillis tant auprès de la population que des industries, commerces et institutions (ICI). La Ressourcerie de l'Outaouais s'engage dans l'élaboration d'un ambitieux projet de compostage industriel. Ses ententes avec la Ville de Gatineau et certaines MRC voisines laissent présager un apport important en offrant une alternative à l'enfouissement.

Dans la même perspective, les Ateliers Boirec, de Maniwaki, exploitent une entreprise ressourcerie en récupérant et recyclant les supports de transport en bois. L'entreprise emploie des travailleurs déficients intellectuels participant à la gouvernance de l'entreprise.

Dans un tout autre secteur d'activité, la Coopérative de solidarité du Dépanneur Sylvestre est née de l'imagination d'un petit groupe de citoyens d'utiliser un

(suite en page 42)

Entrevue

PAR MICHEL MOREL



Louis Favreau, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités

La Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités a comme objectif de contribuer à l'avancement de la théorie et des pratiques de développement des collectivités à partir d'un ensemble d'activités de recherche, de formation, de diffusion de connaissances et de services à la communauté.

Les travaux de recherche de la Chaire se font à l'échelle du Québec, du Canada et des Amériques de même qu'à l'échelle internationale dans une perspective Nord-Sud. Ils portent sur la place qu'occupent les territoires et les collectivités locales dans le développement économique et social, particulièrement sur le registre des pratiques innovatrices de création de richesses et sur celui des nouvelles politiques publiques de développement.

La CRDC organise son programme de travail autour des quatre chantiers suivants :

1. Le développement local et régional
2. L'organisation communautaire
3. La nouvelle économie sociale
4. Les politiques publiques

*Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités
Université du Québec en Outaouais
C.P. 1250, succ. B, Gatineau, Québec, J8X 3X7
<http://www.uqo.ca/crdc-geris>*

BDS : Quelle lecture faites-vous de la démarche québécoise visant à mettre en place un plan de lutte contre la pauvreté?

Au Québec, à la différence du Canada et des États-Unis, on considère généralement que les 20 dernières années ont contribué à l'émergence d'initiatives associatives et coopératives innovantes. En effet, on a assisté à une multiplication d'initiatives de communautés locales, soutenues par différents mouvements sociaux, des syndicats, des groupes de femmes et des organisations communautaires. Un bon nombre de ces organisations ont accepté de s'engager «à faire du social par l'économie», par l'économie sociale et le développement local, le tout chapeauté par deux regroupements nationaux, le Conseil de la coopération du Québec (CCQ) et le Chantier d'économie sociale.

Toujours au cours de ces mêmes années, dans la plupart des pays développés, l'offensive néo-libérale a gagné beaucoup de terrain et l'État providence a reculé substantiellement. Cela a généralement donné lieu à diverses formes de privatisation et à l'absence de réponses appropriées des services publics à des problèmes nouveaux. Mais chez nous, il y a eu quelques réformes importantes qui ont donné lieu à des nouveaux dispositifs publics, comme celle qui a donné naissance aux CLD par exemple, ou encore la législation qui a favorisé l'émergence de nouvelles organisations comme les coopératives de solidarité. Le Sommet du gouvernement du Québec de 1996 marque un tournant à cet égard. En même temps, sur le terrain, dans plusieurs municipalités importantes, on reconnaissait aussi l'intervention

de développement économique communautaire.

Ces initiatives sont des réponses inédites, des réponses nouvelles aux problèmes actuels de notre société. Et, à mon sens, ces initiatives jouent un rôle significatif dans la lutte contre la pauvreté.



Louis Favreau

Si on remonte aux années fortes de l'État Providence québécois, soit de 1960 à 1975, ce dernier a donné la pleine mesure de sa capacité au plan de la protection sociale, dans un contexte où le mouvement syndical et le mouvement coopératif en particulier se battaient pour la garantir. On disait alors que le rôle de l'État était de faire du développement social et que la grande entreprise privée ou publique se chargeait de créer des emplois. C'est à la fin des années 70 que les choses ont commencé à changer, en partie à cause des déficits publics devenus récurrents. Bref, avec les années 1980 on entre dans une période de crise et de mutation :

- D'abord la crise de l'emploi. Les années '81-82-83 donnent lieu à des fermetures d'usine et à des licenciements. De plus le marché du travail s'avère incapable d'accueillir les jeunes qui sortaient des écoles. Le chômage devient massif.
- La seconde crise est celle du financement public : l'État est de moins en moins capable de soutenir le développement de nouveaux services collectifs dans les communautés.

- Puis la crise des dispositifs traditionnels de socialisation (la famille, le réseau de voisinage et l'école) devient plus manifeste. Par exemple, l'école devient le lieu d'une bataille rangée contre le décrochage scolaire.

Avec cette triple crise, on ne fait plus face à une pauvreté «dans les marges», ni à une pauvreté héritée, consécutive à une accumulation de handicaps générationnels. C'est une pauvreté de crise qui n'est pas seulement liée à un manque de ressources économiques. L'isolement social et la vulnérabilité y sont des composantes majeures. D'où la notion d'exclusion.

En 1994-1995, dans l'Outaouais, dans le cadre de la démarche d'un Comité de relance de l'économie et de l'emploi (CRÉOM), nous avons mené une importante recherche sur la pauvreté. Cette recherche faisait ressortir 3 choses pour bien comprendre ce qu'est la pauvreté :

- La première, c'est ce que j'appelle le «processus de disqualification sociale» pour une partie de la population. Je préfère la notion de disqualification sociale à celle d'exclusion qu'on retrouve souvent dans les documents du gouvernement, car l'exclusion c'est drastique, c'est le «in» ou le «out», alors que la disqualification évoque plutôt un processus avec des degrés variables de pauvreté et de précarité.
- La deuxième chose qu'on a alors remarqué c'est la «ségrégation spatiale», la division sociale de l'espace urbain. D'un côté, des quartiers constitués de gens qui, auparavant, étaient des ouvriers ayant subi cette disqualification sociale liée à l'absence d'emploi, et des nouveaux arrivants, des émigrants, de même que des gens qui se retrouvent à l'aide sociale. Ces gens-là se retrouvent concentrés dans certains quartiers précis. D'un autre côté, d'autres quartiers qui accueillent des gens mieux nantis. C'est typiquement le cas du centre-ville de Hull, tout comme c'est aussi le cas du centre-ville de Montréal.
- La troisième chose c'est le «déficit du tissu économique local». L'enquête

nous a permis de constater cette détérioration : la Caisse populaire a quitté le quartier pour se relocaliser ailleurs, la quincaillerie a suivi, de même que la boulangerie. Les grandes surfaces (Maxiplus, Walmart, Home Depot...) sont apparues. Le tissu économique local en est sérieusement affecté.

Donc si on veut parler de pauvreté aujourd'hui, on doit tenir compte de ces trois dimensions, disqualification sociale, ségrégation spatiale et déficit du tissu économique local. Et si on veut agir sur la pauvreté, on doit alors penser à une intervention multi-volets. Il faut aussi penser, non pas uniquement en termes d'exclusion, mais aussi en termes de précarité. Il y a beaucoup de travailleurs à statut précaire, des petits salariés, qui sont dans cette situation. La pauvreté est très liée au travail. Les travaux du sociologue français, Robert Castel, sont convaincants à cet égard¹. Ceux qui ne lient pas ces deux choses s'inscrivent généralement dans une démarche caritative ou assistancielle et non dans une démarche de développement social, d'*empowerment* des personnes et des communautés.

Dans nos travaux sur cette question², nous avons tenté de démontrer que ces nouvelles initiatives sont sorties de l'expérimentation des années '80 pour entrer, avec le Sommet de '96, dans une **cohabitation active** avec les pouvoirs publics. Ces initiatives-là ont donné naissance à trois filières : celle de l'action communautaire, celle de l'économie sociale et celle du développement local. Dans chacune de ces filières, les initiatives ont des répondants au niveau des pouvoirs publics et ça permet d'activer plein de choses dans la lutte contre la pauvreté.

En fait, il y a deux grandes façons de lutter collectivement contre la pauvreté dans une société d'abord par des mesures de redistribution de la richesse par l'État (dont fait partie l'aide sociale). Mais les 20 dernières années ont permis de constater qu'on ne peut pas s'en remettre uniquement à ce type de mesures. On doit, à mon sens, s'intéresser aussi aux initiatives de création de richesse pour des secteurs populaires qui ont la capacité de s'investir dans des

activités économiques durables. La caractéristique centrale de ces initiatives c'est de combiner l'économique et le social, non de les séparer comme dans la conception traditionnelle du développement. Dans cette deuxième façon de faire, l'État intervient comme partenaire.

Mais ce n'est pas simple de combiner l'économique et le social : les CRD ont vécu cela dans une période encore récente. La démarche du Forum sur le développement social, menée en 1997-1998, par le Conseil de la santé et du bien-être et ses partenaires, a permis une percée remarquable du développement social dans les CRD et donc «forcé» les décideurs économiques à ratisser plus large. Ce qui ne pouvait pas venir spontanément.

Le Comité des affaires sociales de l'Assemblée des évêques du Québec va dans le même sens dans son texte publié récemment et dont l'intitulé est «*Pour un développement territorial solidaire*». Ce texte pose les vraies questions : «*avec la loi 34 ne risque-t-on pas d'entraîner la subordination du développement régional et rural au seul développement économique? Ne risque-t-on de remettre en question les nouveaux acquis de pénétration du développement social dans les conseils régionaux de développement?*»

L'autre caractéristique centrale de ces initiatives, ce sont les partenariats (communautaire/public/privé) comme celui que les Corporations de développement économique communautaire (CDEC) ou les Carrefours jeunesse ont pu déployer.

Dans cet ouvrage, nous avons avancé l'idée qu'il y avait un renouvellement du modèle québécois de développement, celui amorcé dans la période de la «Révolution tranquille». Ce premier modèle a favorisé l'équité territoriale par la nationalisation de l'électricité, l'équité territoriale par la nationalisation des grands services publics, mais il comportait aussi sa part de problèmes, comme la centralisation des structures ou l'absence de participation des usagers ou des travailleurs (sauf une exception, les CLSC qui ont été une innovation significative des années '70-80, complètement remis en question aujourd'hui par la Loi 25). Au cours des deux dernières décen-

nies, il y a donc eu, selon nous, une forme de renouvellement du modèle québécois grâce à cet ensemble d'initiatives socio-économiques constituées en filières. Bref l'entreprise privée n'a pas le monopole de la création de richesse et de l'emploi. Avec les nouvelles initiatives on en arrive à créer de la richesse et des emplois durables dans des milieux précarisés. Cette idée iconoclaste est démontrée au Québec depuis 20 ans (1985-2005) et ça marche!

BDS : Et l'Outaouais?

J'en reviens à la démarche du Comité de relance de l'économie et de l'emploi de l'Outaouais métropolitain (CRÉOM), et à la recherche que nous avons menée. La conclusion à laquelle nous sommes arrivés a été de créer des Corporations de développement économique communautaires (CDEC) étant donné sa capacité d'intervention multi-activités et son approche territoriale intégrée. Ce ne fut pas accepté d'emblée, autant par le milieu municipal que par le milieu communautaire et syndical, mais un an plus tard, trois CDEC ont été mises sur pied. Après Montréal et Québec, l'Outaouais fut la région où on a mis en place des CDEC. Le développement des CDEC s'est poursuivi, on a 17 CDEC aujourd'hui. L'arrivée des CLD est venue perturber le développement des CDEC et ça continue de poser certains problèmes mais les CDEC sont là pour rester je crois!

L'autre chose intéressante en Outaouais ce fut l'expérience du Carrefour jeunesse emploi. Ce fut le Carrefour fondateur, c'est aussi l'un des Carrefours le plus novateur, qui est allé jusqu'à créer une fondation pour compléter ses budgets, avec des montages financiers très diversifiés. Le CRD, la Table de l'économie sociale et la Table de développement social sont aussi des atouts pour l'Outaouais. La Table de développement social a fait consensus auprès des partenaires. La Table de l'économie sociale a aussi bien réussi.

Il faut aussi mentionner certaines expériences menées par des CLSC de notre territoire. Des expériences de quartier qui ont démontré qu'il y a moyen de travailler dans des quartiers d'extrême pauvreté. Avec une approche territoriale et une intervention de proximité de plusieurs années, les intervenants du CLSC

et leurs partenaires sont arrivés à aider les citoyens à s'organiser, avec des associations de citoyens, la mise en place de garderies, l'organisation de cuisines collectives, une maison de quartier... Certes les gens du quartier n'ont pas vu leurs conditions de vie se modifier de fond en comble, mais ils disposent dorénavant d'un certain nombre de nouveaux services et de réseaux d'entraide qui génèrent l'espoir, condition clé pour affronter la délinquance, la criminalité, la prostitution...

Un regard sur les politiques publiques Si on regarde les politiques de l'actuel gouvernement, on se doit de regarder trois projets politiques : la Loi 34, la Loi 25 et le plan de lutte contre la pauvreté.

Il se passe quelque chose d'intéressant dans les régions depuis l'arrivée de la Loi 34. Ce qui me frappe c'est que dans plusieurs régions, les dirigeants des CRÉs ont eu une attitude pragmatique, contrairement à l'attitude idéologique du gouvernement. Ils ont décidé de conserver ce qui se faisait jusque-là dans leur CRD et de s'arranger aussi pour que les gens de la société civile soient encore présents. C'est comme un *modus vivendi* qui laisse croire que les effets déstructurants de la réforme pourraient être moindres que ce qu'on appréhendait. Mais je crois qu'il y a là un effet «mirage», dans le sens où à plus long terme on pourrait assister à des changements importants. Quand les nouveaux dirigeants seront plus à l'aise dans leurs nouvelles responsabilités, n'auront-ils pas le réflexe de vouloir s'entourer de représentants qui partagent leur préoccupation de développement économique, plutôt que de représentants de groupes sociaux engagés dans une perspective d'*empowerment*? C'est un risque majeur.

Par ailleurs, il se pourrait aussi qu'il y ait des élus dans certaines régions qui soient plus progressistes et mieux «équipés» qu'on ne le pensait. Il reste à voir comment ils vont bouger à l'échelle du Québec pour assumer les nouveaux enjeux de développement économique et social de leur milieu.

Concernant la Loi 25, deux choses m'apparaissent importantes. La première

c'est le fait que cette loi vient rompre avec l'esprit même de la démarche initiale des CLSC à l'effet de bâtir leurs interventions sur des territoires vécus et non pas sur des territoires administratifs, comme c'est le cas des hôpitaux. Cette notion de territoire vécu est capitale. Un de mes collègues, Denis Bourque, a clairement démontré dans ses travaux de recherche que le partenariat fonctionne quand la notion de territoire correspond effectivement à un territoire vécu.

Deuxièmement, les CLSC sont en déclin dans leur positionnement au sein des nouvelles organisations, au bénéfice d'une orientation davantage hospitalo-centriste.

Donc, si on additionne les modifications apportées par les lois 34 et 25, on observe un net changement de cap. Mais, encore là, tout n'est pas joué car, face à ces projets, on assiste à une nouvelle mobilisation des syndicats et des groupes sociaux. Cela a amené le gouvernement à ralentir le rythme des changements qu'il entendait apporter.

BDS : Et le plan de lutte contre la pauvreté?

Concernant le plan d'action gouvernemental de lutte contre la pauvreté, il faut mentionner les aspects positifs : le support accru pour les enfants, le logement social, le micro-crédit, l'approvisionnement alimentaire des communautés, de même que «Québec en forme». On sent un effort pour trouver des pistes nouvelles. On y parle aussi «d'approche territoriale intégrée» et on introduit la notion de «développement social». On voit à travers ces quelques avancées qu'il y a un certain nombre d'initiatives des 20 dernières années qui continuent de faire leur bout de chemin. Mais c'est encore bien timide.

Simultanément on propose la mise sur pied d'un Fonds d'initiatives sociales du Québec avec \$5 millions pour l'année 2004-2005. Ce pourrait sans doute être intéressant pour les maisons de la famille, les centres communautaires de loisirs, les CDC, les CDEC, les cuisines collectives... Par contre, on sait que ce n'est pas tant le montant octroyé que sa récurrence sur plusieurs années qui fait la différence. Or les projets doivent être d'une durée maximale de 52 semaines.

Peuvent-ils être reconduits? Il suffit de téléphoner au fonds en question pour se faire dire qu'après 2004-2005, on ne sait pas...

À titre d'exemple, les cuisines collectives sont limitées actuellement dans leur développement, car la plupart sont de simples réseaux d'entraide, alors qu'elles pourraient, en se regroupant, créer des coopératives d'achat. Le fonds en question permettra-t-il la mise sur pied de coopératives d'achat? C'est fondamental. Dans l'expérience péruvienne des cuisines collectives que ma collègue a étudiée³, les cuisines collectives sont sorties de la seule entraide quand elles ont mis en place des coopératives d'achat pour tout un quartier dans le cadre d'une approche territoriale intégrée. Encore faut-il

avoir des soutiens publics conséquents avec cette approche pour avoir des résultats structurants pour une communauté.

L'autre chose, c'est que si les CLD peuvent soutenir des projets, ils n'ont cependant pas la capacité des CDEC et des CDC de **faire lever des projets**. Et ça, ça fait toute la différence! Les CLD qu'on a étudiés (12)⁴ soutenaient des projets d'entreprises de façon intéressante, mais ils soutenaient des projets déjà levés. Mais si les projets ne sont pas rendus à ce niveau-là, ce qui est le cas de plusieurs initiatives, le CLD perd de sa pertinence tandis que la CDEC ou la CDC deviennent des leviers.

L'un des aspects intéressants du plan d'action gouvernemental, c'est

l'approche territoriale. Peut-être que si on passe par les Tables régionales de développement social pour orienter ce fonds et participer à sa gestion, on aura une certaine garantie, que l'approche territoriale ne sera pas un leurre. Dossier à suivre comme on dit! ■■■

¹ Castel, R. (1995), *Les métamorphoses de la question sociale*, Fayard, Paris.

² Comeau, Y., L. Favreau, B. Lévesque et M. Mendell (2001) *Emploi, économie sociale et développement local : les nouvelles filières*, Presses de l'Université du Québec, Sainte Foy.

³ Fréchette, L. (2000), *Entraide et services de proximité*, PUQ, Sainte-Foy.

⁴ Monographies disponibles dans le site de recherche du CRISES : <http://www.crisis.uqam.ca/>

L'économie sociale au Québec et en Outaouais (suite de la page 38)

service de proximité comme base d'appartenance pour mener des activités communautaires en exploitant une entreprise diversifiée offrant des services de traiteur et produisant un gamme de produits alimentaires axés sur la promotion de la santé. On pourrait continuer encore autour des entreprises culturelles, agro-alimentaires ou des services de garde qui contribuent à revitaliser leur milieu et à répondre aux besoins des gens.

Les dernières années ont permis d'inscrire le développement de l'économie sociale au cœur des pratiques qui contribuent à développer de façon durable et responsable la vie économique et sociale de l'Outaouais. L'économie sociale a eu et a, encore aujourd'hui, un impact remarquable sur les collectivités, tant au plan du développement social qu'économique, culturel et communautaire. Propriété collective de membres issus d'une même communauté, la nature même des entreprises d'économie sociale est marquée par un enracinement profond dans la communauté dont elles sont issues. Les entrepreneurs solidaires qui les créent sont animés par la volonté ferme de sou-

mettre le développement économique de leur milieu aux fins du développement social. Soucieux de la qualité de vie, de l'environnement, de la culture et des services communautaires, ils inscrivent leurs actions dans une perspective de développement économique et communautaire. Ils contribuent directement au développement de leur milieu par les services qu'ils rendent, les besoins auxquels ils répondent, de même que par les emplois qu'ils créent.

Mais au-delà de son utilité sociale, c'est la pertinence d'un modèle de développement fondé sur l'équité, la solidarité, la démocratie et l'engagement qui a émergé au cours des dernières décennies. De nouvelles entreprises d'économie sociale naissent du désir de «faire autrement». Elles sont portées par des entrepreneurs souscrivant aux mêmes valeurs et qui choisissent, volontairement, d'inscrire leurs actions dans la construction d'une économie plus humaine et plus juste. Que ce soit dans le secteur des nouvelles technologies de l'information et des communications, le multimédia, le tourisme, les services conseils, etc., ces entrepreneurs sont à l'avant-garde. En Outaouais, ils s'appellent 1-20 média, coopérative de travail

spécialisée en prévisualisation 3D, La Filature, offrant un espace de création en arts visuels, ENVOY, organisant des conférences de tout calibre, ou la Coopérative de santé d'Aylmer, qui opère une clinique de santé.

De plus en plus, l'État convient de la pertinence du travail des acteurs pour inscrire leur action dans une perspective de développement durable et socialement responsable. Partenaires de l'État, nous avons pu élaborer ensemble des politiques publiques qui allaient contribuer à accélérer le développement des entreprises d'économie sociale. Le mouvement de l'économie sociale s'est doté d'outils de capitalisation adaptés, des programmes spécifiques et une reconnaissance grandissante du fait que notre économie est plurielle et qu'il est important que chacune de ses composantes ait les moyens d'apporter sa contribution. Bien qu'encore insuffisants, les moyens que nous nous donnons ont grandement contribué au déploiement des initiatives citoyennes. Les défis de la prochaine année sont à la hauteur de la capacité d'innovation des entreprises d'économie sociale. ■■

L'intérêt des français pour les pratiques québécoises de développement social

par Michel Morel

Depuis maintenant plus d'un an, des dirigeants français des Caisses d'Allocations Familiales (Caf) s'intéressent de près aux pratiques québécoises de développement social. Cet intérêt a pris la forme de trois séminaires tenus en sol québécois qui ont permis à plusieurs de ces dirigeants (plus de 60) de rencontrer des intervenants québécois de divers secteurs d'activité, et cela, dans le cadre de séminaires de formation organisés par le Centre national d'études supérieures sur la sécurité sociale (CNESSS), en collaboration avec l'Institut national de santé publique du Québec.

Les Caisses d'Allocations Familiales

En France, 123 Caisses d'Allocations Familiales sont chargées de soutenir les familles par des prestations légales et par l'action sociale familiale.

Les prestations s'articulent autour de trois objectifs :

- Les aides aux familles, c'est-à-dire les prestations familiales (comme les *allocations familiales*, l'*allocation pour jeune enfant*, l'*allocation de présence parentale*, l'*allocation de garde d'enfant à domicile*,...)
- Les aides au logement destinées aux familles et aux personnes isolées (comme l'*aide personnalisée au logement*, l'*allocation de logement à caractère social*, l'*allocation de logement à caractère familial* ou l'*allocation de logement temporaire*,...)
- Les minima sociaux qui couvrent la précarité, le handicap et l'isolement (comme le *revenu minimum d'insertion*, l'*allocation de parent isolé*, l'*allocation aux adultes handicapés*, ou l'*assurance vieillesse des parents au foyer*,...).

Les prestations sont des aides financières versées par les Caf. À l'origine, elles avaient une vocation universelle mais, progressivement, les nouvelles

prestations créées se sont spécialisées et leurs bénéficiaires se sont diversifiés. Ces prestations totalisaient, en 2001, 47,7 milliards d'euros (soit plus de 76 milliards \$) pour un nombre total de 10 191 448 allocataires.

L'action sociale des CAF (qui totalisait, en 2001, 2,4 milliards d'euros, soit près de 4 milliards \$) regroupe divers types d'intervention visant à mettre à la disposition des familles des services et des équipements :

- Soit par une prise en charge du coût de fonctionnement de certains équipements et services comme les crèches (garderies), les centres sociaux, etc.;
- Soit par l'offre directe de services, par exemple celle des travailleurs sociaux;

- Soit par des subventions aux associations qui assurent des services aux familles ou participent à des actions de développement local en partenariat.

C'est dans le cadre de leur mission d'action sociale que se situent leurs interventions en développement social

local. Leur perspective d'action en est une de recherche de moyens d'action pour soutenir les familles dans l'exercice des responsabilités parentales. L'action sociale des Caf prend actuellement diverses formes (voir texte en encadré).

Des séminaires au Québec

Déjà, trois de ces séminaires ont eu lieu, deux en 2003 et un en mai dernier, alors qu'un quatrième est actuellement en préparation.

Au cours de ces séminaires, les délégués français ont l'opportunité de rencontrer différents intervenants : des représentants de ministères et d'organismes publics, de même que des intervenants et organismes locaux ou régionaux. Depuis le début de ces séminaires, les représen-

tants français ont eu la chance de séjourner dans des régions comme Lanaudière, Mauricie et Outaouais, et de pouvoir échanger avec des représentants des organisations locales et régionales.

Lors du prochain séminaire, qui se tiendra en octobre prochain, les représentants des CAF auront l'occasion de séjourner dans la région Centre-du-Québec et d'y rencontrer, encore là, des intervenants impliqués dans le développement social de leurs milieux.

Les entrevues qui suivent témoignent de cet intérêt de nos cousins français pour nos pratiques en développement social. Ces entrevues ont été réalisées en Outaouais, lors du séminaire de mai dernier. ■■■



Michel Morel





Christophe DeMilly, Directeur CAF d'Ille et Vilaine et Directeur de la Fédération bretonne des CAF

BDS : Quel est l'objectif de ce séminaire et quelles sont les personnes ou les organisations qui y participent ?

Les participants sont des représentants de toutes les caisses d'allocations familiales de Bretagne : la CAF de Quimper, la CAF de Brest, la CAF de Saint-Brieuc, la CAF de Vannes et la CAF de Rennes. Pour chaque CAF, on retrouve le président du conseil d'administration, donc le représentant politique de la CAF, il y a aussi le directeur de chaque CAF, donc, je dirais, le pilote technique de la CAF, il y a aussi, à chaque fois, le sous-directeur de l'action sociale de l'organisme qui est la personne qui met en œuvre, sur le terrain, la politique décidée par la CAF. Voilà pour la composition.

L'objectif est pluriel. Premier objectif. Découvrir l'action sociale québécoise. Permettre que les administrateurs, les directeurs de Bretagne puissent prendre connaissance d'actions innovantes menées chez vous, d'actions qui ne se font pas sur la Bretagne pour éventuellement s'en inspirer dans les actions sociales de nos caisses. Donc, en fait, l'objectif de découvertes.

Deuxième objectif : C'est de nous retrouver pour pouvoir nous aider à élaborer notre schéma régional de l'action sociale (qu'on n'appellera pas SRAS, rassurez-vous). Donc, d'être ici et de voir des initiatives québécoises va nous stimuler pour l'écriture de ce nouveau schéma.

Le troisième objectif, c'est de permettre de souder les CAF entre elles et de se fixer des objectifs communs. Mais pour cela, pour construire quelque chose, mais il faut que les CAF entre elles, soient très liées. Je crois que cette aventure au Québec permet de souder comme ça les membres entre eux.

BDS : Vous êtes déjà venu au Québec, l'an dernier, pour un premier séminaire, et vous avez jugé pertinent de revenir avec vos collègues des autres CAF. Pourquoi ? Qu'est-ce que vous avez trouvé au

Québec, qui soit suffisamment intéressant pour organiser ce deuxième séminaire ?

Tout d'abord, je tiens à dire que ce séminaire se fait avec les décideurs politiques et les décideurs administratifs, et cela, avant que nous nous mettions à élaborer notre schéma régional de l'action sociale. Je trouvais très important qu'on découvre des choses en même temps. Actuellement dans les CAF, le directeur qui propose au conseil d'administration telle ou telle orientation et le conseil prend une décision. Là l'idée, c'est de faire en sorte d'associer le conseil au tout début du processus afin qu'ensemble, responsables politiques et administratifs, nous puissions construire la politique d'action sociale.

Alors, pourquoi revenir ? Non, je suis revenu parce que ce que je trouve le plus intéressant, en fait, ce ne sont pas les actions novatrices, ce qui m'intéresse le plus dans votre démarche, c'est la façon de s'approprier l'action sociale, la façon de construire des solutions. Et ça, c'est difficile à expliquer à nos collègues. C'est pour ça qu'on voulait venir ici pour leur permettre de connaître cette façon d'approcher les problèmes, d'être extrêmement pragmatique et surtout de partir des besoins de la famille, des besoins des personnes pour construire l'action sociale et ne pas partir comme on le fait souvent en France des champs respectifs de compétence de nos institutions.

Beaucoup d'initiatives en développement social misent souvent sur une action qui se construit à partir de la base, mais il n'en reste pas moins que l'action « en silo » ou « en tuyau d'orgue » est encore très présente dans nos institutions. L'action intersectorielle n'est pas facile. Une fois de retour en France, quels sont les projets au regard de la réflexion à poursuivre chez vous ?

Dès notre retour, on va se mettre au travail. Il y aura un compte rendu très précis de ce qu'on a vu et entendu pendant le séjour. À

partir de cela, nous allons commencer à réfléchir sur nos différents secteurs d'intervention, petite enfance, parentalité, ... On va réfléchir sur qu'est-ce qu'on fait dans nos CAF depuis de nombreuses années ? Quelles sont nos idées nouvelles ? Qu'est-ce qu'on a vu au Québec et qui puisse nous inspirer ? Et surtout, comment on va construire notre schéma à la fois avec ces idées-là et aussi avec cette approche pragmatique qu'on a découverte au Québec ?



Photo : Mario St-Jean

Christophe DeMilly

J'ai le projet de faire participer largement, à la fois nos partenaires politiques, mais aussi nos partenaires de terrain, ce qui n'est pas l'habitude chez nous. Pour travailler sur le développement social, sur l'animation de la vie sociale, je souhaite qu'on demande aux centres sociaux de chez nous de participer à l'élaboration de notre schéma. Ça, c'est pas gagné d'avance avec les partenaires internes de la CAF, avec nos responsables de services ou autres, parce qu'ils ne sont pas habitués avec une démarche comme celle-là, de quasiment coproduire notre schéma d'action sociale avec des acteurs de terrain, avec les habitants, avec nos partenaires. C'est ça qui est nouveau. Mais pour pouvoir faire ça, il était quasiment indispensable qu'ils voient un petit peu comment ça se passe ailleurs, d'où cette initiative de venir au Québec.

BDS : Et ce schéma régional d'action sociale, comment le voyez-vous ?

D'abord, c'est le premier schéma. Donc, il faut y aller prudemment parce que,

(suite en page 47)



Claude Bigot, Directeur, Centre national d'études supérieures sur la sécurité sociale (France)

Qu'est-ce que le Centre national d'études supérieures sur la sécurité sociale? Quel rôle joue le CNESSS auprès des Caisses d'allocations familiales?

Le CNESSS est une institution qui a été créée dans les années 60 par le gouvernement français pour former les cadres supérieurs des organismes de sécurité sociale. Les caisses d'allocations familiales, les CAF, font partie, bien évidemment, de ces organismes. Actuellement tous les dirigeants des CAF de France ont été formés par le CNESSS. Donc, le CNESSS a une mission de formation, mais également une mission de transmission des valeurs de la sécurité sociale d'une manière générale, de la protection sociale et de tout ce qui concerne les politiques familiales.

Le CNESSS offre la formation initiale des dirigeants, de même que des activités de formation continue. La formation initiale est une formation d'une durée de 18 mois et fournit aux élèves les éléments nécessaires pour assumer les responsabilités de dirigeants. Ce séminaire particulier s'inscrit dans les activités de formation continue. Ces activités visent à permettre à chacun des agents de direction de la sécurité sociale d'avoir un perfectionnement professionnel à l'occasion de différents événements qui peuvent se produire dans sa vie professionnelle. Dans le cadre de cette formation continue, le CNESSS organise des séminaires de perfectionnement, des séminaires de découverte de pratiques existant ailleurs, afin de familiariser les agents de direction des organismes français à d'autres valeurs, pratiques, façons de faire, à d'autres conceptions que celles qui existent actuellement en France. De tels séminaires ont déjà été organisés par le passé, certains avec des pays comme la Suède, plusieurs autres également avec le Québec pour une raison bien simple, c'est qu'il a quand même une grande communauté culturelle entre nos pays. Donc, de pouvoir examiner ce que le Québec fait en matière de protection sociale d'une manière générale, est pour nous toujours enrichissant.

C'est le troisième séminaire organisé en lien avec les CAF. Pour nous, ce troisième séminaire est, en quelque sorte, un aboutissement, parce que ça nous permet de constater qu'effectivement la démarche mise en place est de qualité et répond aux attentes des français qui viennent le suivre. Par ailleurs, il permet aussi de consolider nos liens avec l'INSPQ.

Je suis venu au Québec dans les années 78, lors d'un échange dans le cadre des accords Bourassa/Chirac avec la RAMQ. J'avais découvert un pays que j'ignorais totalement, en dehors de la littérature traditionnelle, Louis Hémon « Quelques arpents de neige », etc. et j'ai découvert un pays étonnant pour le Français moyen que je suis, qui tient à la fois de l'efficacité nord américaine mais également du caractère français, un peu frondeur, un peu délinquant et ce mélange-là est pour moi un mélange particulièrement intéressant. Cette diversité culturelle, dont le Québec fait la synthèse, permet une approche tout à fait novatrice par rapport aux habitudes de pensée que nous avons eues, en France et de manière générale en Europe.

Alors, notre séminaire qui a commencé lundi, moi j'y ai retrouvé en fait tout ce que je venais chercher. C'est-à-dire que cette approche extrêmement pragmatique des problèmes contrairement aux approches plus conceptuelles dans notre approche française est à la fois irritante, dérangeante, mais très efficace et très utile pour nous ramener un peu les pieds sur terre.

Ce que j'ai entendu jusqu'à présent me permet de conforter cette idée qu'en venant au Québec, effectivement, on vient chercher une remise en question de nos façons de faire, une remise en question posi-

tive de nos façons de faire, qui va permettre aux membres du groupe d'avoir une réflexion beaucoup plus concrète sur ce qui est le développement social local.



Photo : Mario St-Jean

Claude Bigot

Une des participantes me disait ce matin que ce qu'elle appréciait dans l'approche québécoise, c'était qu'il y avait une réflexion sur «où aller» et «comment y aller», alors que chez nous, et je pense que c'est une constatation cruelle mais réelle, le développement social on en fait parce que c'est un peu à la mode et parce que c'est une idée qui passe et sur laquelle il faut réfléchir. Donc, je crois que ce séminaire peut permettre aux gens de réfléchir sur le sens général de l'action. Je pense que là déjà, rien que cela, c'est déjà un succès phénoménal. Alors, les pratiques québécoises, je pense, ne pourront qu'être utiles aux caisses d'allocations familiales pour pouvoir effectivement progresser de manière à la fois sérieuse, à la fois réfléchie et surtout à la fois cohérente et positive sur ce qu'est le développement social local. ■■



Photo : Mario St-Jean



Nicole Prud'homme, Présidente, Caisse nationale des allocations familiales (France)

BDS : Quel est, brièvement, le rôle de la Caisse nationale des allocations familiales?

Le rôle de la Caisse nationale des allocations familiales comprend deux parties : un rôle politique et un rôle technique.

Le rôle technique, ce sont tous les services administratifs qui permettent de mettre en œuvre les décisions du conseil d'administration, d'animer le réseau des 123 caisses d'allocations familiales et de diffuser la politique nationale. C'est un secteur très important puisque nous avons à gérer, globalement pour l'ensemble du territoire, 10 millions d'allocataires, dont 6 millions de familles. Nous versons aussi, indépendamment des allocations familiales, des prestations familiales qui sont ou universelles ou sous conditions de ressources. Nous versons aussi, pour le compte de l'État, ce que nous appelons des minima-sociaux : l'allocation adulte handicapé, le revenu minimum d'insertion et le troisième minimal social, c'est ce que nous appelons, l'allocation pour parent isolé. C'est-à-dire que nous avons une prestation particulière pour les mamans qui ont des enfants de moins de 3 ans et qui déclarent être seules avec enfants.

Et l'autre partie, c'est la partie que je qualifierais de politique, a pour objet de se prononcer sur un certain nombre de textes, de projets de loi qui nous sont soumis par le gouvernement. Parfois dans l'un de ces projets de loi, il y a un article qui va concerner la famille, donc nous devons nous prononcer sur ces textes. Nous nous prononçons aussi sur les moyens qui nous sont attribués tous les ans dans le cadre du projet de loi de financement de la sécurité sociale, en sachant qu'au bout, c'est le parlement qui vote les moyens affectés aux caisses d'allocations familiales. Mais nous donnons notre avis.

L'autre composante de ce rôle politique est le fait que nous bâtissons, en quelque sorte, la politique familiale nationale, un peu en partenariat avec l'État. Dans

ce cadre-là, nous nous prononçons sur des textes très spécifiques, qui concernent la politique familiale et que le gouvernement nous soumet.

Alors, le conseil d'administration de la CAF, c'est, si vous voulez, ce lieu où se retrouvent les partenaires sociaux, patronaux et familiaux concernés par la famille puisque nous avons une représentation des unions nationales, des associations familiales. Il y a aussi les représentants des assurés sociaux et du patronat. Nous avons aussi ce que nous appelons les personnalités qualifiées, qui sont des experts disposant de compétences particulières dans le domaine de la famille, et qui sont là, en quelque sorte pour apporter leur expertise, pour éclairer le conseil d'administration ou donner leur avis. C'est là le conseil d'administration qui décide sous les regards, je dirais, de l'État, dont les représentants sont présents mais qui ne prennent pas part au vote.

BDS : Quelles étaient vos attentes à vous en venant ici, au Québec ?

J'avais eu connaissance, mais de manière tout à fait imparfaite et extrêmement superficielle, de ce qui se faisait au Québec en matière de développement social. Je voulais donc voir de plus près ce qu'était le fameux développement social au Québec puisqu'en France, nous avons aussi un débat sur le développement social local. Je voulais voir les choses de manière très concrète et rencontrer les acteurs de ce développement social pour mieux comprendre les mécanismes et les manières dont les choses se mettaient en vol.

Mon deuxième objectif était d'essayer de comprendre ce qui se faisait au Québec et pourquoi cela se faisait. Cela me permettra de mieux me positionner au plan national puisque nous allons bientôt entrer en négociation, entre nous d'abord, puis avec l'État, sur notre action sociale renouvelée dans le cadre du contrat que nous passons tous les 4 ans avec l'État. Or, ce

contrat arrive à expiration, fin 2004. Il nous faut donc bâtir un nouveau contrat, sans pour autant effacer ce que nous avons fait auparavant.

BDS : Qu'est-ce qui vous a le plus surpris dans ce que vous avez vu jusqu'à maintenant ?

Si j'essaie de réfléchir, il y a plusieurs mots qui pourraient caractériser ce qui m'a le plus surpris, c'est une succession de surprises en quelque sorte. Je dirais d'abord, que si je compare aux réunions auxquelles je peux assister chez nous, ce qui me frappe c'est la modestie et la simplicité du propos. Il n'y a pas de jargon. Même aujourd'hui, nous avons entendu un sociologue, c'était un vocabulaire, une expression qui m'étaient accessibles. Trop souvent dans ces milieux dit «de travailleurs sociaux», on tombe dans des milieux extrêmement fermés, avec un vocabulaire tout à fait hermétique à ceux qui ne sont pas spécialisés. Ce qui m'a frappé



Photo : Mario St-Jean

Nicole Prud'homme

ici, chez tous les intervenants, c'est cette absence de pédantisme. Et à partir de là, il m'a semblé aussi, une forme de modestie, une forme de la modestie de la part des acteurs qui sont modestes par rapport à ce qu'ils font, par rapport à leurs attentes, par rapport à leurs résultats.

Ce qui m'a aussi frappé, c'est, pour tous les intervenants, l'énergie et la volonté qu'ils mettaient dans leur action. Ce sont des gens qui croient, c'est aussi un autre mot qui m'a frappé. Ils croient dans ce qu'ils font et ils ont l'espérance d'aboutir. Et enfin, le mot temps. On entend souvent les expressions «il faut donner du temps

au temps», «prendre le temps», «se donner le temps».

Par contre, ce que j'ai moins vu ici, et cela tient probablement à la nature même des projets qui nous ont été présentés, c'est le besoin de s'arrêter, de se dire, est-ce que ce qu'on fait, finalement, va dans le bon sens ? On nous a montré des cheminements, on nous a montré des expériences, mais est-ce qu'on a des temps d'évaluation, des temps d'interrogation pour essayer de remodeler un peu le projet en fonction de la réalité.

BDS : Qu'est-ce qui selon vous, sera utile à la réflexion des CAF ? Quels sont les aspects ou les pratiques ou nos façons de faire ?

Ce qui va probablement être utile à ma réflexion, c'est que je trouve que votre démarche correspond à mes convictions personnelles. C'est-à-dire, qu'en quelque sorte, vous appliquez pleinement le principe de subsidiarité et ce, dans la perspective d'un bien commun. Donc, je trouve que là, nous avons probablement des leçons à prendre. C'est-à-dire que nous, avec nos politiques, je ne dis pas qu'on les plaque sur un territoire, ça serait tout à fait excessif, mais nous arrivons avec nos attendus, et ensuite, on essaie d'emmener les gens à la politique que nous voulons mener. C'est là une logique française parce que nous avons une politique nationale où se retrouvent des attentes gouvernementales.

Je crois qu'il nous faut mettre en place des politiques qui associent davantage, et c'est la grande leçon que je tire de ce que j'ai pu

► ***Ce que je retiens de votre démarche, c'est cet empowerment qui part de la base, un principe de subsidiarité bien appliqué qui permet à chacun d'être debout et d'être finalement maître de son avenir.***

voir au Québec, c'est finalement, ce que vous appelez ces communautés. Leur faire prendre conscience de leur situation et les aider à se prendre en charge, parce que je crois que c'est le but de toute action sociale, les aider à être des hommes debout. Pour les aider à être des hommes debout, il ne faut pas plaquer des politiques. J'ai le sentiment que vous avez parfaitement intériorisé ça, même si vous le dites autrement, enfin c'est ma lecture. Je ne voudrais pas dire que c'est plus facile pour vous que pour nous, mais je veux dire que vous avez quand même ce terreau qui fait que cela vous aide à mieux faire lever la moisson, que l'on pourrait peut-être nous le faire ailleurs. Mais quand même, aujourd'hui nous commençons dans notre action sociale, à beaucoup nous interroger là-dessus. Un simple exemple qui a été difficile à faire comprendre à notre réseau des 123 caisses. Beaucoup d'entre elles avaient, ce que nous appelons, la gestion directe. Plusieurs caisses d'allocations familiales géraient elles-mêmes des crèches, des centres sociaux, des centres de vacances. Or, il y a eu là une décision politique du conseil d'administration, dans le cadre du contrat passé avec l'État, on a dit aux caisses que le rôle des caisses d'allocations familiales n'était pas d'être des gestionnaires de structures, mais d'être plutôt des aidants. Les caisses doivent être des aidants. Et c'est ça aussi qui me frappe dans ce que vous faites. Il faudrait que nous soyons finalement, beaucoup plus des accompagnateurs de projets.

Les caisses l'ont fait parce qu'elles devaient le faire. Mais là, où c'est le plus intéressant, c'est pas quand on doit le faire, mais c'est quand on est convaincu que ce sera meilleur pour les autres. Et beaucoup d'entre elles, maintenant qu'elles l'ont fait, un peu sous la contrainte, s'aperçoivent que c'est mieux parce que ça veut dire que ce sont maintenant des tiers qui se substituent à elles, et ces tiers ce sont, en quelque sorte, ce que vous pourriez appeler des communautés, ce sont des associations qui, finalement, se mettent à gérer des centres sociaux avec la participation des habitants.

Donc, moi ce que je retiens de votre démarche, c'est, comme vous dites, cet empowerment qui part de la base, un principe de subsidiarité bien appliqué qui permet à chacun d'être debout et d'être finalement maître de son avenir. ■■■

Entrevue avec Christophe DeMilly **(suite de la page 44)**

naturellement, les CAF tiennent beaucoup à leur autonomie, elles ne sont pas prêtes à lâcher énormément au profit du régional. Donc, il faut y aller par étape.

Comment je vois le schéma régional d'action sociale? Mon souhait c'est que la Fédération régionale soit le lieu où on puisse faire des actions innovantes, c'est-à-dire, d'un côté, favoriser les actions qui ont vraiment une vocation régionale, travailler avec des associations qui couvrent toute la Bretagne. D'un autre côté, se laisser la possibilité d'expérimenter, de se dire : «Tiens, si on tentait telle expérience?» Donc, faire un peu de la Fédération un laboratoire d'idées sociales. Il faudrait aussi que la Fédération soit un lieu de la réflexion, faire en sorte qu'une fois l'an, on ait un colloque sur un thème précis avec nos partenaires, toujours à l'échelon régional. La région de la Bretagne c'est quand même pas immense, et on peut se donner des outils de réflexion sur l'animation de la vie sociale.

En ce qui concerne les partenaires, on a naturellement, dans chaque département, les conseils généraux comme partenaires politiques, mais on voit poindre maintenant aussi une force régionale, le Conseil régional, qui est une entité politique, et qui a annoncé qu'il souhaitait développer l'action sociale régionale.

BDS : La présidente du conseil d'administration de la Caisse nationale d'allocations familiales participe au séminaire.

Oui, et c'est intéressant pour nous. D'une part, ça conforte la démarche de la Fédération Bretonne, le fait d'avoir la présidente avec nous, nous fait penser que notre initiative mérite de l'intérêt. D'autre part, on ne vit pas en vase clos, si notre travail sur le plan régional pouvait inspirer d'autres régions ou la Caisse nationale, je crois qu'on aurait bien travaillé. ■■■



Jean-Marie Bézard, Plénitudes Prospective et Management

À titre de consultant qui suit la question du développement économique et du développement social un peu partout en Europe, qu'est-ce qui retient votre attention dans ce que vous observez au Québec?

Il y a plusieurs choses qui me frappent quand j'observe le Québec. Venir au Québec, m'aide dans mon action en France à mieux encore comprendre et à mieux faire comprendre que le social ne peut pas être compris et géré comme un simple surplus de l'économie.

Dans notre pays nous vivons en ce moment une crise profonde, une crise des ressources collectives, une crise de l'initiative collective et une crise de la reconnaissance de cette initiative collective, avec, en arrière-plan, la conviction, qui semble évidente, que nous ne pouvons investir dans le social que si l'économique est au rendez-vous. Je pense que cette conception du social à la remorque de l'économique est une conception extrêmement dangereuse parce que nous constatons un peu partout dans le monde, qu'un développement économique uniquement fondé sur des considérations économiques, sans appel au capital social, sans appel à l'action du citoyen, dérive soit, vers un régime totalitaire, soit vers un régime mafieux.

Pour moi, l'intervention sociale, le développement social, est au cœur du développement économique. En travaillant en Afrique, j'ai souvent pu observer que pour passer d'une économie informelle à une économie formelle, il faut en passer certes, par des outils économiques, mais il faut aussi en passer par des outils de développement psychosocial, qui visent à la fois la capacité à faire grandir, à accompagner et à soutenir les porteurs de projets. Et ça, ça suppose de soutenir le milieu dans lequel vivent les porteurs de projets. Pour moi, il n'y a pas du tout opposition entre le social et l'économie. Je dirais que c'est le social qui permet à l'économie de se développer. Ce constat je le fais tous les jours en Europe, dans les entreprises, quel qu'en soit leur taille.

Évidemment, la conception que j'ai de l'économie, à ce moment-là, c'est une économie qui se développe au profit de la totalité des acteurs, de toutes les parties prenantes, pas seulement au profit de quelques acteurs, ça c'est clair.

Une autre chose que je mentionnerais, c'est qu'à chaque fois qu'on a dit à un peuple, au peuple français par exemple : « *Écoutez, il faut d'abord qu'il y ait la croissance et ensuite on investira dans le social* », il n'y a jamais véritablement d'investissement social. Parce que de toute façon, mettre le social à la remorque de la croissance, c'est une pure illusion puisqu'on oublie que le développement au sens global et économique du terme est tributaire du développement social.

Un autre point extrêmement important pour moi, c'est que les outils, les méthodologies, les processus à l'œuvre dans le développement social sont strictement les mêmes que les processus à l'œuvre dans le développement des entreprises. Dans mon métier de consultant, je le constate tous les jours quand je rencontre des dirigeants d'entreprises. C'est exactement les mêmes méthodologies, les mêmes principes. Plus précisément je l'observe dans tout ce qui se rapporte à la construction d'un réseau d'acteurs en vue de mener à bien un projet. Dans tout ce qui concerne le développement d'un leadership. Tout ce qui concerne la mobilisation du milieu dans lequel on vit. On pourrait prendre point par point, ce sont exactement les mêmes méthodes qui sont à l'œuvre et dans le domaine du social et dans le domaine de l'économie. Je donne un exemple : nous avons vu cette semaine des initiatives québécoises en lien avec la question du logement, avec la question de la sécurité alimentaire, de même qu'en lien avec le soutien aux mères défavorisées et vulnérables. Toutes ces initiatives misaient d'abord et avant tout sur les compétences des personnes, parce que ce sont elles qui ont la compétence, l'expertise. Or c'est exactement la même chose quand, dans une en-

treprise, on se retrouve en situation de faire ensemble un diagnostic, ou de procéder à un « *r é i n g - n e e r i n g* » pour renouveler les capacités créatives de l'entreprise ou pour se sortir de difficultés importantes. On se fonde sur la même croyance, le même acte de foi à savoir que chacun là où il est dans l'entreprise a des ressources d'experts, a des capacités de penser en propre.



Photo : Mario St-Jean

Jean-Marie Bézard

Ce que j'essaie de faire, c'est de faire se rencontrer des acteurs économiques et des acteurs sociaux qui, sans le savoir, utilisent les mêmes méthodes, les mêmes processus, en espérant qu'ils se parlent, qu'ils puissent s'enrichir mutuellement et se retrouver, d'une part plus compétents dans leurs propres habilités, mais surtout qu'ils reconnaissent que leur domaine n'exclut pas l'autre. Ils vont finir par se rendre compte que finalement, ils ont des choses à construire ensemble.

Comment voyez-vous la responsabilité sociale de l'entreprise?

Le gros problème, c'est que la tendance naturelle et spontanée de toute entreprise, comme celle de tout être humain, d'ailleurs, c'est de chercher à se débarrasser de ses difficultés. C'est évident, ne nous faisons pas plus saint que nous le sommes, je veux dire que c'est un comportement normal que de chercher à privatiser les profits et à socialiser les risques et les pertes. Il faut quand même le reconnaître. Donc, je dirais que si on veut que l'entreprise accepte sa responsabilité sociale, il faut l'interpeller

(suite en page 50)

Avec les présidents des CAF de Bretagne

*Paul Audren,
président de la Fédération Bretonne des CAF
Jean-Michel Depagne,
président de la CAF de Saint-Brieuc
Françoise Fromageau,
présidente de la CAF de Quimper
Norbert Helluy,
président de la CAF de Vannes
Annick Le Bihan,
vice-présidente de la CAF de Brest
Jean Richard,
président de la CAF de Rennes*

BDS : Quelles étaient vos attentes en venant ici au Québec ? Et quels sont les éléments qui vous ont surpris au cours de ce séminaire ?

Paul Audren, président de la Fédération Bretonne des CAF

Un premier objectif en venant ici était, pour nous, de se retrouver entre nous afin de faire des liens entre les CAF de Bretagne, afin de mieux se connaître et de créer entre nous un climat de confiance pour travailler ensemble.

D'autre part, dans un contexte de préparation d'un futur schéma régional d'action sociale de la Fédération Bretonne des CAF, notre objectif était aussi de voir ce qui se fait chez vous, possiblement pour s'en inspirer, sans pour autant copier littéralement vos pratiques.

Norbert Helluy, président de la CAF de Vannes

Je suis syndicaliste et aussi j'exerce toujours mon métier d'enseignant à mi-temps. Je veux juste insister sur l'objectif interne que Paul mentionnait. Aussi bizarre que cela puisse paraître, nous sommes 5 caisses d'allocations familiales différentes avec, pour chacune, un conseil d'administration, et nous n'avons pas l'occasion de nous rencontrer souvent. Nous avons besoin de nous retrouver, de pouvoir échanger, et ce, dans un lieu neutre.

Quant à l'objectif externe, notre attente

c'était la découverte d'une nouvelle organisation, d'une nouvelle culture, d'une culture totalement différente de la nôtre. En France, la plupart des décisions sont prises par des « technocrates » qui réfléchissent, qui conceptualisent un certain nombre de choses et qui ensuite, les imposent sur le terrain. Alors qu'ici, on voit quelque chose de différent et qui passe notamment par ce que l'on peut appeler les communautés, et ça, pour moi, c'est une découverte, ce que peut être une communauté dans ses liens, dans ses actions, dans ses capacités de proposition.

Françoise Fromageau, présidente de la CAF de Quimper

Dans la vraie vie, je suis médecin gériatre et je travaille beaucoup dans des réseaux gériatologiques. J'avais connu le Québec par le biais justement de l'organisation de son système de soins à domicile concernant les accompagnements de fin de vie et j'étais d'une curiosité extrême de venir voir ce qu'était ce fameux modèle québécois.

Et puis, pour moi, le Québec, c'est la francophonie, c'est la persistance de la langue française dans ce territoire nord américain et j'avais aussi envie de rencontrer cette population, ce peuple qui avait réussi avec des luttes de tous les jours à maintenir cette présence de la langue française dans ce territoire. Pour moi, c'était vraiment important en terme d'identité. Ce sont aussi des choses qui s'intègrent à votre culture et ça participe beaucoup, me semble-t-il, à votre manière de fonctionner.

Jean-Michel Depagne, président de la CAF de Saint-Brieuc

Je suis un cadre commercial de formation. Les éléments qui m'ont agréablement surpris sont la qualité des interventions et des projets présentés jusqu'ici, par des gens, des professionnels qui ont la foi, qui savent faire passer le message avec conviction et persuasion.

Annick Le Bihan, vice-présidente de la CAF de Brest

Je suis infirmière-puéricultrice et je suis responsable des structures petite enfance. Ce qui m'a surpris, c'est la façon de positionner les problèmes et de les résoudre en mettant tous les acteurs au pied d'égalité autour d'une table. Chaque avis est pris en compte. Et il y a aussi une volonté farouche de trouver des solutions aux problèmes en y réfléchissant tous.

Jean Richard, président de la CAF de Rennes

Je crois qu'il y a des mots forts qui ont marqué ce voyage, mais je tiens d'abord à dire que je suis d'accord avec Jean-Michel Depagne sur la qualité des intervenants. Je reviens aux mots forts qui ont été prononcés, des mots comme « communautés », « consortium », « leader ». Ce qui me surprend un petit peu, c'est d'abord qu'ici, contrairement à la France, on semble miser sur les individus, sur ceux qui veulent faire quelque chose.

Françoise Fromageau, présidente de la CAF de Quimper

Il y a 3 choses qui m'ont fortement surpris. D'abord l'intersectorialité. Nous, en France, on parle toujours de transversalité, ce qu'on fait d'ailleurs très rarement, mais ici, je dirais, l'intersectorialité, on la vit. Même s'il existe encore des silos, on voit qu'il y a quand même des choses qui sont mises en route. Et ça m'a vraiment surpris que cette mise en vie de cette transversalité, que nous, en France, on a énormément de difficulté à mettre en place.

La deuxième chose, c'est la rigueur scientifique. Je crois qu'ici au Québec, on réfléchit davantage avant de mettre un projet en route, on se consulte sur la gestion même du projet et sur les critères d'évaluation. Ça, on l'a très bien vu dans plusieurs projets, cette espèce de rigueur qui permet une évaluation dynamique utile pour réajuster l'action. Et ça, je crois qu'on a aussi, chez nous, des cho-

ses à mettre en place autour de cette rencontre entre les praticiens de terrain et les scientifiques.

L'autre élément, c'est la place du citoyen. Je veux dire, il y a quelque chose qui s'appelle le CLSC, que j'ai compris comme le point d'ancrage, le point de rencontre pour tous les problèmes que peuvent rencontrer une famille, une personne. Et ça, ça me paraît très intéressant. Un lieu où le citoyen peut devenir usager de la structure mais, aussi acteur, parce qu'à un moment donné, il peut rentrer dans l'évolution de cette structure-là d'une manière très naturelle. Il a sa place en tant qu'usager, il a un droit de parole.

Norbert Helluy, président de la CAF de Vannes

Parmi les éléments qu'on pourrait essayer de transposer, il y a peut-être le fait de créer les tables de concertation dont on parlait. Ces fameuses tables qui nous permettraient d'associer à la fois, les associations et le citoyen directement, nos municipalités et nos différents élus, chose que nous n'arrivons pas à faire pour l'instant. Et je pense que nous CAF, nous avons cette capacité de le faire et les moyens de le faire. De par l'objet d'action sociale que nous avons, nous som-

mes en mesure de développer un certain champ d'expérimentation au niveau local. Et donc, grâce à cette capacité, je crois que nous pourrions utiliser un certain nombre de choses que nous avons observées lors de ce séminaire.

Jean-Michel Depagne, président de la CAF de Saint-Brieuc

En ce qui me concerne, j'ai retenu quand même la notion de développement social. On en a beaucoup parlé. À chaque réunion, le développement social est revenu, il rassemble les gens. Un objectif pourrait être de développer dans nos caisses cette notion de développement social, avec la Fédération Bretonne des caisses qui en serait le catalyseur en quelque sorte. Mais je souhaiterais quand même, que les caisses puissent faire des échanges et qu'elles puissent garder une certaine autonomie dans leurs réalisations.

Jean Richard, président de la CAF de Rennes

Je ne pense pas qu'il soit possible de transposer chez nous des actions qui se font au Québec. Mais il y a quand même des approches qui m'apparaissent intéressantes. Même si, encore une fois, je suis fier des actions que les CAF développent, je crois qu'on aurait intérêt à s'ins-

pirer de cette manière d'approcher les problèmes qui m'apparaît quelque chose d'assez fondamental, et, nous des CAF, on est sûrement, comme disait Norbert, une institution capable de rassembler des choses.

Françoise Fromageau, présidente de la CAF de Quimper

Je voudrais revenir sur cet état d'esprit, sur cette manière de penser et de communiquer avec autrui. Les tables, c'est un outil, c'est pas une fin en soi. Comment nous, au niveau de la région, on va se positionner sur 2-3 problématiques régionales, c'est ça la vraie question. On a bien vu comment eux abordent les problèmes, comment ils arrivent, même à partir d'un problème qui paraît très spécifique, à élargir la problématique et à élargir même les solutions autour justement d'une zone, d'un cercle beaucoup plus large. En tout cas, que la communauté soit active dans cette résolution de problème et dans cette prise en compte de problème, ça c'est une chose qui m'apparaît importante.

La deuxième chose, c'est la formation des acteurs. On a aussi des questions à se poser autour de la formation de nos collaborateurs. Ça me paraît complètement essentiel. ■■■

Entrevue avec Jean-Marie Bézard (suite de la page 44)

sur ses territoires, c'est-à-dire qu'il faut la ré-affilier dans le milieu local. Les acteurs sociaux doivent donc interpellier les chefs d'entreprise sur ce qu'ils produisent pour voir ce qu'ils peuvent construire en commun dans le milieu.

C'est vrai que ce je dis là est assez aisé dans ce qu'on appelle les PME qui, chez nous en France, sont très fortement insérées dans le milieu local. Dans ces entreprises, la conscience citoyenne du chef d'entreprise est relativement facile à réveiller ou à soutenir. C'est beaucoup plus compliqué quand il s'agit d'entreprises multinationales parce que cela suppose une coordination des interpellations, souvent de la part d'organisations qui se retrouvent dans des pays différents, souvent sur différents continents. Mais là-dessus, je dirais qu'il y a des organisations nationales et internationales qui réfléchissent à ces questions et qui tentent de s'or-

ganiser pour agir ensemble, par delà les pays et les continents. C'est aussi une question dont certains dirigeants d'entreprises internationales, notamment des entreprises au Québec, prennent fortement conscience.

BDS : Et la participation des citoyens ?

Ce qui me ressource profondément au Québec, c'est que vous ne posez pas la question du pourquoi ou de la nécessité de la participation du citoyen. Vous considérez cette question-là comme réglée mais vous vous occupez de la question du comment.

Et, il est vrai qu'à l'heure actuelle, la seule question qui m'intéresse maintenant, c'est la question du comment. J'estime qu'il n'y a pas à débattre de la démocratie représentative versus la démocratie participative. La question centrale pour moi c'est de bien définir les modalités de la partici-

pation pour qu'elle soit effective, au niveau où elle est réellement possible, et pour qu'elle ne soit ni une farce, ni une fuite des responsabilités. C'est pour ça que j'observe d'un œil attentif ce qui se passe au Québec. Est-ce qu'effectivement dans le cours des transformations actuelles, vos élus vont effectivement progresser dans leur implication ? Est-ce qu'ils vont effectivement assumer leur imputabilité sans pour autant déposséder les citoyens de leurs responsabilités ? Je dirais que la réforme québécoise (Loi 34) aura réussi si, comme résultat, on se retrouvait avec, à la fois des élus beaucoup plus impliqués et une société civile toujours aussi présente, voire toujours plus présente. Évidemment, le gouvernement aura échoué s'il reconstitue des féodalités locales. Mais cela c'est aussi une question qui se pose pour nous, en France, dans la recomposition des pouvoirs. ■■■

Cette rubrique vise à faire connaître ce qui se fait dans les localités et les régions en matière de développement social. Le lecteur y trouvera des informations utiles concernant des activités menées dans les milieux. Ces informations nous sont fournies par les instances de concertation régionales en développement social, par les responsables du dossier développement social des Conférences régionales des élus, de même que par les organisations locales elles-mêmes. À cet effet, nous invitons les organisations à nous acheminer les informations relatives à leurs activités, sous forme de brèves nouvelles, à l'adresse : michel.morel@inspq.qc.ca.

GASPÉSIE-ÎLES DE LA MADELEINE

La transition CRCD - CRÉ

La transition CRCD vers la CRÉ s'est bien déroulée. L'ensemble des secteurs socio-économiques ont été conservés. Le mandat de concertation régionale de la CRÉ va se faire de façon sectorielle avec la nomination pour chacun des secteurs d'un mandataire-conseil. Il n'y aura donc plus de commissions ou comités sectoriels sous la coordination de la CRÉ. La concertation sectorielle est la responsabilité du mandataire-conseil. La concertation régionale va se faire également (et surtout) de façon intersectorielle avec la formation de groupes de travail intersectoriels qui devront identifier des enjeux régionaux et préparer le prochain plan quinquennal de développement régional. Ces groupes de travail seront composés d'administrateurs de la CRÉ

et des mandataires-conseils interpellés par les enjeux identifiés (ref.: Développement des infrastructures, formation et qualification de la main d'oeuvre, etc.).

Le mandataire-conseil en développement social, monsieur Gilles Brillant, sera sûrement appelé à siéger sur plusieurs groupes de travail.

Source : Ghislain Anglehart, CRÉ Gaspésie-Les Îles

Pointe-à-la-Croix

Une première au Québec : une entente de collaboration entre une municipalité et un Conseil de bande

La municipalité de Pointe-à-la-Croix et le Conseil de Bande des Micmacs de Listuguj ont signé, le printemps dernier, une entente en matière de développement éco-

nomique, social et culturel. Cette entente vise à «établir un cadre général de relations favorisant l'échange mutuel d'information, la concertation, la conclusion d'ententes particulières sur les différents sujets d'intérêt commun entre les parties, l'élimination des incompréhensions et conflits ou leur résolution par la discussion et la voie pacifique de la compréhension et du respect mutuel» (libellé de l'entente). L'entente, d'une durée de 5 ans, prévoit la mise en place d'un secrétariat commun ainsi que les mécanismes nécessaires pour supporter les différents projets.

Renseignements :

pointe-a-la-croix@globetrotter.net

Source : Claude Audet, directeur général, Pointe-à-la-Croix ■■

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

À Val d'Or, les 15-16-17 septembre 2004, Colloque provincial du Réseau des Villes et villages en santé. L'organisme créé d'abord à Rouyn-Noranda a multiplié son modèle partout en province. Le prochain numéro de BDS présentera un texte sur ce colloque.

Le regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue vient de créer un Réseau de vigilance qui garde le phare allumé en analysant les impacts des mesures gouvernementales sur le développement régional.

On ne saurait trop se féliciter pour la créa-

tion de l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue qui collige toutes les données concernant le développement de la région. L'observatoire fait paraître un bulletin mensuel sur divers sujets qui servent de base aux questionnements que tous les décideurs se posent avant de passer à l'action. C'est un outil majeur en développement social.

Renseignements : Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue (819) 762-0774.

Mentionnons également la création de l'Université du troisième âge, qui prend nom, ici, du Réseau libre savoir. Mis sur

pied par la Table régionale des personnes âgées, cet organisme à but non lucratif a un modèle de fonctionnement unique. Plus de 600 aînés se rencontrent via les formations offertes partout en région. La base fondamentale de cette pédagogie est d'apprendre dans le plaisir. Le réseautage des aînés autour des sujets qui les passionnent combat l'isolement et la morosité.

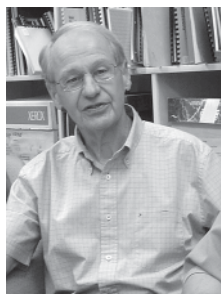
Renseignements :

Fernand Bellehumeur 819-768-2793

Source : Margot Lemire, CRÉ Abitibi-Témiscamingue ■■

La Conférence régionale des Élus de la Côte-Nord a franchi récemment une séquence importante dans son engagement en matière de développement social et développement des communautés.

En juin dernier, son conseil d'administration mettait en place un chantier *Développement social*, dont la présidence a été confiée à M. Yvon Caouette. Fort de son expérience comme membre du Conseil de la santé et du bien-être, M. Caouette était déjà au boulot le printemps dernier, ayant accompagné la création du Réseau des partenaires du développement social et du développement des communautés de la Côte-Nord. «*Je me vois maintenant comme un promoteur en matière de développement social et un motivateur qui puise son énergie chez les partenaires, réels maîtres d'oeuvre du développement social*», a-t-il confié récemment dans le cadre d'une session de travail.



Yvon Caouette

Un plan d'action quinquennal (2004-2009) est en voie d'élaboration pour adoption formelle dans les prochains jours. Précisons que les vingt (20) membres, à ce jour, du Réseau des partenaires considèrent primordial de conscientiser les divers intervenants économiques et sociaux, organismes, entreprises ou personnes clés, des multiples facettes du développement social et de l'impact du développement des communautés sur le développement strictement économique. Selon les propos de monsieur Caouette, «*les citoyens et les citoyennes de la Côte-Nord sont capables de relever le défi d'un développement régional caractérisé par un juste équilibre entre les cibles de développement économique et les cibles de développement social; l'un épaulant l'autre*».

Cette dynamique régionale montante est solidement appuyée par une entente

administrative entre la CRÉ et l'Agence de développement des réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de la Côte-Nord. L'embauche d'une personne-ressource, l'accès à des services de recherche et les moyens financiers pour réaliser les activités prévues sont donc assurés par ce partenariat.

CENTRE-DU-QUÉBEC

Entente spécifique en développement social

La démarche en développement social au Centre-du-Québec est en place depuis 2001. Plusieurs partenaires membres du Comité régional en développement social (CRDS) ont contribué à soutenir celle-ci entre autres par des contributions financières annuelles sous forme d'ententes de collaboration. Ces partenaires étant le Conseil régional de développement et de concertation, la Régie régionale, la Sécurité du revenu, Emploi-Québec, OPHQ, Centraide et l'UQTR. Cette façon de fonctionner a permis l'embauche d'une ressource humaine pour soutenir les travaux du CRDS.

Au cours de la dernière année, malgré les transformations structurelles en cours, une réflexion des membres du comité régional a mis en évidence qu'il fallait se donner de la perspective dans l'action en permettant de mettre de l'avant un plan d'action triennal. Tous les partenaires financiers, sauf Emploi-Québec ont accepté de modifier l'approche en optant pour une entente spécifique de trois ans afin de supporter l'actualisation du plan d'action et la démarche régionale en développement social. Celle-ci sera signée sous peu. Elle couvre six axes de développement (plan d'action triennal 2004-2007) qui sont : l'intersectorialité, la connaissance, la mobilisation, les communications, le fonctionnement du CRDS et le rayonnement de la démarche en région et hors région.

Fonds régional de soutien à la réflexion et à l'action en développement social (FRDS)

Mis en place en janvier 2004, le Fonds de soutien veut enclencher ou dynamiser la

Quant aux liens nécessaires entre les instances régionales et locales, ils seront développés par la création de comités sur les territoires des cinq (5) MRC et en Basse Côte-Nord.

Renseignements : Jude Brousseau, conseiller en développement social (judebrousseau@cgcable.ca) ■■■

concertation en matière de développement social en supportant financièrement les démarches ou les projets intersectoriels intervenant prioritairement auprès des groupes vulnérables, des territoires défavorisés désireux d'améliorer leurs conditions de vie ou modes de vie

L'intervention financière du Fonds de soutien s'articule autour de trois volets d'intervention intersectorielle afin de pouvoir améliorer les conditions de vie des groupes vulnérables et des territoires défavorisés. Ces volets couvrent la définition d'une problématique de développement social, la mise en œuvre d'un projet ou d'une démarche de même que le soutien à l'animation d'une démarche. À ce jour, le comité d'attribution a accepté de soutenir 7 projets, totalisant plus de 100 000 \$.

Délégation française au Centre du Québec

Les 4, 5 et 6 octobre prochains, la région du Centre-du-Québec sera l'hôte d'une délégation française dans le cadre d'un Séminaire organisé conjointement par l'Institut national de la santé publique du Québec et la Direction de la formation continue du centre national d'Études supérieures de sécurité sociale (France). Ces délégués s'intéressent particulièrement aux démarches, initiatives touchant le secteur de l'enfance et la famille, aux rôles et responsabilités des élus via les municipalités en matière de soutien à la famille. Une programmation est en voie d'être complétée et il est déjà possible d'affirmer que les intervenantes, intervenants et élus ont répondu avec enthousiasme à l'invitation de participer à des panels et présentations. ■■■

Campagne d'appui au logement social et à l'habitation dans Lanaudière

Pour bien des citoyens, la région de Lanaudière semble connaître une situation d'habitation enviable. Pourtant, entre le développement des quartiers résidentiels de sa région (L'Assomption, Les Moulins et Joliette) et la quantité de sites de villégiature au « nord » (Matawinie, D'Autray, Montcalm), la région de Lanaudière cache une problématique d'habitation importante pour une grande partie de ses ménages à faible revenu.

- Près de 16 000 ménages consacrent plus de la moitié de leurs revenus pour se loger ;
- Près de 33 000 ménages en consacrent plus de 30 % ;
- La proportion de ménages locataires dont le taux d'effort dépasse 30% est un des plus élevés au Québec. Les locataires des MRC de Montcalm et



pour leur santé, notamment dans les résidences secondaires converties en résidences permanentes ;

- Le taux d'inoccupation de logements locatifs est inférieur à 1 % dans les trois agglomérations plus urbanisées situées dans les MRC de Joliette, Les Moulins et L'Assomption. Une situa-

tion comparable à celles de Montréal et de Québec ;

- La demande de logements sociaux est élevée, caractérisée par de longues listes d'attente et la stabilité des résidents actuels.

Malgré un état de grande pauvreté vécu par plusieurs de ses citoyens, la région de Lanaudière souffre d'un écart dans l'utilisation des programmes d'aide gouvernementale à l'habitation. Lanaudière se situe même au dernier rang des régions du Québec si on compare le ratio entre le pourcentage de population du Québec qui y réside et la proportion des programmes d'aide gouvernementale à l'habitation qui y est apportée.

Face à cette situation, la Table des partenaires du développement social de Lanaudière, par l'entremise du Comité stratégique en habitation et en loge-

ment social, a décidé de lancer une campagne de sensibilisation et d'appui à l'habitation sociale. Pour en savoir davantage, on peut consulter le site internet de la Table des partenaires ou téléphoner à Chantal Lalonde au (450) 759-9944.

Pour faire de Lanaudière une région bien logée, appuyez le développement de l'habitation sociale dans Lanaudière

Pour la majorité des citoyens, la région de Lanaudière connaît une situation d'habitation enviable. Pourtant, entre le développement des quartiers résidentiels de sa région Sud et la quantité de sites de villégiature au Nord, la région cache une problématique importante de logement pour une grande partie de ses ménages à faible revenu. Nous vous invitons à signer la pétition en cliquant sur le lien suivant: <http://www.tpdsl.org>. TPDSL vous remercie de votre participation à notre campagne d'appui. ■■■



- de Matawinie sont les plus touchés ;
- Les ménages propriétaires à faible revenu font face à une détérioration importante de leur résidence, sans ressource pour la pallier, faisant face ainsi à un accroissement des risques

ESTRIE

Partenaires dans l'action! Colloque estrien sur le Développement des communautés

Le 11 novembre prochain, au Centre d'art Orford, se tiendra un important colloque organisé par la Conférence des CLSC-CHSLD de l'Estrie, la Table des CLD, les CDC, l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux, la Table des commissions scolaires, Emploi-Québec (Estrie), la SADC/CAE, la Table des MRC et la Conférence régionale des Élus de l'Estrie. Le colloque entend réunir les représentants des différents acteurs locaux et régionaux et leur permettre de réfléchir ensemble sur les enjeux de développement de leurs milieux. Pour information : Normand Lafortune, (819) 565-5370, poste 2532 ■■■

MAURICIE

Une initiative du Comité de développement social des Chenaux : Journée de formation sur le développement local

Depuis la naissance de la MRC des Chenaux et la mise en place du CLD les termes de développement économique, développement social, développement communautaire et développement durable sont entrés dans le vocabulaire quotidien des acteurs sociaux et de nos institutions locales. Comment s'y retrouver dans tout ce vocabulaire relativement nouveau ?

Pour répondre à la demande de plusieurs intervenants et intervenantes du milieu, les responsables du *Comité de développement social des Chenaux* ont pris l'initiative d'organiser une journée d'échange et de formation sur le développement local. La rencontre devrait avoir lieu en novembre prochain. Les organisateurs souhaitent que les leaders sociaux, économiques et politiques du milieu profiteront de cette occasion de partage et de réflexion qui pourrait conduire au partage d'une vision commune sur les axes de développement à privilégier pour le développement de la MRC des Chenaux.

Présidé par Mme Marie-Andrée Lebel, secrétaire-trésorière de l'entreprise d'économie sociale Les Rapaillages/Meubles Marithé, le Comité de développement social regroupe plus d'une vingtaine d'organismes communautaires et institutionnels qui ont la caractéristique commune d'œuvrer dans le territoire de la MRC des Chenaux et de s'intéresser au développement de la qualité de vie des résidents et résidentes de ce territoire.

Le comité de développement de la communauté de Shawinigan : Journée Solidarité, le 6 octobre 2004.

Le comité de développement de la communauté de Shawinigan invite ses partenaires, collaborateurs et collaboratrices de tous les secteurs à une Journée Solidarité, le 6 octobre 2004. L'événement vise à permettre aux participants de partager leur vision et leurs préoccupations sur les stratégies de développement social. Sont invités

à participer : les représentants du milieu communautaire, les décideurs des milieux institutionnels (Éducation, Santé, Emploi,...), de même que des représentants des milieux politiques des paliers municipal et provincial.

Au programme : présentations d'actions locales déjà empreintes de succès en matière de développement social, présentation d'un portrait global de la communauté, une discussion sur les orientations et les enjeux qui touchent la communauté à court et moyen terme. Pour information : Lucie Carrier, Coordinatrice du comité de développement de la communauté, Téléphone : (819) 539-0306

Le service Covoiturage Des Chenaux, une autre initiative du Comité de développement social des Chenaux

À compter du 20 septembre prochain un nouveau service sera offert à la population de la MRC des Chenaux : le service Covoiturage des Chenaux. Fruit d'une collaboration des nombreux partenaires du comité «Transport collectif» affilié au Comité de développement social Des Chenaux, le projet-pilote vise à faciliter le transport des personnes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire.

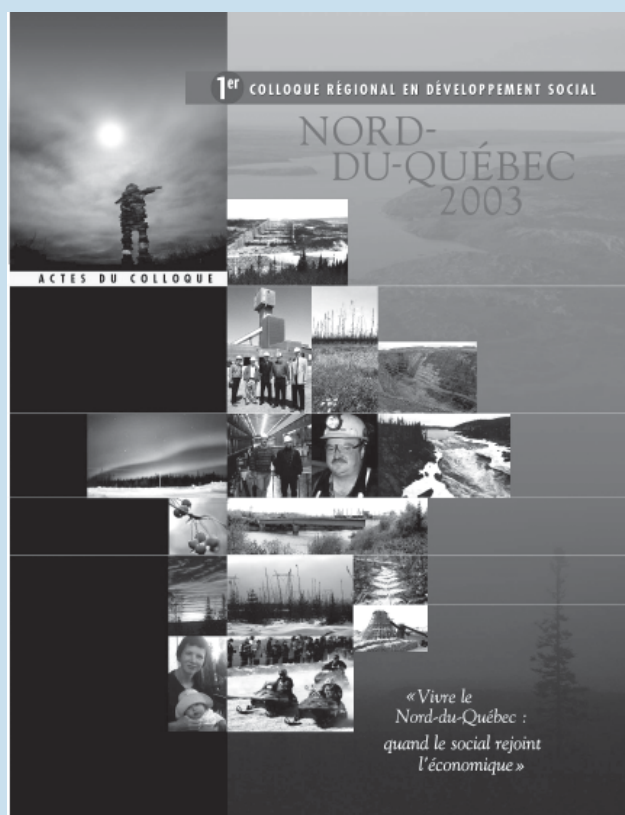
Renseignements :

www.covoituragedeschenaux.qc.ca

Source : Annie St-Onge, Covoiturage Des Chenaux, (418) 362-2134 ■■■

NORD-DU-QUÉBEC

Les actes du 1^{er} Colloque régional en développement social qui a eu lieu à Lebel-sur-Quévillon les 5 et 6 novembre 2003 sous le thème *Vivre le Nord-du-Québec: quand le social rejoint l'économique* sont maintenant disponibles auprès de la Table régionale des organismes communautaires Nord-du-Québec (TROC-10). Pour vous procurer une copie, nous vous invitons à communiquer avec Madame Carole Boucher au (819) 755-2592 ou par courriel: troc10.lebel@lino.com ■■■



Travailler avec Bourdieu¹

On doit à Pierre Bourdieu une acception de la notion de capital social qui est presqu   à l'opposé de celle largement diffusée au Québec par Jean-Pierre Bélanger, Robert Sullivan et Benoît Sévigny dont le livre éponyme est lui-même directement inspiré des travaux des américains James Coleman, Robert Putman et Francis Fukuyama.

Suivant Bourdieu, le capital social n'est pas une ressource collective. Cela n'a rien à voir avec le nombre d'organismes communautaires présents dans tel ou tel quartier ou avec le fait d'appartenir à une ligue de quilles. Le capital social n'est pas non plus une sorte de trait commun qui fait qu'un ensemble d'acteurs ont confiance en eux, se distinguant ainsi par leur volonté d'entreprendre et leur dynamisme collectif. Selon Bourdieu, le capital social est moins un ensemble de biens sociaux disponibles dans une communauté quelconque qu'un outil de domination, une capacité de mettre à profit ses contacts et son réseau personnel, un pouvoir d'influence permettant à des individus ou à des groupes sociaux de s'appropri  r en plus ou moins grande partie la richesse produite sur un territoire donné. Le capital social est donc moins un patrimoine communautaire qu'un processus permanent inscrit au cœur d'un système de rapports de force lui-même capable d'exclure des individus autant que d'en favoriser d'autres.

On le devine aisément, selon les auteurs à qui l'on se réfère, on ne sera pas enclin à voir ou à pratiquer de la même façon le développement social. Les adeptes de l'  cole américaine, dans le cas de la lutte contre la pauvreté par exemple, chercheront à doter les communautés de nombreuses ressources publiques, à encourager les gens à participer à des activités de groupe ou à favoriser le sentiment d'appartenance à leur milieu, cela en oeuvrant de manière

consensuelle, en adoptant des approches consultatives et respectueuses de l'ordre établi. Les personnes s'inspirant de Bourdieu verront la chose autrement. Elles chercheront à accélérer le changement social, estimant qu'il est avant tout nécessaire de développer dans les milieux défavorisés un certain sens critique, une disposition durable, apte à faire prendre conscience aux plus démunis de leur situation de dominés, les incitant à construire une force de mobilisation destinée à renverser en leur faveur les rapports de domination qui les excluent des emplois rémunérateurs ou qui les confinent tout simplement à l'isolement ou à l'inutilité sociale. Les premiers privilégieront une démarche plus conciliante, voire accommodante, les autres exploreront des voies plus militantes. L'idée ici n'est pas de faire valoir la supériorité d'une approche sur l'autre. Elle consiste plutôt à illustrer l'importance de la théorie dans la conduite de l'action.

Voilà sans doute le principal mérite de *Travailler avec Bourdieu*. C'est de montrer comment la transformation du monde est indissociable de la réflexion et du point de vue adoptés sur la réalité.



Réal Boisvert

Travailler avec Bourdieu est un ouvrage collectif qui rassemble les contributions de nombreux collaborateurs de Pierre Bourdieu, décédé en 2001. Voilà autant d'universitaires ou de chercheurs qui ont côtoyé la pensée du plus brillant sociologue de son temps. Ils témoignent à tour de rôle de leur dette intellectuelle envers lui, mais aussi de leurs différends, de leur joie et de leur peine à le fréquenter, de leur admiration devant son inlassable sens critique.

Tous s'entendent pour souligner le fait que, avant tout, Pierre Bourdieu est l'auteur d'une œuvre théorique magistrale.    ce sujet, notons son apport à la compréhension des rapports de domination entre les classes sociales en général ou de la reproduction de la misère sociale en particulier. Par exemple, évoquons ici avec Luc Boltanski (p.153-163), le concept central d'*habitus* qui permet d'expliquer comment les plus démunis produisent eux-mêmes, par des dispositions apprises, les schèmes générateurs de leur domination. Sur le même plan, la notion de *violence symbolique* fait la lumière, rappelle Emmanuel Théry (p. 299-305), sur les mécanismes en apparence naturels qui fondent l'hégémonie de l'économie sur le social, du distingué sur le vulgaire, du savant sur le commun, cela par le biais cette fois de cette logique inversée voulant que la reconnaissance accordée au pouvoir en



place témoigne toujours d'une méconnaissance du processus social qui transpose un arbitraire en fait de droit. Et ainsi de suite, l'espace manque pour parler d'autres figures conceptuelles majeures comme celles de *marché des biens symboliques*, d'*autonomie relative et de champ d'intervention*, de *théorie de la pratique*... Renvoyons le lecteur à des livres incontournables comme *les Héritiers*, *le Métier de sociologue*, *la Reproduction*, *la Distinction*...

Bourdieu n'était pas qu'un grand théoricien. Il aura aussi tenu à rompre avec l'exercice désincarné de la réflexion pour la réflexion. Il fut de tous les combats, sur le terrain, en Algérie, dans la rue, dans les banlieues, sur les barricades pour dénoncer l'emprise des marchés et l'illogisme économique du tout à l'économie. Ce qui explique en partie les distances prises à son égard par son collègue de la première heure Jean-Claude Passeron dont le témoignage, *Mort d'un ami, disparition d'un penseur*, lui reproche d'avoir parfois mis en suspens certaines considérations heuristiques pour répondre aux urgences de l'action militante.

Travailler avec Bourdieu n'était pas en effet de tout repos, certains lui accolant l'étiquette de *bourdivin* tant il ferraillait dur avec ceux qui s'opposaient à lui. Cela a mené dans certains cas à des ruptures. Mais pour l'essentiel et pour la plupart de ceux qui l'ont côtoyé c'était apprendre à se défier des illusions de la pensée spontanée tout en maintenant les exigences d'une pensée critique et compréhensive (Stéphane Beaud et Michel Pialoux, p. 117), c'était aussi maintenir un dialogue oral continu où les paroles ne s'envolent pas, où les termes et les thèmes sont réexplorés sans fin jusqu'à ce qu'on parvienne soit à une compréhension commune des désaccords, soit à un accord (Pierre Encrevé, p.266).

Travailler avec Bourdieu a été un privilège que peu de Québécois ont connu (Marcel Fournier de L'Université de Montréal fut l'un de ses élèves). Mais le lire est à la portée de tous. En particulier à nous qui intervenons en développement social. Son œuvre est indispensable pour se convaincre que la domination de l'économique sur le social n'est pas une fatalité,

que nos approches visant à lutte contre la pauvreté consistent parfois à la reproduire, que certains parmi nous, naïvement bien sûr, si désireux de soulager la *misère du monde*, accroissent autant ce faisant leur capital social qu'ils font pro-

gresser les intérêts de ceux au nom de qui ils militent... Bonne lecture ! ■■■

1 sous la direction de Pierre Encrevé et Rose-Marie Lagrave, Éditions Flammarion, 2003, 364 pages.

NOUVELLES BRÈVES

Des statistiques intéressantes sur le site internet du Conseil du statut de la femme

Le Conseil du statut de la femme (CSF) vient de mettre en ligne sur son site Internet une série de données nationales et régionales permettant de mesurer la situation des femmes ainsi que leur participation au développement.

En constante évolution, la section « statistiques », accessible à partir de la page d'accueil, comporte déjà de nombreuses données nationales, ventilées selon le sexe, structurée selon huit grands secteurs : démographie, situation domestique, emploi du temps et loisirs, participation au pouvoir, travail, revenus, santé et éducation. On y retrouve également une foule de données pour chacune des 17 régions administratives du Québec, réparties dans cinq domaines, soit la démographie, la situation domestique, le travail, l'éducation et le revenu.

Voici des exemples de données disponibles : la population immigrée, selon le sexe, pour l'ensemble du Québec et chacune des régions (2001), le taux de fécondité selon le groupe d'âge et indices globaux, par région métropolitaine de recensement, au Québec (1991-2002), les familles avec enfants selon la structure et le nombre d'enfants de moins de 25 ans, au Québec (1951-2001), la présence des femmes à l'Assemblée nationale du Québec (élections générales de 1962 à 2003), la population active selon le genre de compétence et le sexe, etc..

Regroupées sur le site du CSF, ces informations ont l'avantage d'être facilement accessibles alors qu'auparavant elles étaient disséminées dans les différentes publications du Conseil ou sur les sites de différents ministères et organismes.

Certaines données présentées sont compilées par le Conseil ou, encore, par différents organismes, à la demande du CSF. D'autres sont disponibles sur les sites Internet de plusieurs partenaires. Outre l'Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada, plusieurs autres sources sont utilisées : le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, le ministère de la Culture et des Communications, Élection Canada, la Chambre des Commu-

nes, le ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir, le Directeur général des élections, le ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, le ministère des Finances, le ministère de la Santé et des Services sociaux, la Régie de l'assurance-maladie, le ministère de la Sécurité publique et le ministère de l'Éducation.

Rappelons que, partenaire de la Banque de données des statistiques officielles sur le Québec, le CSF est appelé à verser ses statistiques originales à la BDSO.

Renseignements : www.csf.gouv.qc.ca ■■■



Partenariat entre l'Institut national de santé publique du Québec et le Centre national d'études supérieures de sécurité sociale

par Hélène Valentini, Institut national de santé publique du Québec

Depuis plusieurs années, les échanges se sont multipliés entre le Québec et la France dans le domaine du développement social. Des séminaires organisés au Québec par Michel Morel, avec la collaboration de nombreux partenaires, ont permis à de nombreux professionnels et cadres de caisses d'allocation familiales (CAF) de diverses régions de France de prendre connaissance de nos pratiques en développement social et en développement local. Du côté québécois, plusieurs professionnels ont également traversé l'Atlantique pour s'enrichir des conceptions et approches françaises, participant à plusieurs colloques.

Le dernier séminaire au titre stimulant « *Le développement local, quelles initiatives des acteurs communautaires, quelle dynamique territoriale dans le champ du social* » qui s'est tenu à Québec en mai 2004 a été l'occasion d'un important rapprochement entre les dirigeants de l'Institut et ceux du CNESS. Ces deux organisations voyant l'intérêt mutuel de structurer davantage leur collaboration ont décidé d'un accord de partenariat sur une période de trois ans, bien sûr renouvelable. Au cœur de cette entente sont prévus d'autres séminaires de formation au Québec, des missions exploratoires d'étude en France, un colloque franco-québécois, dans le cadre des journées annuelles de santé publique en octobre 2005, consacré au soutien à la parentalité.

L'INSPOQ et le CNESS s'engagent également à faciliter les échanges entre les réseaux d'enseignants, d'intervenants et de conférenciers dans les domaines de la sécurité sociale, de la santé publique et du développement social de chacune des parties. Ils constitueront pour ces réseaux un relais et des interfaces. Échange d'articles également, dans les revues de cha-

cun des organismes, « Le développement social » au Québec ou « Regard » pour la France. Enfin, le CNESS se dit prêt à accueillir dans le cadre du cycle d'études spécialisées en gestion des organismes sociaux des représentants québécois pour un cycle de perfectionnement de 6 mois qui s'adresse aux cadres étrangers francophones. Un menu très riche et copieux qui stimule les papilles gustatives.

Mais qui est donc le CNESS qui vient de signer cette entente et quel est son intérêt en développement? Cette organisation est responsable de la formation des dirigeants des différentes institutions françaises intervenant en sécurité sociale, ce qui comprend tout d'abord les réseaux des services sociaux, ceux de la santé et du soutien aux familles. C'est dans le cadre d'une formation continue à l'intention de cadres de caisses d'allocations familiales que le CNESS s'est envolé pour la première fois au Québec en 2002. Nos façons de faire à partir d'une stratégie de développement local pour s'attaquer à l'amélioration des conditions de vie, la lutte contre la pauvreté, le soutien aux familles, la dynamique relationnelle québécoise institutionnelle - communautaire les intéressent vivement.

Qu'avons-nous à apprendre de l'expérience française dans le domaine? D'ici la fin de l'année, la caisse nationale d'allocation familiale se dotera d'orientations en matière de développement local qui seront progressivement mises en œuvre



Hélène Valentini

régionalement par les CAF. Comment se fera le passage de la théorie à l'action? Comment appliqueront-ils cette stratégie à la problématique du soutien aux familles? Là encore, il y a de quoi émoustiller les papilles gustatives des québécoises et québécois engagés en développement social.

Au delà d'un programme de travail, c'est toute une dynamique et une relation qui s'installent, avec l'entente de partenariat CNESS - INSPOQ, dans la durée et construite sur des bases solides d'expériences fructueuses. À suivre. ■■■

L'OBSERVATOIRE EN ÉCONOMIE SOCIALE ET EN DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Qu'est-ce que l'économie sociale et le développement régional? Où trouver les nouveautés et la documentation en la matière? Quels sont les événements en cours et à venir? Accessible pour tous, l'Observatoire en économie sociale et en développement régional est le lieu de référence par excellence pour s'alimenter et échanger sur l'évolution de ces pôles en effervescence en Outaouais, au Québec et dans le monde. Centré sur les travaux de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) de l'UQO, l'Observatoire mise également sur les expériences innovatrices dans ces domaines et met à la disposition des internautes, une panoplie de publications en ligne. À voir!

Pour plus d'information:
<http://www.uqo.ca/observer>
crdc2@uqo.ca ■■■

Actions Jeunes Citoyens

UN ÉVÉNEMENT INTERNATIONAL SUR LA CITOYENNETÉ ENGAGE LA JEUNESSE ACTIVE

par Sarah Girouard

Sujet intemporel, la citoyenneté a mûri dans les esprits des grands philosophes d'hier comme des penseurs modernes. Grand enjeu de société, la citoyenneté permet d'agir en tant qu'individu conscient au sein d'une collectivité. Toutefois, elle demeure fragile car dépendante de la volonté de tous et chacun. Si autrefois il était plus simple de définir la citoyenneté, il n'est plus de même aujourd'hui. Jadis, elle était régie par différents cadres stricts, la religion par exemple. Actuellement, l'engagement citoyen se vit d'autant de façons qu'il y a d'humains sur la planète.



De plus en plus, les jeunes adultes réalisent l'importance d'être citoyens ac-

tifs. Ils comprennent qu'ils ont la responsabilité, le devoir même, de prendre leur société en main. Nombreux sont les projets d'engagement conçus par des gens soucieux du bien-être d'autrui et de leur communauté. Les actions concrètes mises de l'avant par certains sont justes et originales, mais passent souvent inaperçues.

Montréal

Dans le but de promouvoir l'engagement citoyen des jeunes d'aujourd'hui, l'événement **Actions Jeunes Citoyens** réunira quelques 150 participants de 18 à 30 ans issus des pays de la francophonie. À Montréal, du 2 au 10 octobre prochain, ils auront l'opportunité de dévoiler leurs projets et leurs idées,



d'échanger, de débattre et de se concerter. Les participants rédigeront des recommandations qui seront présentées lors d'une session extraordinaire du Conseil jeunesse international à

l'hôtel de ville en présence du maire, Gérald Tremblay. Les informations et les modalités de participation se trouvent au www.ville.montreal.qc.ca/ajc. Organisé conjointement par l'Agence Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse, le Conseil jeunesse de la Ville de Montréal et l'Office franco-québécois pour la jeunesse, **Actions Jeunes Citoyens** représente un beau défi pour tous ceux et celles qui ont leur société et son avenir à cœur. ■■■

Des services de garde pour tous! Un enjeu pour le 21^e siècle

UNE CONFÉRENCE NATIONALE SUR LES POLITIQUES ET LES PRIORITÉS DES SERVICES DE GARDE AU CANADA

Du 12 au 14 novembre à Winnipeg, Manitoba

L'inscription à l'avance se termine le 17 septembre 2004

La promesse faite par le Premier ministre le soir des élections, de bâtir un régime national de services de garde et éducatifs, a créé l'occasion d'influencer l'issue de cette question d'ordre crucial pour les familles canadiennes.

Le Conseil canadien de développement social est l'hôte de la première conférence d'envergure nationale en deux décennies portant sur les politiques des services de garde. C'est une occasion unique et stratégique de faire une différence.

Venez vous joindre au CCDS, aux députés, sénateurs, représentants provinciaux et municipaux, universitaires, membres des médias, activistes et professionnels du secteur pour trois jours de discussion animée et de débats – faites partie du processus de décision en politiques publiques!

Pour d'autres informations, visitez le site de la conférence à www.ccsd.ca/subsites/childcare/f/.

Ou encore, appelez Golden Planners à (613) 241-9333.



Le développement des communautés : l'importance de réfléchir ensemble sur les conditions

par Pierre-André Tremblay, Ph.D., Département des sciences humaines, Université du Québec à Chicoutimi

Juin 2004 : un premier colloque sur la question de la résilience

Le premier juin 2004 s'est tenu à l'Université du Québec à Chicoutimi un colloque intitulé « *Se donner du pouvoir : journée de réflexion sur la résilience des communautés* ». Il a réuni pendant une journée plus de soixante personnes provenant d'un peu partout au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Il était organisé par le Regroupement Régional en Développement Social 02, l'Alliance de Recherche Universités-Communautés en économie sociale de l'UQAC et la Société d'Intervention urbaine Chicoutimi-Jonquière.

Les organisateurs ont défini la résilience comme « la capacité intrinsèque des communautés à retrouver un état d'équilibre – soit leur état initial, soit un nouvel équilibre – qui leur permette de fonctionner après un désastre ou en présence d'un stress continu ». La résilience se caractérise donc par un système complexe en mouvement dans la recherche d'un équilibre plus ou moins fragile. La forme que celle-ci prend reste à déterminer à partir de la « capacité de résister et de se construire en dépit des circonstances adverses » (ces citations sont tirées de la revue *L'Agora*, Vol. 7 N.1 disponible sur le site www.agora.qc.ca).

Le sujet est d'actualité lorsque l'on sait que la population du Saguenay-Lac-Saint-Jean fait face à des difficultés importantes : fermetures d'usine, baisse démographique, fermeture d'écoles, sans oublier la restructuration de l'État québécois et les effets de la globalisation. Il semblait donc opportun de réfléchir sur ce qui fait la vitalité d'une communauté face à l'adversité.

Les participants ont partagé avec des acteurs du développement et des citoyens de la région leurs réflexions sur des initiatives visant à contrer cette déstructuration et identifier comment le développement (social et économique) peut être porteur de changement. Les at-

liers ont mis l'accent sur l'importance d'avoir des perspectives claires et compréhensives, mais surtout de se donner des ressources organisationnelles pour faire valoir la place de la société civile. La nécessité d'imaginer et d'innover est évidente, dans un contexte où les leaders en place se contentent trop souvent de proposer de vieilles solutions. Le thème de la solidarité est aussi ressorti avec force afin de dépasser les divisions entre secteurs, localités et sous-régions. De même, le besoin de convergence entre le social et l'économique a été fréquemment énoncé. Le Saguenay-Lac-Saint-Jean, comme beaucoup d'autres régions, voit en effet s'élargir le gouffre entre un petit nombre de grandes entreprises participant à une dynamique mondiale, mais offrant un nombre de plus en plus restreint d'emplois, et la masse de la population, souvent confrontée à la précarité et à la dégradation de ses conditions de vie et de travail. L'économie sociale a ainsi été ciblée comme une voie porteuse d'avenir, car offrant la possibilité de réduire les inégalités fondées sur le genre, l'âge ou la localisation. Mais les participants ont aussi discuté d'expériences dans le secteur de l'éducation, de la santé et de la culture.

Un colloque international en octobre prochain

La réflexion et la mobilisation autour du développement social se poursuivra les 28 et 29 octobre prochains lors d'un colloque international dont le thème est : *Le développement des communautés et l'économie sociale à l'heure de la reconfiguration de l'État*.

Sa motivation part du constat que les politiques de développement social au Québec ont été mises en œuvre lors de la



Pierre-André Tremblay

révolution tranquille dans les années soixante. Jusqu'à la fin des années soixante-dix, le développement social s'est déployé par les politiques sociales de l'État et la mise en place des différents programmes sociaux. À compter des années 80, dans le contexte du néo-libéralisme et de la fin de l'État providence qui a déferlé sur les pays occidentaux et au Québec, plusieurs politiques sociales et programmes sociaux sont devenus obsolètes.

Parallèlement, d'autres acteurs de développement social et du développement communautaire sont apparus et ont pris une place importante dans la mise en œuvre du développement social et communautaire au Québec. Il s'agit des groupes communautaires et des entreprises d'économie sociale et des entreprises liées au développement social.

Dans le contexte du début des années 2000, où la mondialisation et le néo-libéralisme se déploient à l'échelle planétaire et où l'on parle de réingénierie de l'État et du partenariat privé-public pour la dispense des services sociaux, il convient de revoir les perspectives et les finalités du développement des collectivités. En effet, dans cette conjoncture où l'on parle de plus en plus de globalisation, il apparaît que les politiques néo-libérales s'étendent autant à l'échelon local, qu'à l'échelle globale. Le niveau local semble ainsi devenir un palier incontournable pour la réorganisation des politiques étatiques en matière de développement et d'économie sociale. Mais on comprend encore mal comment pourraient s'articuler l'exigence d'équité liée aux droits de citoyenneté et la nécessaire adéquation aux particularités locales. C'est là un enjeu

NOUVELLES BRÈVES

fondamental pour l'identification des buts et des moyens de la revitalisation des communautés qui oblige à recadrer les questions du développement économique communautaire, de la lutte à l'exclusion, de l'intégration des minorités, de la participation sociale, de la santé, etc.

Dans cette nouvelle configuration où les politiques sociales semblent devoir être réduites au minimum, ce colloque propose de prendre la mesure des transformations en cours et de tracer les enjeux et les perspectives d'avenir afin d'envisager les rôles nouveaux des différents acteurs du développement social et communautaire dans le contexte de la reconfiguration de l'État. Plusieurs questions se posent au moment où le gouvernement québécois s'apprête à mettre en place ses politiques de révision du modèle étatique en matière de développement social.

Quelle est l'importance de la politique sociale dans la régulation sociale ? Quel sera le rôle des différents acteurs sociaux dans cette nouvelle configuration du social proposé par le gouvernement québécois ? Quelle sera la place des instances locales pour la mise en œuvre du développement social et de l'économie sociale ? Le développement social peut-il être un instrument pour le développement des collectivités locales ? L'économie sociale est-elle un instrument du développement social ? Autant de questions auxquelles des spécialistes du développement social et communautaire tenteront de répondre.

Ce colloque fera collaborer à la fois des intervenants liés au terrain et des penseurs issus du milieu universitaire, certains provenant du Canada anglais ou d'Europe. Les deux jours se dérouleront en visites sur le terrain, en plénières et en ateliers. Les thèmes suivants seront abordés :

1. Transformation des politiques sociales
2. Revitalisation et développement social local
3. Rapport de genre, économie sociale

et développement

4. Une vision pan-québécoise du développement social : le point de vue des acteurs
5. Développement des communautés et santé
6. Économie sociale et innovation
7. L'espace du communautaire

Les partenaires de l'organisation en sont le Regroupement régional en développement social (RRDS-02), la Société d'inter-

vention Urbaine Chicoutimi-Jonquière, l'Alliance de Recherche Universités-Communautés en économie sociale de l'UQAC (fax : 545-5012).

Les organisateurs principaux sont Marielle Tremblay et Pierre-André Tremblay.

Renseignements :

Marie-Claude Clouston,

(418)545-5011, poste 2206

marie-claudeclouston@uqac.ca ■■■

UN MODÈLE D'ORGANISATION DES SERVICES EN ORGANISATION COMMUNAUTAIRE DANS LES NOUVEAUX CSSS

par François Bergeron, organisateur communautaire, Centre de Santé des Etchemins, (CSSS de Beauce)

Comme tout le monde des CLSC au Québec est en mode « réorganisation » et que les nouveaux directeurs généraux vont devoir déposer bientôt leur plan d'organisation, nous avons, dans la Beauce et les Etchemins, remis une proposition en ce qui touche l'organisation communautaire.



Vous trouverez sur le site du RQIIAC un modèle d'organisation des services

en organisation communautaire dans les nouvelles Instances locales, élaboré par les intervenants communautaires des régions de la Beauce (Beauce-Sartigan et Robert-Cliche) et des Etchemins.

C'est à partir de ce modèle, que nous avons adapté à chacune de nos réalités, que nous présentons une proposition à chacun de nos nouveaux établissements. Ce modèle a été conçu davantage en fonction du milieu rural ou semi-urbain qu'urbain. Il devra dans ce dernier cas, faire l'objet de plus de modifications si vous désirez l'utiliser.

Renseignements :

www.rqiiac.qc.ca ■■■

Colloque en développement régional :

L'OUTAOUAIS AU CARREFOUR DES MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT.

Quels sont les principaux enjeux de développement en Outaouais ? Le colloque en développement régional intitulé « l'Outaouais au carrefour des modèles de développement » qui se tiendra à l'Université du Québec en Outaouais (UQO), le vendredi 1^{er} octobre 2004, s'attaque à cette question. Région frontalière au carrefour de deux modèles de développement, l'Outaouais est toute désignée pour réfléchir aux questions de gouvernance, de développement économique et des relations rurales-urbaines. L'événement, organisé par le Centre de recherche en développement territorial (CRDT), la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) et le programme de maîtrise en développement régional de l'UQO, favorisera l'échange entre l'Université et son milieu.

Renseignements :

Courriel : crdt@uqo.ca

Site Internet : <http://www.uqo.ca/observer/colloque> ■■■

La Ville de Montréal met en place le Conseil des montréalaises

par Claudie Mompont

La Ville de Montréal vient de franchir une étape importante dans ses actions à l'égard de sa population féminine et de la collectivité toute entière. En effet, lors de sa séance du 26 avril 2004, le conseil municipal a adopté une résolution créant le Conseil des Montréalaises. La mise en place d'un conseil consultatif des femmes pour l'île de Montréal est un projet issu du Sommet de Montréal et se retrouve parmi les propositions d'action ayant fait consensus. Pour le comité de suivi du Sommet, Volet égalité femmes et hommes, comité composé tant de partenaires civils que de représentants municipaux, c'est le résultat de près de deux ans d'un travail qui s'est réalisé dans un esprit de partenariat et la concrétisation d'un engagement pris au Sommet de Montréal.

La création du Conseil des Montréalaises vient donc doter l'Administration municipale d'une instance consultative en ce qui a trait à l'égalité entre les femmes et les hommes et à la condition féminine. Ce conseil, qui représentera les Montréalaises qui constituent, disons-le, 52% de la population de la ville, conseillera et permettra à l'Administration de mieux comprendre chaque problématique en fonction d'une approche particulière. Selon les articles du Règlement, le conseil a pour fonctions :

- 1° de conseiller et de donner son avis au conseil de la ville, au comité exécutif et aux conseils d'arrondissement, à la demande de ces derniers, sur tout dossier pouvant avoir un impact sur les conditions de vie des Montréalaises;
- 2° de fournir, de sa propre initiative ou à la demande du conseil de la ville, du comité exécutif ou d'un conseil d'arrondissement des avis sur toute question relative à l'égalité entre les femmes et les hommes et à la condition féminine et de soumettre ses recommandations.
- 3° de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique cadre

d'égalité entre les femmes et les hommes;

- 4° de solliciter des opinions, recevoir et entendre les requêtes et suggestions de toute personne ou tout groupe sur les questions relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes et à la condition féminine;
- 5° d'effectuer ou de faire effectuer des études et des recherches qu'il juge utiles ou nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Bref, la création du Conseil des Montréalaises s'inscrit dans l'optique de favoriser une plus grande place aux citoyennes dans une perspective de participation active à la vie publique montréalaise et est l'expression de la détermination de la Ville de tenir compte dans les politiques et les programmes municipaux de l'atteinte des objectifs d'équité et d'égalité entre les femmes et les hommes.

Si, depuis quelques années, la Ville de Montréal s'est démarquée tant au niveau national qu'international par ses interventions en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et de l'améliora-

tion de la condition féminine, il y a encore du chemin à faire quand il s'agit, entre autres, d'une représentation équitable des femmes dans les instances décisionnelles ou encore de la problématique de la pauvreté touchant majoritairement les femmes; des dossiers sur lesquels le conseil sera amené à se pencher.

En vue de la nomination des 15 membres qui siégeront sur le Conseil des Montréalaises à partir de l'automne prochain, la Ville procède à un appel de candidatures qui se déroule durant la période allant du 7 au 30 juin 2004. Les membres seront choisis parmi la population féminine provenant de différents secteurs d'activité de la vie montréalaise et de façon à refléter la diversité culturelle et sociale de la ville de Montréal.

C'est à la Direction de la sécurité du revenu et du développement social du Service du développement culturel et de la qualité du milieu de vie de la Ville de Montréal que revient le mandat d'assurer le suivi du Règlement constitutif du Conseil des Montréalaises. ■■■

Montréal

PROJET PILOTE DE REVITALISATION URBAINE INTÉGRÉE : DÉBUT DE LA 2^E PHASE

par Jacques Savard

Le projet pilote de revitalisation urbaine intégrée en est à l'étape de mise en œuvre des plans d'action élaborés par les comités locaux. Rappelons que ce projet visait à mobiliser l'ensemble des partenaires et la population autour d'actions intégrées et structurantes susceptibles d'améliorer la situation des secteurs Galt, Saint-Pierre et Sainte-Marie, situés respectivement dans les arrondissements du Sud-Ouest, de Lachine et de Ville-Marie. Des comités multisectoriels et représentatifs des secteurs visés ont donc été formés avec comme principal objectif de produire un plan intégré visant l'amélioration des conditions de vie des résidents. Reste à maintenir la mobilisation et à développer les partenariats nécessaires à la réalisation des plans d'action, auxquels les arrondissements concernés et la Ville de Montréal contribuent déjà de façon significative. ■■■

NOUVELLES BRÈVES

Revue de l'année 2003-2004 : Action gouvernementale et personnes handicapées

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC
par Michael Watkins

Parmi les mandats qui lui sont confiés, l'Office des personnes handicapées du Québec a le devoir d'exercer un suivi régulier et continu de la situation de l'intégration sociale. Chaque année, l'Office publie sa revue de l'action gouvernementale ayant un impact sur la vie des personnes handicapées et de leur famille. L'Office souhaite ainsi faire connaître sa lecture des progrès et mettre en lumière les sujets qui requièrent une plus grande vigilance.

L'année 2003-2004 aura d'abord été marquée par la transition entre deux gouvernements aux priorités et aux orientations différentes. Plusieurs lois, politiques et plans d'action avaient été déposés ou adoptés par le gouvernement précédent. Dans certains cas, les travaux et les choix établis ont été maintenus, alors que d'autres ont été remis en question ou réévalués.

L'Office a constaté que certaines décisions prises en 2003-2004 sont venues renforcer celles qui l'avaient été au cours des années précédentes : poursuite du processus de révision de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées, investissements substantiels pour les enfants dysphasiques et les personnes ayant un trouble envahissant du développement, budgets supplémentaires pour l'adaptation de domicile. L'Office note également que d'autres travaux se poursuivent et sont en bonne voie d'être complétés. C'est le cas de certaines mesures du Plan d'action de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale s'appliquant plus spécifiquement aux personnes handicapées, qui sont au menu des prochaines années, tout comme le projet d'élaborer une politique gouvernementale sur les services d'interprétation pour les personnes ayant une déficience auditive.

Par ailleurs, depuis le 1^{er} avril 2004, le gouvernement a déjà pris certaines ini-

tiatives qui répondent à des préoccupations qui avaient été soulevées dans la revue de l'année 2003-2004. Parmi celles-ci, l'annonce par le ministre de la Santé et des Services sociaux, Philippe Couillard, de mesures visant l'amélioration de la qualité de vie des personnes hébergées dans le réseau de la santé et des services sociaux et la révision des mécanismes de plaintes au sein des ressources d'hébergement, la signature récente d'une entente entre le Service québécois du livre adapté (SQLA) et la Bibliothèque nationale du Québec sur le livre adapté.

En contrepartie, l'Office considère que le niveau insuffisant des investissements dans les services à domicile et en réadaptation (surtout en déficience intellectuelle) et le temps d'arrêt observé dans certains dossiers importants tels que l'accessibilité du métro de Montréal et la mise en œuvre du plan d'action pour augmenter la présence des personnes handicapées au sein de la fonction publique requièrent de la vigilance.

L'approche très ciblée adoptée par le gouvernement pour de nouveaux investissements en santé et en services sociaux, particulièrement dans le secteur de la réadaptation, pourrait selon l'Office donner des résultats positifs pour les clientèles identifiées parmi les priorités gouvernementales. Malgré les besoins importants de ces groupes particuliers, la situation n'en demeure pas moins extrêmement fragile dans l'ensemble du réseau de la réadaptation. Cette tendance à pointer des clientèles « vulnérables parmi les vulnérables » pourrait avoir des répercussions importantes sur l'accessibilité et la cohérence des services. Un équilibre est donc à rechercher entre le financement suffisant de l'ensemble du réseau de la réadaptation et l'identification de priorités au sein de celui-ci.

L'objectif d'améliorer la participation sociale des personnes ayant des incapacités exige l'adoption d'une perspective multisectorielle et globale, où les actions s'arriment et se complètent. Les gains obtenus dans un secteur peuvent être compromis par des décisions prises en sens contraire dans d'autres domaines. Ce besoin de cohérence impose donc des exigences très grandes aux décideurs politiques et administratifs.

À cet égard, parmi les dossiers qui occuperont une bonne partie des énergies de l'Office en 2004-2005, il faut compter celui de la compensation équitable des besoins des personnes handicapées de même que celui de la révision de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées qui sont, au dire de l'organisme, des outils essentiels à l'atteinte de l'objectif visé de cohérence et de concertation intersectorielle. ■■■

Le Prix Jean-Pierre Bélanger 2004

L'Association pour la santé publique du Québec (ASPQ) lance l'appel aux candidatures du Prix Jean-Pierre Bélanger 2004, un prix qui vise l'excellence et l'innovation en promotion de la santé. L'ASPQ cherche donc, au Québec, des projets qui sortent de l'ordinaire et se démarquent par leur aspect mobilisateur et innovateur. Nous vous invitons cordialement à présenter un projet. Toutes les informations nécessaires se trouvent à la section ASPQ À LA UNE de la page d'accueil www.aspq.org. La date limite pour déposer une candidature est le 15 octobre 2004. ■■■

VIENT DE PARAÎTRE

ÊTRE PARENTS, PLAISIRS ET CASSE-TÊTE :

RAPPORT 2003-2004 SUR LA SITUATION ET LES BESOINS DES FAMILLES ET DES ENFANTS

Conseil de la Famille et de l'Enfance

Être parents, quel bonheur! Enfin, pas toujours! Sans être complètement différente de la famille traditionnelle, la famille québécoise actuelle, à l'instar de la société, a beaucoup changé depuis quelques décennies. Sa composition et son mode d'organisation, entre autres, sont devenus plus complexes qu'auparavant, ce qui induit des changements dans la vie quotidienne des parents et des enfants du Québec.

C'est ce qui est mis en évidence dans le Rapport 2003-2004 sur la situation et les besoins des familles et des enfants intitulé **Les parents au quotidien** rendu public le 6 avril dernier par le Conseil de la famille et de l'enfance. Le Conseil a constaté lors des consultations publiques tenues au printemps 2003 qu'il n'y a pas toujours adéquation entre les besoins effectifs liés à la vie quotidienne des fa-



milles avec enfants et les services mis en place par la collectivité.

Le document est disponible sur le site Internet du Conseil de la famille et de l'enfance à l'adresse suivante : www.cfe.gouv.qc.ca

Téléphone :
418 646-7678 ou sans
frais le 1 877 221-7024.

Conseil de la Famille et de l'Enfance

VIIEILLISSEMENT ET SANTÉ FRAGILE : UN CHOC POUR LA FAMILLE?

Le Conseil rendait également public le 11 mai dernier un Avis intitulé **Viieillissement et santé fragile : un choc pour la famille?** Ce thème souvent évoqué dans les médias et qui fait l'objet de nombreuses études devient, aujourd'hui, un enjeu sociétal de taille. La population québécoise commence à prendre conscience qu'elle est déjà confrontée à un important

défi. L'allongement de la vie amène une nouvelle vision du troisième âge, on parle même de 4^e et 5^e âge. La précarisation de la santé à cette étape de la vie crée des besoins de soins qui vont en augmentant et en se complexifiant.

Le vieillissement est une réalité personnelle qui déborde sur l'entourage. Aura-t-il un effet choc sur les familles, engendrant crises et conflits? Le soutien aux personnes âgées en perte d'autonomie exigera-t-il plus que ce que la famille est capable de donner et prête à le faire? Comment l'institution de la famille peut-elle se préparer à cette réalité et comment peut-elle être soutenue? Comment les politiques sociales peuvent-elles supporter ou, au contraire, compromettre la solidarité familiale dans le soutien aux aînés? Cet Avis pose donc des questions importantes et complexes qui méritent d'être soumises au débat public selon le Conseil de la famille et de l'enfance. Le document est disponible sur le site Internet du Conseil de la famille et de l'enfance à l'adresse suivante : www.cfe.gouv.qc.ca / Téléphone : 418 646-7678 ou sans frais le 1 877 221-7024. ■■■

Altermondialisation, économie et coopération internationale.

sous la direction de Louis Favreau, Gérald Larose et Abdou Salam Fall. Presses de l'université du Québec, Collection Pratiques et politiques sociales et économiques.

Une autre mondialisation est-elle possible ? Diverses pratiques innovatrices d'altermondialisation, d'économie sociale et de coopération internationale révélées dans cet ouvrage le confirment. Pour en témoigner, des acteurs terrain actifs dans les organisations de coopération internationale et dans les mouvements sociaux prennent la parole et nous livrent leurs expériences et les savoirs tirés de leurs pratiques. À leur côté, des chercheurs également engagés dans ces réseaux internationaux soulèvent toutefois les difficultés qui se font jour et mettent en relief les débats de l'heure au sein de l'altermondialisation. Dans cet amalgame d'expériences et de savoirs qui se croisent, l'émergence d'un nouveau modèle de développement se dessine peut-être sous nos yeux. Cet ouvrage est le premier d'une série de trois issus d'une grande conférence internationale qui a eu lieu en septembre 2003 à l'Université du Québec en Outaouais.

Renseignements : <http://www.puq.quebec.ca/> ■■■



VIENT DE PARAÎTRE

Étudiante et mère : un double défi

AVIS DU CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Réalités et besoins des mères étudiantes : un phénomène appelé à prendre de l'ampleur dont le Québec doit tenir compte.

L'avis du Conseil du statut de la femme (CSF) sur les conditions de vie et les besoins des mères étudiantes *Étudiante et mère : un double défi* met en lumière les difficultés et les besoins spécifiques de ces femmes qui doivent concilier responsabilités familiales, études et, souvent, travail à temps partiel.

Comme les parcours scolaires sont de plus en plus longs, que le phénomène des maternités précoces est toujours présent, que plusieurs parents retournent aux études, se spécialisent ou réorientent leur carrière, on s'attend à ce que le nombre de mères étudiantes soit en progression constante. On retrouve des mères étudiantes de tous âges et à tous les niveaux de scolarité, de l'enseignement secondaire au doctorat. Si plu-



sieurs d'entre elles ont recours au Programme des prêts et bourses ou à la mesure de formation d'Emploi-Québec, d'autres ne font appel à aucun programme gouvernemental.

La scolarisation constitue, aujourd'hui plus que jamais, la clé de voûte de l'autonomie financière et de la véritable intégration sociale pour tous. Pour cette raison, le CSF veut s'assurer que ces mères qui étudient ne sont pas désavantagées par rapport aux étudiantes qui n'ont pas d'enfants. Les recommandations du Conseil visent à lever les obstacles auxquels les mères étudiantes font face; leurs difficultés étant surtout liées à la question financière, à l'accès au logement, aux services de garde et au transport ainsi qu'aux mesures de soutien offertes dans les établissements scolaires. L'avis accorde aussi une attention particulière aux plus jeunes mères aux prises avec une combinaison de difficultés.

Cet avis est disponible, sur le site Internet du CSF

<http://www.csf.gouv.qc.ca/> ■■■

NOUVELLES BRÈVES

Le 27 octobre 2004, à Chicoutimi

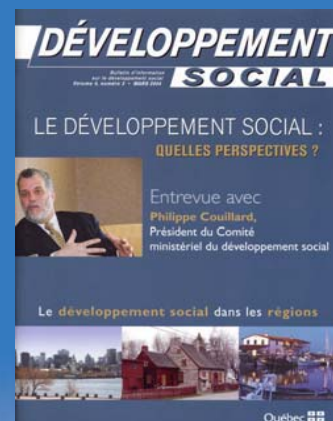
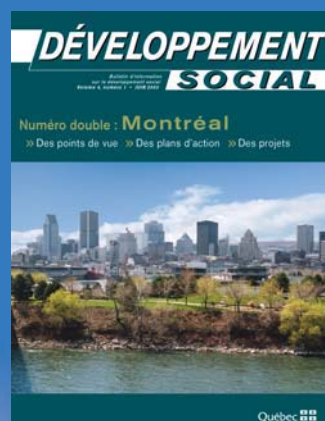
DEUXIÈME RENCONTRE INTERRÉGIONALE EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL

par Michel Morel

En octobre 2003, une première rencontre des répondants régionaux en développement social avait permis de dresser un bilan sommaire des travaux menés dans les différentes régions en développement social. Les répondants présents avaient alors convenu d'un certain nombre d'actions à mener : présentation du Bilan des travaux au Comité ministériel de développement social, publication d'une synthèse de ce bilan dans les pages du Bulletin DÉVELOPPEMENT SOCIAL (volume 4 numéro 3).

Un an plus tard, une deuxième rencontre devrait permettre aux répondants de faire le point sur l'état du dossier développement social à la suite de la transition des Conseils régionaux de développement (CRD) vers les Conférences régionales des élus (CRÉ). C'est à suivre dans le prochain numéro! ■■■

Parutions antérieures



Adressé à :

Cette publication est rendue possible grâce à la collaboration de nombreux ministères et organismes du gouvernement du Québec ainsi que de plusieurs partenaires :

